

15. rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

Supplément Radio-Télévision

Le Monde

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14594 - 6 F

DIMANCHE 29 - LUNDI 30 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

M. Chadli en position difficile après le succès du FIS aux législatives

La victoire islamiste en Algérie pourrait provoquer une élection présidentielle anticipée

Les silences français

La victoire spectaculaire remportée par le Front islamique du salut (FIS) lors des élections législatives algériennes n'a guère suscité de réactions en France. Trêve des confiseurs oblige. L'événement, surtout si - comme c'est probable - le succès du FIS est confirmé par les résultats du second tour, le 16 janvier, risque pourtant de peser lourd sur des relations franco-algériennes qui n'ont, il est vrai, jamais été au beau fixe.

Depuis l'accès de l'Algérie à l'indépendance, le FLN a souvent cherché à exploiter à son avantage le souvenir de la guerre qui l'avait précédée. Tous les gouvernements français qui se sont succédés depuis 1962 en savent quelque chose, y compris les gouvernements socialistes, dont les bonnes dispositions initiales à l'égard d'Alger ont rarement été payées de retour par un parti longtemps unique, qui s'était érigé en seul héritier de la lutte anti-coloniale et en seul représentant du patriotisme algérien.

MALGRÉ les rancœurs, les haines, les antipathies, un dialogue n'en a pas moins existé entre Paris et Alger. Il a permis le maintien d'une certaine coopération entre les deux pays et a constitué aussi une garantie indispensable pour l'importante communauté algérienne vivant en France.

Pourra-t-il en aller de même si le FIS, dont bon nombre de dirigeants se proclament tout autant anti-occidentaux qu'anti-français, s'installe au pouvoir? L'Algérie ne risquerait-elle pas alors de se refermer sur elle-même, de renoncer à tout espoir de développement moderne au profit d'une autarcie intellectuelle et économique, de cultiver en vase clos le rêve d'une société islamiste qui viendrait à bout, comme par miracle, de l'exclusion des millions d'Algériens qui s'entassent aujourd'hui dans des villes en ruine?

PASSÉ les premiers temps d'excitation, une prise de conscience ne manquera pas de se traduire par une accélération du flot migratoire en provenance d'Algérie, pour ne rien dire de celle d'une démographie déjà gélante. Et ce sont, bien sûr, les éléments les plus dynamiques de la société algérienne qui chercheraient ainsi à échapper à l'étouffement, renforçant encore l'opposition entre le pays réel et le pays d'adieu, mais vivant aussi, en France, les problèmes, les polémiques et les frayeurs dus à l'immigration.

Le silence observé en France depuis vendredi ne durera sans doute pas plus longtemps que les fêtes de fin d'année. Il faut espérer qu'ensuite le sang-froid prévaut, mais ne nous laissons pas : quels que soient les développements à venir, l'Algérie vient de tourner une nouvelle page de son histoire. Et le chapitre qui s'ouvre risque d'être encore plus tumultueux pour les relations franco-algériennes que celui qui se termine.

M0146 - 1230 0 - 6.00 F



Avant même le second tour des élections législatives algériennes, qui aura lieu le 16 janvier, le Front islamique du salut (FIS) est assuré d'une très large majorité parlementaire lui permettant de contrôler le pouvoir exécutif. Dès maintenant, ce triomphe place dans une position inconfortable le président Chadli

ALGER

de notre correspondant

Une victoire d'ores et déjà totale : quels que soient les résultats du deuxième tour, le 16 janvier, le Front islamique du salut (FIS) est certain d'atteindre la majorité absolue dans la prochaine Assemblée algérienne.

En quelques heures seulement, alors que, calculée à la main, les commentateurs en étaient encore à évaluer les possibles reports de voix au deuxième tour, le FIS est passé du statut de parti le plus

fort à celui de parti largement majoritaire. Avec un score ne cessant de croître d'heure en heure, il est désormais en passe de devenir un parti hégémonique.

Vendredi 27 décembre, à l'aube, le ministre de l'intérieur crédite le FIS de 110 à 130 députés (le Monde du 28 décembre). Une demi-journée plus tard, le ministre de l'intérieur, M. Larbi Belkheir, traits tirés et voix cassée par la fatigue, lui en accordait 167.

GEORGES MARION

Lire la suite page 3

Bendjedid, dont le mandat présidentiel n'arrivera à échéance qu'à la fin de 1993. Une cohabitation paraissant très problématique, un scrutin présidentiel anticipé semble inévitable. Auparavant, M. Chadli devra examiner la demande de libération des principaux dirigeants du FIS, emprisonnés depuis juin.

Lire

- La désarroi du FLN par JACQUES DE BARRIN
- D'El Moudjahid à El Watan, éditoireux au bord de l'inconnu
- Profonde inquiétude en Tunisie par MICHEL DEURÉ
- Les réactions dans la communauté algérienne en France par PHILIPPE BERNARD et HENRI TINCQ pages 3 et 17

Face à la fermeté du CSA

Hachette prêt à abandonner la Cinq

Le groupe Hachette pourrait déposer le bilan de La 5 : n'ayant pas les moyens financiers de satisfaire aux engagements qu'il avait souscrits en 1990, face à une instance de régulation, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), dont la marge de manœuvre est insuffisante pour l'autoriser à « réformer » le chaîne, le groupe de M. Jean-Luc Lagardère s'apprête à se déloger du secteur de la télévision.

par Arione Chemin et Yves Momau

Hachette renonce à La 5. Sauf improbable virage du Conseil supérieur de l'audiovisuel, le retrait du groupe Hachette du secteur de la télévision devrait être rendu public prochainement. Plutôt que de laisser le CSA lui retirer l'autorisation d'émettre, M. Jean-Luc Lagardère, PDG de Hachette, préfère reconstruire lui-même.

Les raisons de cet abandon sont essentiellement d'ordre financier. Déjà largement endetté

(10 milliards de francs environ), Hachette n'a plus les moyens de soutenir La 5 à bout de bras (1,12 milliard de francs de pertes en 1991). Le conseil d'administration du groupe, qui s'est réuni le 24 décembre, a « catégoriquement rejeté » tout engagement financier supplémentaire qu'il serait seul à supporter.

Lire page 13 la suite et l'article de MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Lire aussi « Cette qui voulait copier la Une » pages 16 et 17 de notre supplément Radio-Télévision

M. Eltsine dans ses murs



Lire page 5 les articles de JACQUES ISNARD et de SOPHIE SHIHAB

La dérobade du consommateur

Electique dans ses choix, inquiet, exigeant, il déconcerte les professionnels. La surconsommation est remise en cause

par Françoise Vaysses

« Il y a vingt-cinq ans, lorsque le Club Méditerranée a lancé le buffet d'abondance, chaque vacancier consommait en moyenne 4,9 kilos par jour (hors boissons). Aujourd'hui, on n'en est plus qu'à 3,6 kilos... » L'anecdote que raconte M. Gilbert Trigano illustre la perte d'appétit dont souffre le consommateur français. Distributeurs, publicitaires et sociologues se penchent sur les faits d'âme, cherchant à expliquer sa langueur, qu'il lui faille subir une psychanalyse de groupe.

Cbequo scrute la publication mensuelle des statistiques de l'INSEE retraçant la consommation des ménages, en densité de scie, et globalement molle (+ 0,3 % au second semestre pour les produits

manufacturés) : un bel mieux co octobre, mais septembre et août avaient été en baisse, après on printemps « pourri » et un bon mois de juillet. Novembre? Catastrophique... Le début décembre? Pas mal... En attendant, promotions alléchantes, soldes et opérations de séduction en tous genres se sont multipliés, dès avant les fêtes de fin d'année.

Jusqu'à l'observatoire de l'automobile, rattaché à la Cofina (organisme de crédit spécialisé de la Compagnie bancaire), qui se demande si l'ego n'est pas en train d'essuyer la naissance d'un « nouveau consommateur », plus raisonnable, moins frié de vitesse et changeant moins souvent de voiture.

La grande question est de savoir si ce comportement est

conjuncturel ou structurel. En d'autres termes, s'agit-il d'une frilosité liée à l'accumulation d'indicateurs économiques peu affolants ou d'un changement plus fondamental dans les aspirations des Français?

L'interrogation soulève chez les statisticiens un égeement certain : « Ce problème revient de manière récurrente. Dès que l'on observe des frémissements dans la consommation des ménages, resurgissent des chimères sur un changement de comportement. Jusqu'à présent, nous n'avons pas d'éléments dans ce sens. On assiste seulement à des choix sous contrainte », estime M. Alois Trognon, chef de la division Condition de vie des ménages à l'INSEE.

Lire la suite page 13

HEURES LOCALES

Un tour de France des régions
Lorraine

La sidérurgie, avec ses plans successifs de restructuration, a donné une image grise de cette région. Mais, n'en déplaise aux grincheux, l'époque de la mono-industrie semble révolue. Des entreprises se créent, des hommes glissent pour imprimer un nouveau dynamisme à un pays qui redécouvre ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : une région transfrontalière.

Lire pages 8 et 9 l'enquête d'ALAIN LEBEAUCHE

Egalement au sommaire
■ Le mur de l'Atlantique reprend du service ■ Les hommes des transferts ■ Barbe rompt avec l'immobilisme ■ Une télécabine en Seine-Saint-Denis page 7

Le sommaire complet se trouve page 17

La mort d'Hervé Guibert

Le romancier Hervé Guibert est mort du sida le vendredi 27 décembre, à l'hôpital Antoine-Becclère de Clamart, où il avait été admis le 13 décembre, après une tentative de suicide. Agé de trente-six ans, Hervé Guibert, ancien collaborateur du « Monde », avait tenu la rubrique photo de notre journal jusqu'à 1985.

Jusqu'au bout de la nuit

par Hector Bianciotti

Avec la mort d'Hervé Guibert se brise la voix la plus singulière de sa génération, s'éteint une vie aux couleurs de destin.

Il avait vingt-deux ans lorsque, en 1977, vit le jour le premier des dix-neuf ouvrages qui composent son œuvre : *La Mort propagande*, bref récit frappant par un ton de leçon d'anatomie, dans lequel, toute morale délaissée, il démontait, comme sous une lumière de bloc opératoire, la machinerie à soupins, à spasmes que représente le corps, quand il est réduit à sa fonction d'accueillir et le plaisir et la douleur. Un œil infatigable relié à sa plume, on évoquait les écorchés de Valverde

ou de Gautier d'Agoty. Quatre ans plus tard, il publiait *Image fantôme*, recueil de textes inspirés par la photographie, où, peut-être sans s'en apercevoir, Guibert arrachait les bases de son projet littéraire.

En observant, chez Goethe, la différence radicale entre la description de paysages dans son *Voyage en Italie* - rédigé d'après les notes de son journal, - et celles qu'il prodigue dans ses romans, dans lesquels, à une écriture d'une immédiateté photographique, à l'image qui semble encore vibrer sur la rétinne, se substitue la lente minutie de la composition picturale.

Lire la suite page 18

AU SOMMAIRE DE JANVIER
Le Monde des PHILATELISTES
 l'Officiel de la philatélie
 NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS
 • LA FRANCE VUE PAR LES TIMBRES ÉTRANGERS.
 • 2^e GUERRE MONDIALE : répertoire des cartes postales.
 • LE NOUVEAU AN CHINOIS : l'année du singe.
 • NOUVELLE RUBRIQUE : questions-réponses.
LE MONDE DES PHILATELISTES
 POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
 En vente chez votre marchand de journaux

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 3 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 GR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

RODIN

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-65-26-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 208.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-26-25
Télécopieur : (1) 49-50-30-10
Téléc : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugues-Devillet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlé
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-72-73
Téléc : 46-43-46-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régions Europe SAC
Imprimerie
112, r. M. Gensbourg
94852 IVRY CEDEX
Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les abonnements et
index du Monde au (1) 40-65-29-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-50-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEM- BOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non européens CDE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	800 F	1123 F	1580 F
1 an	1600 F	2086 F	2960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité :
Pays :

Envoyez avec l'obligation d'indiquer tous les
champs ci-dessus en capital et d'imprimer.
PP Paris RP 111 MCM 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gollu
directeur de la gestion
Manuel Loubert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Jacques Amarié
Thomas Farnet
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1992-1995)
André Fontaine (1995-1991)

DATES

Il y a cinq cents ans

La chute de Grenade

« SAINT JACQUES, saint Jacques, saint Jacques, Castille, Castille, Castille, Grenade, Grenade, cette ville appartient aux très grands et très puissants rois et reine d'Espagne qui, avec leur royaume, l'ont prise par la force des armes et de la foi catholique avec l'aide de Dieu et de la Vierge Marie, de saint Jacques et d'Innocent VIII, des prélats, des villes et des peuples de leur royaume. »

Il devait être 16 heures environ, en ce 2 janvier 1492 lorsqu'un héraut fit cette proclamation du sommet de l'Alhambra, probablement de la tour de la Vela (ou du Guet). Tandis que « le peuple infidèle des Maures était dedans ladite cité, brailait et hurlait et jetait de grands pleurs et lamentations », leurs adversaires chrétiens entendaient un Te Deum se livrer à de bruyantes manifestations d'enthousiasme accompagnées de salves d'artillerie.

Ce moment vécu intensément par les uns et par les autres constituait, avant le crépuscule d'une redoutable journée d'hiver, l'épisode le plus spectaculaire et le plus chargé de sens d'un cérémonial lourd et complexe. Le transfert de souveraineté sur la ville de Grenade était accompli. Boabdil, « le petit roi » déchu, cédait la place à Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon qui, bientôt, allaient être appelés les Rois Catholiques.

Ainsi finissait une guerre de dix ans, née aux derniers jours de 1481 sur la frontière castillano-grenadine. La formule élamée par le héraut dit bien ce que signifiait l'entreprise pour les chrétiens. L'armée était avant tout composée de dizaines de milliers de sujets d'Isabelle, nobles et roturiers, urbains et ruraux, venus de Castille, d'Estrémadure, d'Andalousie, de Galice, du Pays basque... L'apport de l'Aragon était militairement faible mais Ferdinand, son souverain, paya beaucoup de sa personne à la tête des troupes. L'effort financier, tout aussi considérable, fut assuré par l'ensemble de la société espagnole.

Un plan minutieusement arrêté

La guerre était considérée comme une croisade, ce qui rappelle l'invocation de saint Jacques matamore. A ce titre, tous les habitants de Castille, d'Aragon et de Navarre devaient acquiescer une contribution dont le produit fut octroyé par le pape Innocent VIII aux rois d'Espagne. Face à l'immense potentiel castillan, l'émirat musulman faisait figure de Poucet. C'était un petit Etat de 30 000 kilomètres carrés, riche de 300 000 à 400 000 habitants, miné par des luttes intestines. Boabdil avait évincé son père. Les Grenadins n'en défendirent pas moins farouchement leur indépendance. La guerre fut indécise de 1481 à 1485. Puis les chrétiens grignolèrent le terrain, souvent à l'issue de sièges interminables, épuisants pour assiégés et assiégeants. Le dernier fut, bien sûr, celui de Grenade, commencé en avril 1491. Isabelle et Ferdinand s'étaient

installés à une douzaine de kilomètres de la cité de l'Alhambra, en un campement bientôt transformé en véritable ville, Santa-Fé. Boabdil comprit vite que sa cause était désespérée. Malgré l'existence d'un parti jusqu'au-boutiste, il négocia une reddition honorable. Un accord secret - les capitulations - fut signé par les deux parties le 25 novembre 1491. Il y était indiqué que Grenade s'ouvrirait aux chrétiens dans un délai de soixante jours. La ville-étoile ne serait pas prise mais simplement livrée à ses nouveaux maîtres.



La reddition de Grenade (copie de Gomez Moreno)

Les opérations se dérouleront selon un plan minutieusement arrêté par les signataires des capitulations. Pour Ferdinand et Isabelle, la forme importait peu. Le jour tant attendu de l'entrée à Grenade, en vainqueur, était sur le point de se produire. Ils s'apprêtaient, pour l'occasion, à abandonner le deuil de leur genre. Alphonse de Portugal, Pont Boabdil, la défiance était indélébile, il s'agissait d'éviter toute humiliation et toute effusion de sang inutile. Craignant de vives réactions d'une population épuisée, désespérée et sensible à la propagande des partisans de la résistance, l'émir supplia ses adversaires de précéder les événements. Le 1^{er} janvier, 500 à 600 otages grandins garants du bon déroulement du séminaire furent dénichés à Santa-Fé.

Vers minuit, un détachement chrétien conduit par le commandeur Gutierrez de Cardenas, homme de confiance des souverains, emprunta un chemin détourné et pénétra dans l'Alhambra par une porte secondaire. Au lever du jour, il distribua ses hommes en divers points stratégiques de la forteresse, et lui-même fut reçu par Boabdil qui lui remit les clefs. Il avait dit alors : « Tous ceux qui ont gouverné Gre-

nade depuis la conquête ont porté cette bague : portez-la puisque vous allez gouverner, et que Dieu vous rende plus heureux que moi. » Un peu plus tard, le même jour ou le lendemain, l'émir se rendit dans les Alpujarras, territoire situé sur le versant méridional de la sierra Nevada qui lui avait été octroyé en seigneurie. A une dizaine de kilomètres au sud de Grenade, il se serait retourné une dernière fois et aurait versé des larmes sur sa capitale perdue. Sa mère, Fatima, l'aurait alors apostrophé : « Pleure comme une femme ce que tu n'as

pas su défendre comme un homme. » La nouvelle de la chute de Grenade, le récit même de la journée du 2 janvier, se répandit comme une traînée de poudre. Il est vrai que, dans l'armée chrétienne, on trouvait des mercuriales agiles, français, bretons, bourguignons, flamands... Dans la suite des Rois Catholiques figuraient des Italiens, l'humaniste Pietro Martire d'Angiera, les évêques de Cagliari et de l'Aquila, des marchands génois ou florentins... et le marin Christophe Colomb.

Les larmes de Boabdil

Bientôt circulèrent plusieurs versions des événements, écrites en latin, en castillan, en italien, en français comme la relation anonyme intitulée *La Très Célèbre Digne de Mémoire et Victorieuse Prise de la cité de Grenade* et rédigée dès le 10 janvier 1492. L'ensemble de la chrétienté fit avec éclat le dévouement de la guerre. A Londres, le roi Henri VII fit lire un texte à l'église Saint-Paul : « Il y avait bien longtemps que les chrétiens n'avaient gagné des territoires nouveaux sur les infidèles, ni élargi ni reculé les

limites du monde chrétien. » A Rome, où un émissaire annonça la nouvelle le 1^{er} février, ce ne furent que messes d'actions de grâces et réjouissances. Le 21 avril fut représentée une *Historia Boetia*, drame en cinq actes, qui met en scène Boabdil, Ferdinand, Isabelle, le cardinal-archevêque de Tolède, le commandeur Gutierrez de Cardenas, des captifs... et dont l'auteur est Carlo Verardi, archidiacre de Cosenza et membre de la cour pontificale.

L'enthousiasme ne fut pas moins débordant à Anvers, Paris, Venise, Florence ou Naples. De même, les larmes de Boabdil furent partagées par tout le monde musulman. Le chroniqueur Ibn Iyas enseigna au Caire : « On apprend qu'en Occident Alphonse (sic) prince de Castille s'était emparé définitivement de Grenade, capitale de l'Espagne (sic), c'est une des catastrophes les plus terribles qui aient frappé l'Islam. » La littérature ne tarda pas à s'emparer du fait. Fernando de Rojas fait dire à Sempronio, l'un des personnages de la *Célestine* : « Grenade est prise », alors que le poète Yahya al Qurrubi s'épanche : « Où est donc Grenade, l'objet de la guerre sainte ? Combien nombreux étaient les cavaliers qui, au combat, sont parvenus à des lions ? Où est donc son Alhambra magnifique qui boque, par les splendeurs de sa décoration, les jardins de l'Eden ? »

Une telle profusion ne dit rien au hasard. La somme de précautions prises encore par les chrétiens, au cours du 2 janvier 1492, montre quelles ont été leurs angoisses et leur peur d'échouer. Carlo Verardi, dans son œuvre théâtrale, donne le rôle principal à un Boabdil, prince noble et malheureux, dont le portrait ne ressemble guère à celui dont il est aujourd'hui affublé. La guerre de Grenade fut pour les contemporains une entreprise rude et incertaine jusqu'à son terme. La victoire des Rois Catholiques, nul ne s'y trompait, était lourde de sens.

La chute de Grenade marque la disparition du dernier Etat musulman d'Europe occidentale. En Espagne, une longue séquence de huit siècles ou presque est close : la Reconquista est achevée. Grenade chrétienne signifie aussi un brutal coup de frein à la poussée de l'empire ottoman, conquérant Constantinople en 1453, s'emparant provisoirement de la ville italienne d'Oran en 1480. Autels de leur triomphe, les Rois Catholiques assuraient leur pouvoir et construisaient un Etat qui sera dominant pendant plus d'un siècle. Après le 2 janvier 1492, ils peuvent songer à d'autres desseins ambitieux. Et si, aujourd'hui, seule Grenade, où la journée du 2 janvier est fêtée, commémore l'événement, pour les hommes d'il y a cinq cents ans, celui-ci avait changé le cours de l'histoire. Avaient-ils tort ?

BERNARD VINCENT

► Bernard Vincent est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, auteur de 1992, l'année admirable, éditions Aubier.

CORRESPONDANCE

Eugène Frot et les événements du 6 février 1934

M. Louis Guizard, avocat honoraire à la cour d'appel de Paris, nous a adressé la lettre suivante :

Le 28 novembre, évoquant dans son discours de réception à l'Académie française, publié dans votre journal daté du 2 décembre, la journée du 6 février 1934, M^{me} Hélène Carrère d'Encausse, élue au fauteuil de Jean Mistler, a prononcé cette phrase : « En ordonnant d'ouvrir le feu sur les manifestants, Eugène Frot, ministre de l'Intérieur, obéit à l'urgence et pense sauver la République. »

Ami et avocat d'Eugène Frot, décédé en 1983, chargé par lui de défendre sa mémoire, il me revient de présenter une rectification en mon nom, et au nom de M^{me} Françoise Frot et Florence Robinet-Frot, fille et petite-fille de l'ancien ministre.

1. - « Frot le fusilleur », « l'assassin Eugène Frot » : le slogan a été lancé, le 7 février 1934, par les journaux d'extrême droite et d'extrême gauche, plus spécialement par l'*Action française* et l'*Ufman*. Il a été repris, amplifié, répandu selon des méthodes dont nous voyons aujourd'hui d'autres exemples.

2. - La commission d'enquête, instituée par la Chambre des députés le 19 février, a été appelée, au terme de ses travaux, qui se sont poursuivis jusqu'à la fin de l'année

1934, à voter sur les conclusions du rapport consacré par M. Appell à « la soirée du 6 février à la Concorde ». A la deuxième question qui leur était posée : « Le gouvernement a-t-il donné l'ordre de tirer sur les manifestants ? », les commissaires, représentant tous les partis politiques, ont répondu : « non » à l'unanimité, trois d'entre eux s'abstenant. Il leur était, en outre, apparu que M. Eugène Frot avait exercé ses responsabilités sans peur ni désarroi et qu'il avait fait preuve d'une constante maîtrise de soi. En 1935, M. Laurent Bonnevay, président de la commission, écrivait dans un livre : « Il n'est pas possible de contester (...) que le gouvernement n'a pas donné l'ordre de tirer sur les manifestants (...). La série de légendes que l'esprit de parti s'était, au lendemain de la douloureuse journée du 6, efforcé d'accréditer étant définitivement dissipées, ceux qui, aujourd'hui, les reprendraient ne seraient plus coupables d'erreur, mais de mensonge. »

3. - Effectivement, par la suite, la légende de « Frot le fusilleur » s'effrita. Le 5 décembre 1935, Xavier Vallat, à la tribune du Palais-Bourbon, déclara qu'il n'a jamais tenu MM. Daladier et Frot « pour des hommes assez monstrueux, et j'ajoute assez stupides, pour avoir eu l'idée de faire, de

façon préméditée, tirer sur d'innocents camarades de combat. Il est applaudi par l'extrême gauche, la gauche, le centre et « sur de nombreux bancs de droite ».

Aucun des auteurs, historiens et mémorialistes qui, dans les années suivantes, avant et après la guerre, évoquent le 6 février (Emmanuel Beau de Loménie, Jacques Chastenet, Marcel Le Clère, Pierre Dominique, François Gueguet, René Rémond - et les deux ministres démissionnaires du cabinet Daladier, Jean Fabry et François Piéti), aucun ne ressuscite la légende. Et ils soulignent les qualités de chef dant Eugène Frot a fait preuve.

C'est Jacques Duclos, en 1969, qui, dans le premier tome de ses *Mémoires*, reprendra à son compte la thèse du « ministre fusilleur et désemparé ». Il croyait (il l'a dit) qu'Eugène Frot était mort. Eugène Frot, bien vivrant, saisi, comme le veut la loi, le ministre public, qui engagea des poursuites. Jacques Duclos et son éditeur 1970, par la dix-septième chambre du tribunal de grande instance de Paris présidée par M^{me} Rozès et, le 28 avril 1971, par la onzième chambre de la cour d'appel présidée par M. Monzein.

S'il est vrai que, abandonné par son éditeur, Jacques Duclos réussit

à obtenir, le 4 novembre 1972, la cassation de l'arrêt, il faut souligner que cette cassation reposait sur des motifs strictement juridiques : selon la Cour suprême, il n'était pas diffamatoire de prétendre, même faussement, qu'un ministre de l'Intérieur avait fait tirer sur la foule. Le fait n'en était pas moins jugé : le tribunal, confirmé par la Cour, avait déclaré qu'Eugène Frot avait fait « tout son devoir » et qu'il avait « témoigné de son sang-froid ».

5. - M^{me} Carrère d'Encausse peut soutenir, avec, certes, plus de vraisemblance que Jacques Duclos, qu'elle n'a pas voulu nuire à Eugène Frot ; qu'elle a, au contraire, observé qu'il « obéissait à l'urgence » et qu'il « pensait sauver la République » ; qu'il défendait l'autorité de l'Etat contre le désordre de la rue ; qu'il a incarné l'ultime sursaut d'un pouvoir politique qui, ensuite, s'en ira à la dérive. C'est vrai : elle a dit tout cela. Seulement, pas plus que Jean Mistler, Eugène Frot ne croyait au complot des partis et des ligues de droite contre la République. Il ne reconnaissait pas à la situation le caractère d'exceptionnelle gravité qui, seul, aurait pu justifier un recours aux armes. Dans ces conditions, dans l'ordre de tirer, eût été, pour lui, sacrifier des vies humaines à la survie d'une équipe

ministérielle, qu'une autre pouvait remplacer sans dommage majeur, et à son propre maintien au ministère de l'Intérieur. Il ne supportait pas qu'on pût le croire capable de cela.

6. - Le nom de Jean Mistler se trouve bien malheureusement associé à cet incident. Que Jean Mistler ait souffert du surnom de « galopin sanglant » qui lui fut donné par Gringoire, ce n'est pas contestable. Mais, ministre du commerce et de l'industrie, il n'avait pas, lui, la responsabilité de l'ordre public. Aussi bien ne fut-il pas le seul « galopin sanglant ». Ils étaient trois : Eugène Frot, Pierre Cot et Jean Mistler. Eugène Frot, de par les fonctions qu'il exerçait, était le plus visé. Il fut le plus touché par les attaques de l'injustice et de la calomnie.

Mme Carrère d'Encausse, qui a très bien parlé de « l'ingérence blessée » dont Jean Mistler ne se remit jamais, peut, mieux que d'autres, imaginer ce que fut celle d'Eugène Frot. Les deux hommes, dont le destin ultérieur fut presque parallèle, n'ont jamais cessé, après comme avant le 6 février, de se considérer comme de vrais camarades.

EX 120150

ALGÉRIE : après le succès des islamistes au premier tour des législatives

Une élection présidentielle anticipée ?

Suite de la première page

Quelques heures encore, et le chiffre grimperait à 189, selon M. Abdelkader Hachani, membre du bureau exécutif du FIS, qui, grâce aux ordinateurs mis en place par son parti, était en mesure, plus rapidement que les services officiels, de l'annoncer aux journalistes rassemblés au siège de son parti.

Il n'était que 16 heures et les résultats de 31 circonscriptions étaient encore inconnus. A ce moment-là, le FIS était en situation théorique de pouvoir gagner dès le premier tour les 216 sièges lui donnant la majorité absolue de la future Assemblée. Du coup, les pourcentages des autres formations — toujours non accessibles samedi 28 décembre au matin — devenaient accessoires : quels qu'ils soient, le FIS, maintenant ou dans trois semaines, gouvernerait sans partage l'Assemblée.

Secondaire aussi, apparaît la remarquable percée du Front des forces socialistes (FFS), qui, avec une trentaine de sièges arrachés dès le premier tour et une dizaine d'autres pouvant être gagnés au second, a fait d'une pierre deux coups : ériger ses rivaux du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et doubler sur le plateau le FLN, qui, vendredi soir, n'était parvenu à faire élire que 16 députés.

Ces résultats ont beaucoup d'intérêt à la prochaine campagne électorale, même si, sans doute un peu vite, les responsables du FLN se disent convaincus de rattraper une partie de leur retard, le 16 janvier. En réalité, le débat se situe maintenant sur une autre plan : celui d'une élection présidentielle anticipée.

De la même façon que la victoire islamiste aux élections municipales du 12 juin 1990 avait conduit aux élections législatives, le triomphe d'aujourd'hui rend ce nouveau scrutin inévitable à échéance rapprochée, même si chacun des protagonistes ignore encore quelles en seront les modalités.

lité. Le pouvoir, intoxiqué par ses espérances, a été par de douteux sondages (qui donnaient quelque 30 % des suffrages au FIS), ce s'attendait pas à la victoire des islamistes. Il va lui falloir improviser, exercer dans lequel il n'est jamais à l'aise. Deux jours avant le scrutin, le président Chadli convoquait les journalistes algériens pour adresser, par leur intermédiaire, ses dernières mises en garde aux islamistes (*le Monde* du 26 décembre).

Contrairement à ses promesses antérieures d'élection présidentielle anticipée, le président

annonçait qu'il irait, de fait, en termes de son mandat, fixé à la fin de 1993 ; par ailleurs, il se déclarait disposé, « sans aucune appréhension », à la cohabitation avec les islamistes.

Compte tenu de la victoire du FIS, le problème à résoudre est aujourd'hui exécutif inverse : en dépit de la « bonne volonté » présidentielle, les islamistes sont-ils, eux, disposés à cohabiter ?

M. Chadli en première ligne

Echaudés par la façon dont le président les avait manœuvrés après leur victoire de 1990, leur faisant miroiter des élections législatives sans cesse reportées, les islamistes n'abandonnent pas cette période avec l'esprit de compromis qui était alors le leur.

D'autant que, depuis cette période, le sang a coulé. Le FIS

profonde, celui des cités populaires et des rancœurs accumulées, n'a oublié ni ses morts de juin ni ceux de novembre, tués par l'armée, après la prise d'assaut d'une caserne, à Guemar. Son vote massif, toutes générations confondues, n'exprime pas une simple « sanction » à l'égard du parti au pouvoir, mais un rejet radical et définitif du système, incarné, qu'il le veuille ou non, par le président Chadli Bendjedid.

Très rapidement, ce dernier va devoir, cette fois, se porter en première ligne. Il va lui falloir d'abord, et rapidement, décider de la poursuite du processus électoral. A-t-il l'envie, et surtout les moyens, de le bloquer, en supprimant le second tour, comme ne l'excluent pas quelques analystes politiques ?

Sans être impossible, la chose est peu probable : les élections iront vraisemblablement à leur

terme, dans un calme sur lequel les islamistes veilleront, avec un soin sourcilieux. Aujourd'hui qu'ils sont sûrs de leur victoire, ils n'ont, moins que quiconque, intérêt à un dérapage, dont ils n'entendent pas fournir le prétexte. Vendredi, lors de la grande prière, l'imam a d'ailleurs préché, avec insistance, la sérénité et le calme.

La question de l'armée

Ce n'est qu'après que commenceront les problèmes. Dès le lendemain du vote, le président Chadli sera, en effet, confronté à l'exigence de la libération des dirigeants du FIS, emprisonnés depuis les troubles de juin. Sa marge de manœuvre est étroite. Pour son malheur, MM. Abassi Madani et Ali Bethadj ont été placés sous juridiction militaire. Ce qui, en

juillet, lors de leur arrestation, se voulait l'illustration d'une volonté de ferme reprise en main, devient aujourd'hui un obstacle majeur à une négociation.

Libérer les deux cheikhs équivaudrait à infliger un camouflet à la direction de l'armée — qui s'est totalement engagée dans la répression contre le FIS. Ne pas les libérer mettrait le chef de l'Etat dans une position incertaine, au moment où l'adversaire islamiste, fort de sa légitimité populaire, dispose des moyens politiques d'une riposte.

D'autres problèmes ne tarderont pas à surgir, notamment lors de la désignation du prochain premier ministre. Encore faut-il pouvoir arriver à... Cor il est vraisemblable que, conformément à leurs de mandats constants, les islamistes exigent, au plus tôt, une élection présidentielle. Le président a-t-il les moyens de s'y opposer ? Que vaut sa légitimité constitutionnelle dès lors que la majorité de la société bascule dans les bras des islamistes — qui ne lui accordent aucun crédit ? Cette légitimité suffira-t-elle à dissuader le FIS de pousser plus loin son avantage ?

Les militaires sont, désormais, au centre des interrogations. Beaucoup d'Algériens opposés au FIS y voient leur seule planche de salut. Mais, si personne ne doute de la volonté de la direction de l'armée de faire barrage aux islamistes, nul ne sait ce que pensent ceux qui se sentent aux premières loges en cas de conflit, c'est-à-dire la troupe et les officiers subalternes. Armée de conscription, il est probable que l'armée vit les mêmes déchirements que celles qui traversent la société civile. Ce qui, en cas de coup de force contre les islamistes, rend son utilisation délicate.

Le président Chadli est, en le voit, dans une situation inextricable. Exposé comme rarement il l'a été, le chef de l'Etat se trouve dans l'obligation de faire clairement face. Plus qu'un débat dans le vif, il préfère un tempérament tant que par expérience, laisser le temps agir. Mais cette fois, ce sont les islamistes qui sont maîtres du temps.

JACQUES DE BARRIN

GEORGES MARION

Le désarroi du FLN

ALGER

de notre envoyé spécial

La déroute est telle que les mots viennent à manquer dans la bouche de certains cadres du Front de libération national (FLN) : « C'est pas gai, c'est la catastrophe, c'est le massacre. L'électorat nous a trompés. Vient une cure d'opposition... » M. Mouloud Hamrouche, ancien premier ministre et chef de file des « réformateurs » au sein de l'ancien parti unique, évite d'évoquer ses doutes d'âme, même s'il a pu le cœur en fête.

« Avec un nombre de voix — de l'ordre de 4 800 000 — équivalent à celui qu'il avait obtenu aux élections locales du mois de juin 1990, le Front islamique du salut (FIS) consolide ses positions, explique M. Hamrouche. Le FLN, quant à lui, gagne, par rapport au précédent scrutin, quelques dizaines de milliers de suffrages. Du côté d'Alger, pourtant, vendredi 27 décembre en début d'après-midi, les chiffres vieillissent vite. Bien imprudent qui s'y fie : la vérité de 17 heures n'est plus tout-à-fait celle de 18 heures. Mais, pour le FLN, elle est de plus en plus dure à

supporter. L'ancien chef du gouvernement se hasarde aux pronostics pour le second tour. « Au premier, le FIS n'a fait le plein de ses voix, assure-t-il. A la faveur d'un ballottage, nous sommes peut-être en mesure de rattraper une partie de notre retard et de gagner plus d'une bonne centaine de sièges, qui s'ajoutent aux quelque dix-sept que nous sommes déjà acquis. » Pour cela, « il faut pour le moment compter sur un sursaut des abstentionnistes et sur de bons reports des suffrages qui se sont portés sur les candidats éliminés ».

Si l'on en est arrivé là, « c'est parce que nous n'avons pas su mobiliser la population », lâche, comme une évidence, M. Hamrouche. Et d'ajouter : « Le FLN n'a pas eu le temps de faire peau neuve, de se présenter aux électeurs chez ceux qui sont originaires de Kabylie. Ainsi pourrait s'expliquer le peu d'emportement du gouvernement algérien à faire voter les électeurs de l'Hexagone. »

Limiter la casse

« La base est perturbée par ce qui se passe ou sommet », note M. Hamrouche. Ne conviendrait-il donc pas de voter cette querelle pour le plus grand bien du parti ? « Est-ce que ça l'intéresse, le parti ? », réplique-t-il. En juin, M. Ghazali avait même préparé sa lettre de démission ! Ces chamailleries d'empêchent pas un FLN bien mal en point de se poser comme « le seul rempart contre le FIS ».

Le FIS arrive, le FIS est là. Comment conjurer le mauvais sort ? Faire peur aux gens pour les détourner des islamistes ? « Je ne

crois pas que ce discours soit payant », estime M. Hamrouche. Il voit le FLN se situer « résolument dans l'opposition ». Le jour où les intégristes s'installent au pouvoir, et voit ces derniers, par la force des choses, « devenir raisonnables ».

A moins que l'armée, garante du bon fonctionnement du processus démocratique, ne décide de remettre les pendules à l'heure. « C'est possible, mais quand ? » s'interroge l'ancien premier ministre. « L'ancien pays paierait très cher cette répression et nous nous retrouverions devant un choix douloureux. » Lui en appelle à un traitement politique du dossier des islamistes. Mais, d'un avis contraire à celui des « barbus », qui cherchent à pousser leur avantage, il estime que le président Chadli doit achever son mandat, « afin de donner à l'Algérie le temps de se stabiliser ».

Pour l'heure, M. Hamrouche va repartir en campagne, d'une circonscription en ballottage à une autre. Désemparés, les militants du FLN n'attendent de lui aucun miracle. Ils espèrent seulement qu'il saura « limiter la casse ».

D'El Moudjahid à El Watan

Editoriaux au bord de l'inconnu

ALGER

de notre envoyé spécial

On eût dit en vain, samedi 28 décembre, dans les colonnes d'El Moudjahid, le quotidien du FLN, d'être schématisé à la une « Trois partis au second tour », le moindre commentaire sur la débâcle que vient de subir l'ancien parti unique. Le journal se contente d'indiquer que « les premiers résultats sont loin de représenter la réalité politique avec ses multiples sensibilités ».

A défaut d'analyse, El Moudjahid rend compte des résultats dans le style rapport de genre-mérite et insiste sur « les tendances vers le ballottage dans un grand nombre de circonscriptions ». Il accueille ses cinq pages les reportages inépuisables et réitérés de ses correspondants à travers le pays, qui s'entendent au seul « factuel » : « Tépée : sous la pluie » ; « Médée : un jour pas comme les autres », etc.

« Tout aussi hégémonique »

Tout autre est la couverture faite par la presse indépendante qui n'a pas ces retards d'écriture. « Séisme », titre en rouge le Quotidien d'Algérie. Dans un éditorial, Kamel Belkacem constate la débâcle du FLN « qui emporte dans son sillage les démocrates et les indépendants », et relève le « prix de consolation » qui va aux forces socialistes (FFS) de M. Ali Ahmed. Et de s'interroger sur les intentions du Front islamique du salut (FIS) : « Précipitera-t-il les ruptures, au risque de sombrer dans une transition forcée ? »

« Le plus dur, c'est la base, écrit le journal. Ce peuple de guerre, de laissés-pour-compte, qui voit dans le FIS la véritable planche de salut. » Pourtant, il en croit le Quotidien d'Algérie

qui consacre un long développement à des scénarios d'un futur plus très lointain, « le pire n'est jamais sûr » ; et le FIS pourrait entamer une « islamisation tranquille sur le terrain qu'il aura lui-même choisis ».

Pour Le Matin, l'avenir de l'Algérie est « en ballottage ». « La crise politique semble inévitable », « Face aux résultats, désoles les pronostics, désoles les analyses, la suffisance politique, le bavardage des démocrates, commente Mohamed Bencheou. Un peu plus de la moitié des électeurs sont partis voter sans savoir trop pour qui, ni comment. »

« Devant un électorat indifférent, un FLN discrédité et des partis « démocrates » sans consistance, le FIS s'est installé confortablement à l'Assemblée nationale. Mais, ajoute l'éditorialiste du Matin, l'Assemblée ne l'intéresse pas. Il veut tout le pouvoir. »

Pour El Watan, qui titre sobriement : « Victoire du FIS au premier tour », « les Algériens vont certainement devoir faire face à un autre mode de gestion, tout aussi hégémonique de la société, que celui qui vient de s'écrouler ». Dans son commentaire, Omar Belhouchebat s'interroge de ce « sort de l'inconnu », et plus précisément de l'attitude du président Chadli après le second tour, mais aussi de la « réaction de l'armée ». Aux yeux de cet éditorialiste, « la cohabitation semble devoir être un passage obligé, pour assurer la stabilité politique au pays », mais « les premières déclarations émanant des dirigeants du FIS à travers les médias du vendredi ne jouant pourtant pas dans le sens de l'apaisement », remarque-t-il. Et de conclure : « Na somme-nous pas en fait en présence de deux logiques inconciliables ? »

J. de B.

Les réactions dans la communauté algérienne en France

Entre la peur du diable et l'attente du coup de balai

La surprise provoquée dans la communauté algérienne en France par l'avance du Front islamique du salut n'avait d'égale, vendredi 27 décembre, une fois connus les résultats du premier tour, que l'indifférence manifestée tout au long de la campagne. Le réveil est d'autant plus brutal que ce scrutin n'avait suscité, en France, qu'une mobilisation homéopathique.

C'est peu de dire, en effet, que le pouvoir algérien n'avait pas encouragé ses émigrés à accomplir leur devoir civique. Alors que des bureaux de vote avaient été installés en France pour l'élection présidentielle au 1er janvier, le parcours de l'électeur était, certes, semé d'obstacles. Il devait d'abord se rendre dans un consulat pour retirer un formulaire de proclamation, puis envoyer son vote à une personne de confiance résidant dans sa circonscription. Sur le million d'Algériens en France (étrangers et personnes titulaires de la double nationalité), seuls 15 000 de plus de dix-neuf ans (âge de la majorité légale) auraient donc pris la peine de voter.

Aux obstacles matériels s'étaient ajoutés le poids d'une bataille aux enjeux lointains et le rejet de la politique. « Cela fait trente ans que l'émigration est exclue du débat politique algérien », analyse Nasser Kettane, médecin et directeur d'antenne de Radio-Bour. Les gens n'aiment voter que parce que le tarage était obligatoire pour rentrer en Algérie. Aujourd'hui, ils sont davantage mobilisés par le chômage au par l'Algérie. Quant aux jeunes, ils sont pour la plupart nés en France. S'ils votent, c'est ici.

Et pour qui auraient-ils voté ? « Ils ont été trop longtemps guidés par le FLN et le FIS leur fait peur », résume Azouz Beggag, écrivain et économiste au CNRS. Les autres partis, comme le Rassemblement pour la culture et le

démocratie (RCD) et le Front des forces socialistes (FFS), auraient eu la préférence de nombreux électeurs de France, en particulier chez ceux qui sont originaires de Kabylie. Ainsi pourrait s'expliquer le peu d'emportement du gouvernement algérien à faire voter les électeurs de l'Hexagone.

« Un grand bond en arrière »

Kader, président d'une association qui milite pour l'intégration des jeunes, est resté brisé par la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 sur Radio-Bour et Radio France internationale. Le résultat du premier tour est, pour lui, catastrophique. « J'ai peur que l'Algérie ne fasse un grand bond en arrière et ne donne des idées aux autres pays du Maghreb », commente-t-il. Il n'a pas voté parce qu'il n'était « pas sûr » de la bonne utilisation de sa proclamation. Mais l'avance du FIS lui donne envie de se mobiliser pour le second tour. « La France est mon pays de tous les jours, l'Algérie mon pays de toujours, explique-t-il joyeusement. On a tous de la famille là-bas. On peut se rassurer. »

« Sans démocratie et sans liberté, l'Algérie ne pourra pas sortir du sous-développement et la France régler la question de l'immigration clandestine », affirme, de son côté, Arno Ferhat, président de l'association Espace Intégration de Lille. « Si les Algériens renoncent à la langue française, la lutte des cerveaux et des capitaux va s'accroître », ajoute-t-il.

Des craintes s'éveillent quant à l'avenir des femmes en Algérie : « Je compte sur elles pour faire barrage au FIS, mais j'ai l'impression qu'elles se préparent à des lendemains pas très roses », dit une « beurette », militante de l'intégration, qui ne cache cependant pas sa fierté de « ce premier vote démocratique » sans magouille en Algérie. « L'apprentissage de la démocratie va peut-être leur faire du bien », lance-t-elle, comme pour se rassurer.

L'idée est dans l'air : le succès des islamistes pourrait avoir des vertus pédagogiques. « Comme les électeurs de La Pen en France, ceux du FIS en Algérie croient aux remèdes miracles. Qu'ils se assaisant à le en reviennent », ose notre « beurette ». Azouz Beggag attend lui aussi les islamistes au tournant : « Laissons Medeni chercher les 20 milliards dont l'Algérie a besoin pour se renforcer ! Il faut laisser le système dévaler ses contradictions jusqu'à un paroxysme ! Le scénario du pire, la parabole avec l'extrême droite française, couramment évoqués chez les Beurs et les Algériens de France, fait pourtant froid dans le dos à certains : « A peine respiré, le parfum de la démocratie risque de s'évaporer en Algérie », dit Kader. Si on remplace le FLN par le FIS, on n'a rien gagné. Les morts de 1988 n'auront servi à rien. »

« C'était le goulat »

Les pronostics ne sont pas aussi pessimistes à la sortie de la prière du vendredi à la Mosquée de Paris, place du Puits-de-l'Érmitte (5^e arrondissement), qui est la propriété de l'Algérie. Les résultats du premier tour ne provoquent chez les fidèles ni abattement, ni euphorie, ni même de la surprise. L'avance du Front islamique du salut était attendue, espérée même pour la plupart, jeunes ou moins jeunes.

« Cette victoire, on le sentait venir, aussi étonnant que la chute de l'URSS », dit Noredine au milieu des attroupements entre les tapis où se vendent livres et cassettes coraniques. Le résultat est pour eux « logique », « satisfaisant ». Plus qu'une victoire de l'intégrisme qui, à les entendre, n'exista que dans la tête des Occidentaux, le résultat du premier tour sanctionne l'usage du pouvoir du FLN. Et paradoxalement, le succès du FIS sera un bon point pour la démocratie. « Le monopole était étouffé »,

fénel, le pays était. L'Algérie, c'était le goulat », ne craint pas d'affirmer un autre fidèle.

Certains souhaitent explicitement la naissance d'un « Etat islamique », l'identification de la religion avec un éventuel « parti de gouvernement » na les haïrant pas, bien au contraire. Et comme dans l'affaire Ruahdia, celle du voile islamique a eu comme au moment de la guerre du Golfe, on retrouve les mêmes accents anti-occidentaux. La victoire du FIS, dit un étudiant algérien, marque « l'émergence d'une génération qui refuse de s'identifier à une philosophie matérialiste et estime que les principes dictés par le Prophète valent bien, sinon plus, les lois napoléoniennes ou les lois laïques à la française ».

A côté de cette sensibilité islamiste, on retrouve à Paris comme en Algérie, toutes proportions gardées, une autre approche, plus pragmatique et réformiste, qui va jusqu'à redouter, à terme, un « embargo » contre l'Algérie, mais reconnaît que la victoire du FIS, si elle se confirme, représentera pour les plus déshérités une chance de réformes, de redistribution des ressources, de création d'emplois, etc.

La plupart des fidèles musulmans ne comprennent pas la peur de la France. « L'Algérie n'est pas l'Iran et le FIS est lui-même très divisé entre des tendances pragmatiques et extrémistes », dit Sadek Sellam, écrivain. Ainsi bien des inconnues demeurent : que va-t-il se passer d'ici au second tour, dans trois semaines ? L'armée laissera-t-elle aller jusqu'à son terme la procédure démocratique ? Le débat d'idées ouvert ne sera-t-il pas profitable à la société et à tous les partis ? La communauté algérienne en France risque demain de se mobiliser davantage que pour le premier tour.

PHILIPPE BERNARD
et HENRI TINCO

AFRIQUE

Fragile démocratisation en Guinée

Les militaires préparent la passation de pouvoirs aux civils. Mais le réveil du tribalisme hypothèque le processus dans ce pays démun

CONAKRY

de notre envoyé spécial

« Les partis comptent sur nous et sur les étudiants pour mettre le pays en feu, mais nous ne voulons que la paix. » S'il en est un qui avait toutes les raisons de descendre dans la rue, c'est bien Mamadou, un des quarante mille « défilés », comme on appelle les licenciés de la fonction publique, ces parias de la société guinéenne. Mais malgré sa révolte, sa misère, Mamadou est résigné. Pas question, pour lui, de risquer sa peau en provoquant les militaires.

Cette prudence des Guinéens, échaudés par vingt-six années de dictature de Sékou Touré, suivies de sept ans de régime militaire, a été payée de retour. Le régime vient de lâcher du lest. Le 23 décembre, date de la promulgation de la Constitution, votée par référendum un an plus tôt, dix-sept lois sont entrées en vigueur, qui autorisent, notamment, les partis politiques et la liberté d'expression.

L'opposition attendait le président Lansana Conté au tournant. Voilà que le chef de l'Etat lui coupe l'herbe sous le pied ! Les habitants de Conakry craignent un bain de sang, au cas où la loi sur le multipartisme n'entraînerait pas en application, le 23 décembre, premier jour de la III^e République. Or le régime confirme son intention de laisser la place aux civils, fin 1992 !

Le général Conté a été l'un des premiers dirigeants de la région à annoncer un processus de démocratisation. De sérieux doutes pesaient, néanmoins, sur ses véritables intentions. L'issue du processus n'est, certes, toujours pas acquise, mais sa durée, elle, a été raccourcie. Le régime avait promis de boucler l'affaire en cinq ans ; c'est en décembre 1992 - c'est-à-dire au bout de deux ans - que des élections législatives pluralistes doivent être organisées.

Bataillons de chômeurs

Rien de gratuit dans cette accélération : la pression de la rue s'est accentuée au printemps dernier, poussant le régime à prendre l'initiative. Aux manifestations des fonctionnaires et des « défilés » a succédé le bref coup d'Etat de M. Alpha Condé, dirigeant du Rassemblement du peuple guinéen (RPG), puis la distribution au grand jour de tracts très durs envers le régime, la multiplication des actions de l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'homme, la naissance d'une certaine de partis d'opposition. Bref, la roue a commencé à tourner, sans que le pouvoir en place arrive à « suivre ».

Nan que la tolérance soit la première qualité du régime guinéen. De nombreuses manifestations se sont soldées par des morts, notamment fin octobre, à Kankan, deuxième ville du pays, où l'armée a tiré, tuant six personnes. Quant aux arrestations arbitraires, elles sont monnaie courante, et les passés à tabac dans les commissariats sont devenus de la simple routine. « Il existe des espaces de liberté, mais ils ne sont pas définis », résume un avocat, militant pour la défense des droits de l'homme.

Les premiers à s'être engouffrés dans ces « espaces de liberté » sont ceux qui n'ont pas subi, pendant un quart de siècle, le joug de l'ex-président Sékou Touré. Les « Guinéens de l'extérieur » sont les seuls à avoir « une culture de la contestation », comme dit l'un d'entre eux. Deux millions d'habitants - environ un quart de la population - avaient fui le pays pendant la dictature. Beaucoup ont tenté de revenir après la mort de l'ancien chef d'Etat, en 1984. Confrontés au chômage, aux difficultés de réinsertion dans un monde corrompu, beaucoup sont repartis. Mais c'est parmi ceux qui sont restés, comme M. Mamadou Ba, ou qui viennent juste de rentrer, comme M. Siradiou Diallo, ou qui cohabitent un proche retour, comme M. Alpha Condé, que se recrutent les « poisons-pilotes » de l'opposition.

Les dirigeants de la contestation ont créé un Forum national démocratique, qui réunit une trentaine de formations. Une coalition fragile, pour ne pas dire un panier de crabes ! Les ambitions personnelles de ces candidats au pouvoir ont trompé personne. Et surtout pas les « Guinéens de l'extérieur », jaloux de ceux que l'on présentait, du temps du président Sékou Touré, comme des « agents de l'impérialisme », vivant dans un exil doré.

« Ce n'est pas un Guinéen de l'extérieur qui changera ce pays, c'est nous-mêmes ! », s'exclame Mamadou, le « défilé ». Selon lui, ceux qui ont brisé le pays sont les « importés » - allusion aux ministres recrutés à l'étranger, depuis 1984, par le gouvernement de M. Conté et que la rue suspecte de « se remplir les poches » à un rythme soutenu. Quel qu'il soit, disent, les « Guinéens de l'extérieur » tardent, pourtant, à s'organiser : la population, placée sous une chape de plomb pendant trois décennies, n'a pas encore relevé la tête. Individualisme et désintérêt pour la chose publique sont devenues les valeurs-reloches. Et pour cause : survivre est le premier des soucis.

Le bilan économique du régime est guère brillant. La corruption ne connaît que l'ancien régime ne concernait que le sommet de la hiérarchie, s'est étendue à l'ensemble de l'administration. Le quotidien du paysan s'est amélioré, mais, en ville, les conditions de vie sont désastreuses.

Sous l'impulsion de la banque mondiale, le nombre des fonctionnaires est passé, en cinq ans, de 90 000 à 50 000. Les bataillons de chômeurs constituent aujourd'hui le gros des troupes des nostalgiques du régime Sékou Touré. Il existe, d'ailleurs, parmi les firmaments en gestation, un Parti démocratique de Guinée (PDG), nom du parti unique fondé par l'ancien président guinéen. « Certains nous reprochent la lourdeur, voire le laxisme ; ils n'ont pas compris que nous avons toujours préféré le méprisement des

problèmes, avant la prise de décision. » L'auteur de ces mots ? Le chef de l'Etat lui-même, dans un discours à la nation, en 1988.

Moins attaché à la politique qu'à la terre - il passe beaucoup de temps dans sa ferme, - le général Conté ne s'est pas pris au jeu du pouvoir, depuis le coup d'Etat du 3 avril 1984. Aussi soupçonne-t-on son entourage de tenir l'essentiel des rênes. Dans la ligne de mire, le ministre de l'Information, M. Hervé-Vincent Bangoura, ancien chef de la police du président Sékou Touré, et le ministre secrétaire général de la présidence, M. Aly-Sy-René Gomez, considéré comme le numéro deux officieux du régime. Les deux hommes acceptent-ils d'abandonner le pouvoir, en cas d'échec aux élections ? « Comment peut-on encore mettre en doute notre bonne foi », s'insurge M. Gomez. « Il n'y a aucune raison de ne pas nous faire confiance », assure-t-il.

« Dérive » sanglante

Selon les nouveaux textes en vigueur, les militaires ne pourront pas être candidats aux élections. Il faut donc attendre l'éventuelle démission de l'armée du général Conté pour savoir s'il se lancera dans l'arène électorale. L'opposition ne doute pas que ce soit la son intention. Aussi souhaite-t-elle la formation d'un gouvernement d'union nationale pour contrôler la période de transition.

Mais ce n'est ni le thème ni les différents programmes que l'opposition pourrait soumettre qui font l'essentiel des débats. La discussion est, en fait, focalisée sur un sujet hautement « sensible » : l'éthnocentrisme. Chaque parti en gestation est soupçonné, à son tour, de défendre, de faire le jeu d'un des quatre groupes ethniques, traditionnellement « nationaux » : les Soussous, les Peuls, les Malinkés et les « Forestiers » (ensemble d'ethnies de la Guinée forestière).

Au printemps dernier, les élections communales se sont soldées par des centaines de morts, à la suite de conflits entre Malinkés et Forestiers, à Nzérékore et dans les environs. Cette « dérive » sanglante était inévitable, dit-on, puisque les candidats ou représentants pas un parti, mais un individu, c'est-à-dire une ethnie.

Faute de « transcender » ces hostilités tribales et d'acquiescer à une implantation réellement nationale, les futurs partis politiques se pourrissent d'échecs et de déceptions. Le spectre de la guerre civile, qui déchira le Liberia voisin, sera-t-il un antidote suffisant ? La population guinéenne, en tout cas, n'aspire qu'à une seule chose : la paix. La démocratie vient ensuite. Fidèle à l'ancien national, Mamadou, lui, est persuadé que l'une n'ira pas sans l'autre : « De Gaulle nous a donné l'indépendance sans qu'il y ait eu un coup de feu, nous aurons la démocratie sans un coup de feu », dit-il.

MARIE-PIERRE SUBTIL

EUROPE

TURQUIE : incidents au Parlement

Le problème kurde crée des tensions au sein de la coalition gouvernementale

Après la mort de plus de trente personnes en deux jours, tuées lors d'un attentat à Istanbul et lors de plusieurs affrontements dans le Sud-Est, le débat parlementaire du jeudi 28 décembre sur le problème kurde a donné lieu, pour la première fois, à des incidents violents entre des députés élus sur les listes du Parti de la Voie et sur celles du Parti populiste social-démocrate (SHP), tous deux membres de la coalition gouvernementale. Ces incidents ont montré que, malgré la reconnaissance officielle par le gouvernement de M. Süleyman Demirel de la « réalité kurde », la sensibilité turque demeure à fleur de peau lorsque le sujet est évoqué.

ISTANBUL

de notre correspondant

A l'origine des éclats de voix et des empouilles, une phrase prononcée par M. Mahmut Alinak, député du parti pro-kurde HEP élu sous les couleurs du SHP, à l'issue d'un discours modéré qui appelait au dialogue entre les communautés : rappelant de récents affrontements ayant fait des victimes d'une même famille, dans les deux camps, M. Alinak a déclaré : « nous avons perdu deux frères, l'un était kurde, l'autre était membre du PKK [part des travailleurs du Kurdistan] ». Plusieurs députés turcs membres du parti de la Voie, force dominante de la coalition, se sont alors précipités en vociférant pour le pousser hors de la tribune.

Un membre du SHP, M. Aydin Güven Gurkan, avait précédemment centré son discours sur cette incapacité à débattre de la question kurde : « Le terrorisme a pour but de faire peur à l'Etat pour détruire la démocratie » a-t-il déclaré. « Pour assécher les racines du terrorisme, nous devons discuter ouvertement toutes les options ». Le président de la République, M. Turgut Özal, qui n'y a quelques mois seulement, prôné une telle ouverture, et allait jusqu'à évoquer la possibilité d'une solution fédérale, a soudainement changé d'avis.

« Quelqu'un soutient les buts de ces bandits n'a pas sa place au Parlement », a-t-il déclaré après les récentes violences, blâmant les députés kurdes, élus le 20 octobre

dernier. « Nous ne serions pas au Parlement si nous ne croyions pas à la démocratie et à la solution des problèmes par des méthodes démocratiques », a répliqué M. Ahmet Türk, représentant kurde du HEP, en déplorant l'usage de la violence.

La Syrie

« mère du terrorisme » ?

Pour d'autres parlementaires, notamment pour M. Mehmet Cezoglu, le représentant du parti de la Voie, le problème de la violence séparatiste est avant tout lié à l'ingérence des pays voisins. L'Irak, l'Iran et surtout la Syrie, qualifiée de « mère du terrorisme ». « La Turquie doit prendre des mesures contre la Syrie », a-t-il déclaré. Ses vues sont partagées par M. Mesut Yilmaz, dirigeant de l'ANAP, le principal parti d'opposition. « Sans soutien de l'étranger, un groupe tel que le PKK ne pourrait pas survivre », a-t-il déclaré.

Le soutien financier et logistique de l'étranger a effectivement joué un rôle important dans le développement du PKK, mais, après des années de répression brutale par les forces armées, une partie importante de la population kurde, sans autre possibilité d'exprimer son identité culturelle, a choisi le camp du PKK qui, jusqu'à l'arrivée du HEP, était le seul exutoire à sa frustration. Le problème a pris une ampleur qui dépasse largement les limites d'un mouvement de guérilla. Signe de l'influence du PKK sur la population locale, les magasins sont restés fermés jeudi dans les rues désertes de Diyarbakir, la capitale du Sud-Est, pour protester contre l'intervention armée des troupes contre des manifestants lors des funérailles de combattants kurdes.

Malgré les pressions des nationalistes turcs, le gouvernement de M. Demirel demeure fermement décidé à lutter contre la violence séparatiste « en utilisant tous les moyens nécessaires dans le cadre de la loi », mais sans avoir recouru à la loi martiale. Le volonte du gouvernement suffira-t-elle pour éviter une guerre civile entre Kurdes et Turcs ?

Le cas de M. Vedat Aydin, membre du HEP, dont le corps supplicié a été retrouvé début juillet, est l'un des vingt-neuf assassinats non dissimulés de ces six derniers mois, auxquels s'ajoutent d'autres incidents - bombes, menaces, disparitions - qui suggèrent la présence dans le Sud-Est d'un groupe de contre-guérilla similaire aux escadrons de la mort d'Amérique latine, selon une hypo-

thèse envisagée par des diplomates européens à Ankara.

M. Demirel aura-t-il une poigne suffisante pour imposer le respect des droits de l'homme aux forces de sécurité dans cette région où elles font la loi depuis des années, en vertu de l'état d'urgence ? Lors de la récente visite des dirigeants de la coalition dans le Sud-Est, le gouverneur de la ville de Mardin, M. Bolat Bolatoglu, avait exprimé ses doutes à M. Demirel. « Ce n'est pas clair, qui, des militaires ou des civils, contrôle cette région », avait-il déclaré. Il avait également évoqué le PKK qui, de son côté, établit des points de contrôle volants sur les routes principales durant la nuit.

La plupart des Turcs, qu'ils soient militaires, députés ou simples citoyens, n'ont jamais visité le Sud-Est et souffrent d'une méconnaissance totale des conditions de vie de la population kurde. Cette ignorance est compréhensible, puisque de nombreux Kurdes, comme le ministre des Affaires étrangères, M. Hikmet Celik par exemple, sont parfaitement assimilés.

Mais, à l'évidence, l'heure des décisions importantes arrive : la cohabitation pacifique, par le biais d'une réelle libéralisation, ou la guerre ouverte, prônée à la fois par le dirigeant du parti nationaliste turc, M. Alparslan Turkes, et les extrémistes kurdes exigeant la création d'un Etat indépendant.

NICOLE POPE

Manifestations de militants kurdes contre des établissements turcs en Europe. - A Francfort, Stuttgart, et Rotterdam, des manifestants kurdes ont attaqué des consulats de Turquie à coups de pierre. A Bruxelles, c'est une banque turque qui a été attaquée à coup de hache et de marteau. - (Reuters)

A Marseille, des Kurdes déboulés de droit d'asile évacués de Notre-Dame-de-la-Garde. - Une dizaine de Kurdes déboulés de droit d'asile, qui s'étaient regroupés pour faire une grève de la faim dans la basilique de Notre-Dame-de-la-Garde à Marseille, ont été évacués par les forces de l'ordre, vendredi 27 décembre, sans incident. Ils ont décidé de poursuivre leur action sur le parvis. - (Reuters)

YOUgoslavie : la guerre en Croatie

L'armée serbe accentue sa pression

L'armée serbe a violemment bombardé, vendredi 27 décembre, le centre industriel croate de Karlovac, situé à une cinquantaine de kilomètres seulement au sud-ouest de Zagreb, faisant, selon la radio croate, dix morts et trente blessés.

« Karlovac a été la cible d'une attaque sans précédent de l'artillerie ennemie, et les habitants n'ont pas quitté les abris depuis 10 heures ce matin », a rapporté la radio croate en fin d'après-midi. Par deux fois dans la journée, les forces de Belgrade ont pilonné cette ville, renommée pour son architecture baroque, après avoir procédé à des tirs de mortier durant la nuit. Les abus ont touché des immeubles d'habitation ainsi que des bâtiments publics et causé des coupures d'eau et d'électricité dans certains quartiers de cette cité, qui contrôle les voies de communications entre Zagreb et la côte adriatique.

Trois observateurs des Nations unies se sont rendus vendredi à Karlovac pour étudier les possibilités d'envoi de casques bleus, mais, devant l'intensité des combats, ils se sont montrés pessimistes sur leur déploiement rapide.

Cette offensive sur Karlovac semble indiquer un déplacement du front vers l'ouest, à l'écart des plaines de la Slavonie orientale et de la ville d'Osijek, où quelques bombardements ont toutefois été signalés vendredi, au cours d'une autre visite d'un groupe d'observateurs de l'ONU. D'autres combats ont été signalés autour des villes de Nova-Gradiska, où un soldat croate a été tué, et Novska, en Slavonie occidentale, où les forces croates ont repris plusieurs villages ces jours derniers. De son côté, la « présidence fédérale yougoslave » a réduit au bloc serbe - a estimé

que les efforts déployés par la Communauté européenne pour ramener la paix en Croatie avaient perdu leur crédibilité et affirmé sa volonté d'obtenir « le soutien et la protection » des Nations unies. A New-York, cependant, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a fait savoir qu'il ne voyait pas de possibilité immédiate de déploiement d'une force de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine, pas plus qu'ailleurs en Yougoslavie. Dans une lettre à M. Perez de Cuellar, la « présidence fédérale » accuse la CEE de parti pris pour avoir annoncé son intention de reconnaître des Républiques sécessionnistes.

La CEE accusée d'ingérence

« L'engagement de la CEE, qui n'offre ses bons offices dans le règlement de la crise de ce pays, s'est (...) transformé en ingérence dans les affaires internes de la Yougoslavie et en soutien au sécessionnisme à l'encontre du droit international et de ses propres obligations », dit la lettre, rendue publique vendredi. Elle ajoute que la conférence de Haye sur la Yougoslavie « a perdu la crédibilité nécessaire ». Des lors, « nous nous sommes tournés vers le président du Conseil de sécurité pour demander à l'ONU soutien et protection ».

Le secrétaire général de l'ONU, dont l'émissaire, M. Cyrus Vance, doit retourner en Yougoslavie, a indiqué au Conseil de sécurité que, tout en comprenant « la profonde anxiété » sur laquelle se fonde la demande de déploiement de « casques bleus » en Bosnie-Herzégovine dont il a été saisi par la CEE, la situation actuelle ne permettait pas d'y répondre. La Bosnie-Herzégovine, République de Serbie, de Croatie et de musulmans, a décidé le 20 décembre - de même que la Slovaquie, la Croatie et la Macé-

doine - de demander à la CEE sa reconnaissance en tant qu'Etat souverain, contre l'avis des Serbes bosniaques, qui ont répliqué en créant leur propre République. « Il faut répéter qu'un tel déploiement ne pourrait être réalisé qu'avec le soutien de tous ceux qui sont concernés sur le terrain : une chose qui, pour le moment, fait à l'évidence défaut », a dit M. Perez de Cuellar.

Par ailleurs, les présidents de Serbie, M. Slobodan Milosevic, et de Macédoine, M. Kiro Gligorov, se sont rencontrés vendredi à Ohrid, dans le sud de la Macédoine, a indiqué l'agence Tanjug, selon laquelle l'entretien a eu lieu à l'initiative de M. Gligorov. Cette rencontre est intervenue au lendemain de l'initiative lancée par des partis politiques proserbes visant à créer une « nouvelle Yougoslavie » (le Monde du 28 décembre) et un semaine après la demande macédoine de reconnaissance. La Macédoine (comme la Bosnie-Herzégovine) a toujours rejeté l'idée d'une Yougoslavie amputée de la Slovaquie et de la Croatie et dominée par la Serbie. - (AFP, Reuters)

Une organisation armée pro-albanaise aurait été démantelée au Kosovo. - Onze membres d'une organisation favorable au rattachement du Kosovo à la République de Serbie - à l'Albanie ont été arrêtés et d'importantes quantités d'armes saisiées, a annoncé, vendredi 27 décembre, le ministère serbe de l'Intérieur. Ils ont été inculpés de constitution de bande armée et de trafic international d'armes. Le Front de résistance et de libération nationale des Albanais, fondé en 1990, aurait recruté plusieurs centaines de membres au sein de la communauté d'origine albanaise du Kosovo, forte de deux millions de personnes. - (Reuters)

EN BREF

Prochaine visite de M. Dumas dans quatre pays africains. Le ministre français des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, effectuera prochainement une tournée en Afrique, a indiqué, vendredi 27 décembre, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. Le chef de la diplomatie française se rendra successivement au Ghana (le 4 janvier), au Nigeria (le 5 janvier), au Gabon (le 6 janvier) et enfin en Côte-d'Ivoire (le 7 janvier).

AFGHANISTAN : tirs de roquettes sur Kaboul et Herat. - Pour marquer, semble-t-il, le douzième anniversaire de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, le 27 décembre, les moudjahidines islamistes en lutte contre le régime du président Najibullah ont repris leurs tirs de roquettes sur des villes. En trois journées, l'explosion d'une cinquantaine d'engins dans divers quartiers de Kaboul ont fait au moins quatorze morts, selon le gouvernement. A Herat, la grande cité de l'ouest du pays, 92 roquettes ont été tirées durant la seule journée du 27, tuant quatre personnes et en blessant vingt autres. - (Reuters, Tass)

CHILI : des militaires impliqués dans le trafic d'armes vers la Croatie. - La responsabilité de certains membres de l'armée de terre dans la contrebande d'armes destinées à

la Croatie et interceptées à Budapest a été établie, a annoncé vendredi 27 décembre dans un communiqué l'armée de terre placée sous le commandement de l'ancien président Augustin Pinchet. Le chargement clandestin de 11 tonnes d'armes chiliennes, découvert le 1^{er} décembre à l'aéroport de Budapest, était initialement destiné au Sri-Lanka, précise le communiqué. Cette enquête a été ouverte sur ordre du général Pinchet, qui a annoncé que des sanctions seraient prises contre les auteurs de ce trafic. - (AFP)

GUINEE-BISSAU : le poste de premier ministre a été rétabli. - Le président Joao Bernardo Vieira a procédé, vendredi 27 décembre, à un important remaniement ministériel, rétablissant le poste de premier ministre (supprimé en 1984), qui a été attribué à M. Carlos Correia. Le remaniement a été marqué, notamment, par le retour de M. Joao Cruz Pinto à la tête du ministère de la justice, en remplacement de M. Vasco Cabral, et par le départ de MM. Iafai Camara (forces armées) et Fidelis Cabral d'Almada (présidence). - (AFP)

INDE : le bilan de l'attaque d'un train par des sikhs s'alourdit. - Selon un nouveau bilan publié vendredi 27 décembre, l'attaque perpétrée la veille contre un train, au

Pendjab, par des extrémistes sikhs (le Monde du 28 décembre) a provoqué la mort de soixante-deux personnes. Il y a eu soixante-dix blessés. Cinquante-neuf des victimes sont des hindous, et trois sont des sikhs. Cette action, estimant les enquêteurs, est liée à l'approche de l'échéance électorale du 15 février 1992. - (AP, Reuters)

MALI : nouveau ministre de la justice pour le procès de l'ancien président. - Le premier ministre, M. Soumana Sako, a remanié son gouvernement, vendredi 27 décembre, confiant notamment à un de ses proches collaborateurs la tâche délicate de faire juger l'ancien président. M. Amadou Mody Dial, remplace M. Mamadou Ouattara. Le procès de M. Traoré est prévu avant la fin de la période de transition, fixée au 26 mars 1992. - (Reuters)

ZAIRE : la Conférence nationale a commencé ses travaux. - La Conférence nationale, paralysée par des querelles de procédure, en août, puis suspendue à la suite des émeutes de septembre et octobre, s'est réunie, vendredi 27 décembre, à Kinshasa, tenant, pour la première fois, une séance plénière. La Conférence est présidée par Mgr Laurent Monsengwo Pasinya, évêque de Kisangani. - (Reuters)

L'Ukraine une partie de la fin

Après la chute de la République populaire d'Ukraine, le pays a été divisé en deux parties. La partie nord, qui a été intégrée à la République de Pologne, a été déclarée indépendante. La partie sud, qui a été intégrée à la République de Roumanie, a été déclarée indépendante.

La République de Pologne a déclaré l'indépendance de la partie nord de l'Ukraine, le 27 décembre. La République de Roumanie a déclaré l'indépendance de la partie sud de l'Ukraine, le 28 décembre.

La République de Pologne a déclaré l'indépendance de la partie nord de l'Ukraine, le 27 décembre. La République de Roumanie a déclaré l'indépendance de la partie sud de l'Ukraine, le 28 décembre.

La République de Pologne a déclaré l'indépendance de la partie nord de l'Ukraine, le 27 décembre. La République de Roumanie a déclaré l'indépendance de la partie sud de l'Ukraine, le 28 décembre.

La République de Pologne a déclaré l'indépendance de la partie nord de l'Ukraine, le 27 décembre. La République de Roumanie a déclaré l'indépendance de la partie sud de l'Ukraine, le 28 décembre.

La République de Pologne a déclaré l'indépendance de la partie nord de l'Ukraine, le 27 décembre. La République de Roumanie a déclaré l'indépendance de la partie sud de l'Ukraine, le 28 décembre.

La République de Pologne a déclaré l'indépendance de la partie nord de l'Ukraine, le 27 décembre. La République de Roumanie a déclaré l'indépendance de la partie sud de l'Ukraine, le 28 décembre.

La République de Pologne a déclaré l'indépendance de la partie nord de l'Ukraine, le 27 décembre. La République de Roumanie a déclaré l'indépendance de la partie sud de l'Ukraine, le 28 décembre.

La République de Pologne a déclaré l'indépendance de la partie nord de l'Ukraine, le 27 décembre. La République de Roumanie a déclaré l'indépendance de la partie sud de l'Ukraine, le 28 décembre.

La République de Pologne a déclaré l'indépendance de la partie nord de l'Ukraine, le 27 décembre. La République de Roumanie a déclaré l'indépendance de la partie sud de l'Ukraine, le 28 décembre.

La République de Pologne a déclaré l'indépendance de la partie nord de l'Ukraine, le 27 décembre. La République de Roumanie a déclaré l'indépendance de la partie sud de l'Ukraine, le 28 décembre.

EUROPE

Les difficultés des Républiques de l'ex-URSS

L'Ukraine revendique une partie de la flotte de la mer Noire

Malgré la signature de quatre accords militaires, vendredi 27 décembre à Moscou, par les représentants de la nouvelle Communauté d'États indépendants (CEI), des divergences importantes opposent toujours la Russie et l'Ukraine. Des discussions se sont déroulées pendant deux jours pour tenter de régler ces divergences avant la réunion du lundi 30 décembre à Minsk où ceux de la CEI doivent se pro-

noncer sur le sort des effectifs militaires soviétiques et sur celui des trente mille ogives nucléaires de l'ex-URSS. L'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie rejettent l'idée d'une armée unifiée et affirment qu'elles veulent mettre en place leurs propres structures de défense « indépendantes ». L'Ukraine revendique également une partie de la flotte de la mer Noire.

L'Ukraine, qui n'a jamais disposé de sa propre force armée, n'envisage pas, si l'on en croit certains de ses responsables, de se séparer totalement de la flotte (ex-soviétique) de combat qui est basée en mer Noire. Un membre de la commission militaire du Parlement ukrainien, M. Serhey Kolesnik, a, d'un autre côté, vendredi 27 décembre, émis une information de l'agence Interfax selon laquelle l'Ukraine se proposait de prendre le commandement de toute la flotte de la mer Noire. « Tous les navires équipés de têtes nucléaires », a précisé M. Kolesnik, « seront sous contrôle commun [la Communauté des États indépendants] et les navires non nucléaires seront partie de la flotte ukrainienne ». Ce qui revient à exiger un contrôle partiel par Kiev de cette marine et, accessoirement, des chantiers navals militaires Nikolaev.

Péripéties judiciaires dans les affaires liées au putsch d'août

M. Valeri Boldine, ancien directeur du cabinet de M. Mikhaïl Gorbatchev, incarcéré dans le cadre de l'enquête sur le coup d'État manqué d'août, a été libéré pour raisons de santé, vendredi 27 décembre. A l'issue d'une expertise juridique et médicale, il est apparu nécessaire de faire suivre à M. Boldine un traitement médical prolongé et d'interrompre l'instruction. Dans le même temps, le Parlement russe a refusé de lever l'immunité parlementaire de l'ancien vice-ministre de la Défense, M. Vladislav Achalov, qui est actuellement hospitalisé. M. Achalov aurait joué un rôle décisif dans l'isolement de M. Gorbatchev dans sa datcha de Crimée et avait décliné l'état d'urgence pendant la mort de trois moscovites, MM. Komar, Kritchinski et Quarov, tués le 21 août, alors qu'ils s'attaquaient à un char, été classé, selon les *Investigations* du 26 décembre. — (AFP, Reuter, Tass.)

M. Gorbatchev chassé de son bureau par M. Eltsine

Le président russe Boris Eltsine n'a pas attendu que Mikhaïl Gorbatchev démissionne pour prendre possession du bureau de l'ancien chef de l'État soviétique au Kremlin. M. Gorbatchev pensait avoir jusqu'à dimanche pour démissionner. Mais dès vendredi matin, 27 décembre, il a eu la surprise de trouver M. Eltsine assis dans le fauteuil de son ancien bureau, où le grand drapeau soviétique avait été remplacé par celui de la Russie.

M. Eltsine était arrivé dès 9 heures du matin et s'était installé avec toute son équipe dans les locaux présidentiels, redécorés dans la nuit aux couleurs de la Russie. Surpris, le « président » Gorbatchev a dû recevoir une délégation venue le voir dans le bureau de M. Guennadi Revkov, son directeur de cabinet. — (AFP.)

de la mer Noire dispose également du tiers des porte-avions ex-soviétiques, avec deux navires dotés d'avions à décollage et atterrissage verticaux ou d'hélicoptères. Là encore, les avions d'attaque embarqués peuvent recevoir des munitions nucléaires. Le dernier des porte-avions, baptisé *Amiral Koznetsov* et construit par les chantiers Nikolaev, a terminé ses essais en Méditerranée et il est d'ores et déjà affecté à la flotte du Nord, à Mourmansk (en République de Russie). Dans les chantiers de Nikolaev en mer Noire,

deux porte-avions du même modèle sont cependant en construction. Pour le reste, la flotte de la mer Noire ne compte pas moins d'une cinquantaine de navires de surface basés essentiellement en Crimée, dont quatre croiseurs lance-missiles modernes, et jusqu'à trois cents avions relevant de l'aéronautique navale mais qui sont, pour l'essentiel, stationnés à terre. Ce sont ces unités de surface à partir desquelles pourrait être constituée une flotte ukrainienne si tel en était le projet.

MOSCOU

La libération partielle des prix qui doit être décrétée le 2 janvier en Russie a été préparée par de jeunes économistes, familiers des couloirs du FMI, que la presse russe appelle déjà les « jeunes turcs ». Ils ont été initiés au gouvernement, début novembre, grâce aux efforts de M. Guennadi Bourboulis, devenu alors premier vice-président d'un gouvernement dont M. Eltsine assure la présidence. Mais les oppositions à leur plan de réforme, qui affleure à juste titre la population, sont fortes, et ce plan a déjà été reporté sous la pression d'autres Républiques, dont l'Ukraine. En Russie même, c'est le vice-président Routsok qui mène campagne contre l'équipe Bourboulis. Ce colonel d'aviation, ancien héros d'Afghanistan, est l'homme que l'on cite de plus en plus comme le meilleur des candidats de renouveau pour instaurer un régime autoritaire dans une Russie menacée de soulèvement.

Il avait un moment flirté avec des groupes nationalistes russes, avant d'apporter un soutien décisif à M. Boris Eltsine, au début de l'année, en lui accordant les voix de son propre groupe parlementaire, Communistes de Russie pour la démocratie. Mais, depuis la crise tchétchène où M. Routsok conseille malencontreusement l'envoi de soldats contre les indépendantistes, il est clairement passé dans l'opposition. Non pas à M. Eltsine, mais à M. Bourboulis et à ses « jeunes turcs ». Le 19 décembre, un décret signé du président russe l'a privé de toutes ses responsabilités gouvernementales en lui ôtant le contrôle des cinq comités qu'il supervisait, dont celui sur la reconversion de l'industrie militaire. M. Routsok a aussitôt affirmé que ce n'était pas M. Eltsine — alors en voyage en Italie — mais M. Bourboulis, qui était à l'origine du décret. Un décret promulgué au lendemain de la publication d'une des interviews les plus fracassantes du colonel, où il affirmait qu'il n'y a en Russie « ni pouvoir ni démocratie » mais « chaos et anarchie ». Et il désignait les coupables, en premier lieu M. Bourboulis, qu'il accusait de dresser un mur entre le président russe et lui-même.

Réunions secrètes

Malgré la virulence de ses critiques, M. Routsok affirmait vendredi encore qu'il n'a pas l'intention de démissionner d'un poste auquel il a été élu au suffrage universel, sur le même ticket que M. Eltsine. Il veut simplement garder « sa liberté de parole » dont il ne se prive pas d'user et d'abuser.

« En 1994, dit-il vendredi dans la *Komsomolskaya Pravda*, l'URSS était une grande puissance et son armée un élément de stabilité mondiale. Avec le début de la prétendue « perestroïka », la désintégration a commencé, et nous avons atteint le jour où, à Moscou, les officiers sortent en habit civil pour ne pas être tentés. Des propos certes outranciers mais qui vont droit au cœur de l'émotion et de l'offense et de sous-officiers » qui, selon M. Routsok, sont aujourd'hui privés d'appartenance. Et quand il porte des jugements moins contestables sur le rôle de la Russie dans la guerre civile en Russie, les « jeunes turcs », la portée en est fort amoindrie étant donné l'absence, dans ses propos, de propositions concrètes, si ce n'est de repousser la libération des prix et de suggérer que l'un des directeurs d'usine du complexe militaire-industriel qu'il a visité récemment en Sibérie, vienne à Moscou prendre le gouvernement en main.

Les *Nouvelles de Moscou* affirment cette semaine qu'il participe à des réunions secrètes avec d'anciens dirigeants communistes et du complexe militaire-industriel, pour mettre au point un programme d'entente à sortir le jour où M. Eltsine sera en difficulté.

Petrov, ex-premier secrétaire du parti, devenu chef du secrétariat du président de Russie. L'autre groupe est formé de conseillers plus jeunes, issus du mouvement démocratique, qui ont été envoyés, après l'élection présidentielle du printemps, au sein du Conseil d'État, un organe consultatif créé auprès de M. Eltsine.

M. Bourboulis, bien qu'il soit âgé de quarante-cinq ans et qu'il soit né à Sverdlovsk, fait plutôt partie de la seconde catégorie. S'il a certes enseigné le marxisme-léninisme à sa qualité de professeur de philosophie, il a animé dès 1989 les clubs pour la perestroïka de Sverdlovsk. Il rejoignit ensuite le camp de M. Eltsine dont il ne cessera plus, dès lors, d'être l'homme de confiance, organisateur notamment de ses campagnes électorales. Nommé à la tête du Conseil d'État, il s'est mis à dénoncer le maintien au gouvernement russe de nombreux vieux fonctionnaires communistes, gérés pour leur prétendu « savoir-faire ». Il s'en prenait particulièrement à M. Iouri Petrov, qu'il accusait de saboter les propositions de réformes radicales faites par les conseillers.

Après le putsch, M. Eltsine finit par se rendre aux arguments de M. Bourboulis : le gouvernement fut remanié et, alors que sa présidence revenait à M. Eltsine, le chef véritable en devint le premier vice-premier ministre, M. Bourboulis. Celui-ci plaça aussitôt ses viles politiques aux postes principaux du gouvernement, en premier lieu M. Egor Gaidar. Ce fils et petit-fils d'écrivain, âgé de trente-cinq ans seulement, devenu vice-premier ministre pour l'économie, dirige un super ministère de l'économie et des finances rampli de jeunes gens à son image.

Il se connaît aussi pour être sorti des mêmes prestigieux instituts d'économie. Ils ont séjourné à l'étranger et sont entrés sans

d'hui privés d'appartenance. Et quand il porte des jugements moins contestables sur le rôle de la Russie dans la guerre civile en Russie, les « jeunes turcs », la portée en est fort amoindrie étant donné l'absence, dans ses propos, de propositions concrètes, si ce n'est de repousser la libération des prix et de suggérer que l'un des directeurs d'usine du complexe militaire-industriel qu'il a visité récemment en Sibérie, vienne à Moscou prendre le gouvernement en main.

Les *Nouvelles de Moscou* affirment cette semaine qu'il participe à des réunions secrètes avec d'anciens dirigeants communistes et du complexe militaire-industriel, pour mettre au point un programme d'entente à sortir le jour où M. Eltsine sera en difficulté.

Petrov, ex-premier secrétaire du parti, devenu chef du secrétariat du président de Russie. L'autre groupe est formé de conseillers plus jeunes, issus du mouvement démocratique, qui ont été envoyés, après l'élection présidentielle du printemps, au sein du Conseil d'État, un organe consultatif créé auprès de M. Eltsine.

M. Bourboulis, bien qu'il soit âgé de quarante-cinq ans et qu'il soit né à Sverdlovsk, fait plutôt partie de la seconde catégorie. S'il a certes enseigné le marxisme-léninisme à sa qualité de professeur de philosophie, il a animé dès 1989 les clubs pour la perestroïka de Sverdlovsk. Il rejoignit ensuite le camp de M. Eltsine dont il ne cessera plus, dès lors, d'être l'homme de confiance, organisateur notamment de ses campagnes électorales. Nommé à la tête du Conseil d'État, il s'est mis à dénoncer le maintien au gouvernement russe de nombreux vieux fonctionnaires communistes, gérés pour leur prétendu « savoir-faire ». Il s'en prenait particulièrement à M. Iouri Petrov, qu'il accusait de saboter les propositions de réformes radicales faites par les conseillers.

Après le putsch, M. Eltsine finit par se rendre aux arguments de M. Bourboulis : le gouvernement fut remanié et, alors que sa présidence revenait à M. Eltsine, le chef véritable en devint le premier vice-premier ministre, M. Bourboulis. Celui-ci plaça aussitôt ses viles politiques aux postes principaux du gouvernement, en premier lieu M. Egor Gaidar. Ce fils et petit-fils d'écrivain, âgé de trente-cinq ans seulement, devenu vice-premier ministre pour l'économie, dirige un super ministère de l'économie et des finances rampli de jeunes gens à son image.

Il se connaît aussi pour être sorti des mêmes prestigieux instituts d'économie. Ils ont séjourné à l'étranger et sont entrés sans

d'hui privés d'appartenance. Et quand il porte des jugements moins contestables sur le rôle de la Russie dans la guerre civile en Russie, les « jeunes turcs », la portée en est fort amoindrie étant donné l'absence, dans ses propos, de propositions concrètes, si ce n'est de repousser la libération des prix et de suggérer que l'un des directeurs d'usine du complexe militaire-industriel qu'il a visité récemment en Sibérie, vienne à Moscou prendre le gouvernement en main.

Les *Nouvelles de Moscou* affirment cette semaine qu'il participe à des réunions secrètes avec d'anciens dirigeants communistes et du complexe militaire-industriel, pour mettre au point un programme d'entente à sortir le jour où M. Eltsine sera en difficulté.

Petrov, ex-premier secrétaire du parti, devenu chef du secrétariat du président de Russie. L'autre groupe est formé de conseillers plus jeunes, issus du mouvement démocratique, qui ont été envoyés, après l'élection présidentielle du printemps, au sein du Conseil d'État, un organe consultatif créé auprès de M. Eltsine.

M. Bourboulis, bien qu'il soit âgé de quarante-cinq ans et qu'il soit né à Sverdlovsk, fait plutôt partie de la seconde catégorie. S'il a certes enseigné le marxisme-léninisme à sa qualité de professeur de philosophie, il a animé dès 1989 les clubs pour la perestroïka de Sverdlovsk. Il rejoignit ensuite le camp de M. Eltsine dont il ne cessera plus, dès lors, d'être l'homme de confiance, organisateur notamment de ses campagnes électorales. Nommé à la tête du Conseil d'État, il s'est mis à dénoncer le maintien au gouvernement russe de nombreux vieux fonctionnaires communistes, gérés pour leur prétendu « savoir-faire ». Il s'en prenait particulièrement à M. Iouri Petrov, qu'il accusait de saboter les propositions de réformes radicales faites par les conseillers.

Après le putsch, M. Eltsine finit par se rendre aux arguments de M. Bourboulis : le gouvernement fut remanié et, alors que sa présidence revenait à M. Eltsine, le chef véritable en devint le premier vice-premier ministre, M. Bourboulis. Celui-ci plaça aussitôt ses viles politiques aux postes principaux du gouvernement, en premier lieu M. Egor Gaidar. Ce fils et petit-fils d'écrivain, âgé de trente-cinq ans seulement, devenu vice-premier ministre pour l'économie, dirige un super ministère de l'économie et des finances rampli de jeunes gens à son image.

Il se connaît aussi pour être sorti des mêmes prestigieux instituts d'économie. Ils ont séjourné à l'étranger et sont entrés sans

d'hui privés d'appartenance. Et quand il porte des jugements moins contestables sur le rôle de la Russie dans la guerre civile en Russie, les « jeunes turcs », la portée en est fort amoindrie étant donné l'absence, dans ses propos, de propositions concrètes, si ce n'est de repousser la libération des prix et de suggérer que l'un des directeurs d'usine du complexe militaire-industriel qu'il a visité récemment en Sibérie, vienne à Moscou prendre le gouvernement en main.

Les *Nouvelles de Moscou* affirment cette semaine qu'il participe à des réunions secrètes avec d'anciens dirigeants communistes et du complexe militaire-industriel, pour mettre au point un programme d'entente à sortir le jour où M. Eltsine sera en difficulté.

Petrov, ex-premier secrétaire du parti, devenu chef du secrétariat du président de Russie. L'autre groupe est formé de conseillers plus jeunes, issus du mouvement démocratique, qui ont été envoyés, après l'élection présidentielle du printemps, au sein du Conseil d'État, un organe consultatif créé auprès de M. Eltsine.

M. Bourboulis, bien qu'il soit âgé de quarante-cinq ans et qu'il soit né à Sverdlovsk, fait plutôt partie de la seconde catégorie. S'il a certes enseigné le marxisme-léninisme à sa qualité de professeur de philosophie, il a animé dès 1989 les clubs pour la perestroïka de Sverdlovsk. Il rejoignit ensuite le camp de M. Eltsine dont il ne cessera plus, dès lors, d'être l'homme de confiance, organisateur notamment de ses campagnes électorales. Nommé à la tête du Conseil d'État, il s'est mis à dénoncer le maintien au gouvernement russe de nombreux vieux fonctionnaires communistes, gérés pour leur prétendu « savoir-faire ». Il s'en prenait particulièrement à M. Iouri Petrov, qu'il accusait de saboter les propositions de réformes radicales faites par les conseillers.

Après le putsch, M. Eltsine finit par se rendre aux arguments de M. Bourboulis : le gouvernement fut remanié et, alors que sa présidence revenait à M. Eltsine, le chef véritable en devint le premier vice-premier ministre, M. Bourboulis. Celui-ci plaça aussitôt ses viles politiques aux postes principaux du gouvernement, en premier lieu M. Egor Gaidar. Ce fils et petit-fils d'écrivain, âgé de trente-cinq ans seulement, devenu vice-premier ministre pour l'économie, dirige un super ministère de l'économie et des finances rampli de jeunes gens à son image.

Il se connaît aussi pour être sorti des mêmes prestigieux instituts d'économie. Ils ont séjourné à l'étranger et sont entrés sans

En Géorgie, un dirigeant de l'opposition demande l'arrêt des combats

Cinq des principaux dirigeants de l'opposition au président géorgien Zviad Gamsakhourdia ont été libérés vendredi 27 décembre à la suite d'une attaque contre le quartier général de l'ex-KGB de Tbilissi (le Monde du 28 décembre).

M. Ghia Chantouria, leader du Parti national démocratique, a aussitôt demandé que le sang cesse de couler en s'adressant à une foule de deux mille opposants rassemblés sur la place de la République, en plein cœur de la capitale géorgienne. Au même moment, quelque trois mille personnes favorables au chef de l'État ont manifesté près de l'université, pour la deuxième fois depuis le début de la semaine.

La libération de ces personnalités de l'opposition, parmi les-

quelles figurent MM. Gueorgui Haindrava, Jaba Iosseliani, Mamouka Gueorgedze et Zaza Vepkhedze, est intervenue après une nuit de combats intenses qui ont embrasé de nombreux bâtiments du centre-ville, dont le toit du Parlement dans lequel est retranché depuis dimanche le président Gamsakhourdia, élu au suffrage universel en mai dernier. Les responsables de l'opposition, alliés à la garde nationale rebelle, estimaient vendredi que leur victoire n'était « plus qu'une question de jours ».

Des dizaines de morts et des centaines de blessés, dont une journaliste canadienne et un photographe de l'agence Reuter, ont été recensés depuis le début des affrontements. Un avion militaire

chargé de médicaments de la Croix-Rouge a été dirigé à la garde nationale rebelle, estimant vendredi que leur victoire n'était « plus qu'une question de jours ».

Par ailleurs, les États-Unis ont sévèrement rejeté vendredi les accusations du ministre géorgien des affaires étrangères dans une lettre datée du 20 décembre. M. Mourman Oumandze reprochait à M. James Baker d'avoir encouragé la violence en déclarant que la Géorgie ne méritait pas le soutien de Washington car elle était passée du communisme à l'autoritarisme.

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Polémique avec les États-Unis

Des dizaines de morts et des centaines de blessés, dont une journaliste canadienne et un photographe de l'agence Reuter, ont été recensés depuis le début des affrontements. Un avion militaire

chargé de médicaments de la Croix-Rouge a été dirigé à la garde nationale rebelle, estimant vendredi que leur victoire n'était « plus qu'une question de jours ».

Par ailleurs, les États-Unis ont sévèrement rejeté vendredi les accusations du ministre géorgien des affaires étrangères dans une lettre datée du 20 décembre. M. Mourman Oumandze reprochait à M. James Baker d'avoir encouragé la violence en déclarant que la Géorgie ne méritait pas le soutien de Washington car elle était passée du communisme à l'autoritarisme.

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

Le porte-parole du département d'État a indiqué que cette lettre ne « méritait pas l'honneur » d'une réponse. — (AFP, Reuter.)

M. Iouri Ryjov premier ambassadeur de Russie à Paris

M. Iouri Ryjov, membre de l'Académie des sciences de l'ancienne URSS, a été désigné par M. Eltsine comme le prochain ambassadeur de Russie en France, après-on dans les milieux informés. Il remplace M. Doubinine, dernier ambassadeur de l'URSS, qui avait été rappelé à Moscou après le putsch manqué du mois d'août.

Né en 1930, M. Iouri Ryjov est un scientifique qui a dirigé à Moscou deux institutions prestigieuses : l'institut aéronautique Orjionikidze, jusqu'à la fin des années 80, puis l'institut Baouman, l'équivalent de notre Ecole Polytechnique. Sans être membre d'aucun des nombreux partis (il a démissionné du Parti communiste en juillet 1990), M. Ryjov a participé depuis deux ans à la vie politique en se faisant élire, en mars 1989, député d'une circonscription de Moscou au congrès des députés de l'URSS, puis député au Soviet de l'Union et président du comité pour la science, l'éducation et la culture du Parlement fédéral aujourd'hui dissous.

M. Ryjov avait été nommé en septembre dernier membre du conseil politique consultatif auprès du président de l'URSS, l'un des derniers organismes créés par M. Gorbatchev. Selon certaines informations, M. Eltsine avait songé à lui confier cet automne la tête du gouvernement de Russie, mais il aurait refusé cette proposition.

M. T.

La France établit des relations diplomatiques avec l'Ukraine et l'Arménie. — Le ministre français des affaires étrangères a annoncé, vendredi 27 décembre, la transformation du consulat général de Kiev en une ambassade à part entière et l'établissement de relations diplomatiques avec l'Arménie. La présidence de la CEI avait donné le feu vert jeudi aux deux pays membres pour une reconnaissance de l'Ukraine et de l'Arménie.

ASIE

CAMBODGE : après les manifestations contre la corruption

Les acteurs politiques redéfinissent leur stratégie

L'Assemblée nationale de Phnom-Penh a décidé, vendredi 27 décembre, une modification constitutionnelle selon laquelle aucune manifestation ne pourra avoir lieu sans une autorisation préalable du gouvernement. Cette mesure a été prise trois jours avant le retour annoncé dans la capitale cambodgienne de MIM, Khieu Samphan et Son Sen, les deux Khmers rouges membres du Conseil national suprême (CNS). Reportée à deux reprises, la première réunion plénière de cette instance à Phnom-Penh a été fixée au 30 décembre par son président, le prince Sihanouk.

BANGKOK

de notre correspondant

Le gouvernement de M. Hun Sen a tiré les premières conclusions des affrontements dont Phnom-Penh a été le théâtre les 21 et 22 décembre et qui auraient fait, selon de bonnes sources, au moins six morts. Les manifestations sur la voie publique sont désormais réglementées : une autorisation du ministre de l'Intérieur doit être obtenue trois jours au préalable.

M. Hun Sen a invoqué la présence d'hommes armés - qu'aucun témoignage indépendant n'a confirmée - parmi les manifestants du week-end dernier. En revanche, l'Assemblée nationale, réunie en session extraordinaire, n'a pas procédé au remaniement, pourtant annoncé, d'un gouvernement dont la corruption alléguée a suscité les manifestations. Seuls le ministre des Transports et trois de ses adjoints ont été limogés à ce jour.

La marge de manœuvre de M. Hun Sen est très étroite. L'étudiant tué par la police le 21 décembre - incident qui a mis le feu aux poudres - était le fils d'un officier supérieur. Les jeunes gens qui protestent contre la corruption sont, en règle générale, les enfants de l'établissement de Phnom-Penh, au sein duquel l'ancienne nomenclature communiste figure en bonne place. En outre, le premier ministre a beau connaître l'étendue de la corruption dans l'administration et l'armée, il ne peut seier ces branches sur lesquelles il est assis. Enfin, les hommes compétents faisant cruellement défaut, M. Hun Sen semble se résoudre, pour l'instant, à travailler avec ceux qui sont en place quelle que soit leur valeur morale, et donc à calmer le jeu pour gagner du temps.

La position du prince Sihanouk est tout aussi délicate. Depuis les affrontements du week-end dernier, il ne se fait plus aucune illusion

sur la popularité d'une administration sur laquelle il s'est appuyé depuis son retour au Cambodge le 14 novembre. Mais il sait aussi que tout affaiblissement du régime de M. Hun Sen ne peut que faire, à long terme, le jeu des Khmers rouges. Pour l'instant, il semble donc avoir renoncé à ses tentatives de provocation organisées par le régime de Phnom-Penh - tout en laissant deux de ses enfants, la princesse Bopha Devi et le prince Norodom Chakrapong, rejoindre l'équipe de M. Hun Sen, la première comme vice-ministre de la culture et l'autre comme conseiller du premier ministre.

Hâter l'intervention de l'ONU

Pour sortir de l'ornière et éviter que la situation ne se dégrade encore davantage, le prince Sihanouk demande à l'ONU de hâter son intervention prévue par l'accord signé à Paris le 23 octobre. Depuis le 13 novembre en effet, seule une mission avouée des Nations unies, le MIPRENUC, forte d'environ deux cent cinquante hommes, est présente au Cambodge pour y préparer la mise en place, en mars ou en avril 1992, de l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge. Mais une intervention anticipée de cette APRONUC se heurte à plusieurs obstacles, notamment à des problèmes de financement et au changement, le 1er janvier, du secrétaire général de l'ONU. L'urgence de la situation et les appels des factions cambodgiennes ramenant-elles la lourde bureaucratie des Nations unies?

Cependant, le prince Sihanouk se demande si, dans la perspective d'élections, il ne lui faudra pas parier sur un véritable rassemblement sihanoukiste dont le noyau serait formé par l'actuel FUNCINPEC, parti du prince Ranariddh, de loin le plus qualifié de ses enfants pour lui succéder. Tout en acceptant une alliance politique et militaire avec le PPC (Parti du peuple cambodgien, au pouvoir à Phnom-Penh), Norodom Ranariddh a refusé catégoriquement de rentrer au gouvernement.

Plus récemment, il ne s'est pas opposé, semble-t-il, à ce que soit diffusée à l'étranger une lettre signée par son représentant en Europe, M. Sam Rainsy et accusé le régime de Phnom-Penh de « l'arbitraire le plus absolu, la corruption la plus noire, l'injustice la plus révoltante ». Constitué avec l'aval de Sihanouk, un « parti prince » constituerait une force déterminante si l'ONU se réclame en mesure d'organiser et de contrôler des élections prévues pour 1993.

JEAN-CLAUDE POMONTI

A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI

Un journaliste assassiné

La corps criblé de balles de Montouis Lhérisé, un cadreur de la chaîne publique Télévision nationale d'Haïti, a été retrouvé à Ti-Tanyen, une localité située à une vingtaine de kilomètres au nord de Port-au-Prince, trois jours après l'enlèvement de ce journaliste par un groupe d'hommes armés, ont annoncé ses proches vendredi 27 décembre. Montouis Lhérisé est le troisième journaliste haïtien tué depuis le coup d'Etat du 30 septembre qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide.

D'autre part, une centaine d'Haïtiens réfugiés sur la base américaine de Guantanamo (Cuba) sont partis vendredi vers les États-Unis où ils pourraient obtenir l'asile politique. Sept mille Haïtiens se trouvant actuellement à Guantanamo après avoir été interceptés par les garde-côtes américains. - (Reuters, UPI).

IRAN

Le secrétaire général du Quai d'Orsay doit signer à Téhéran l'accord sur le contentieux financier

Le secrétaire général du ministère français des Affaires étrangères, M. François Schœfer, devrait signer, dimanche 29 décembre, à

Téhéran l'accord mettant fin au contentieux financier vieux de douze ans, impliquant d'une part l'Etat iranien et d'autre part la Commissariat à l'énergie atomique, la société Eurodif et un consortium de sociétés françaises. Aux termes de cet accord, Paris devrait, selon une source iranienne, verser une somme d'environ 1 milliard de dollars à l'Iran pour solde de tout compte.

M. Roland Dumas, qui avait prévu de se rendre lui-même à Téhéran, a reporté cette visite (le Monde du 28 décembre).

LIBAN

L'Allemagne refuse d'échanger ses otages contre des terroristes

Le gouvernement allemand a réaffirmé, vendredi 27 décembre, qu'il n'échangerait pas ses deux ressortissants retenus en otages au Liban contre deux otages libanais, purgeant de lourdes peines de prison en Allemagne pour des actes terroristes. Bann a émis réagi à la demande des ravisseurs de Heinrich Strubig, cinquante ans, et Thomas Kampner, trente ans, qui, dans un communiqué, ont demandé publiquement jeudi la libération des frères Mohammad et Abbas Hamadé, emprisonnés en Allemagne depuis 1987.

Le texte des Moudjahidines pour la liberté, assimilés au clan Hamadé, était accompagné d'une cassette vidéo montrant les deux otages allemands - les deux derniers Occidentaux retenus au Liban - prendre un repas de Noël.

POLITIQUE

A la suite de la diffusion de documents anonymes

M. Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Cannes porte plainte pour diffamation

Adversaire résolu du Front national, M. Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Cannes, est la cible privilégiée d'une campagne de diffusion de tracts anonymes circulant depuis quelques semaines dans le département des Alpes-Maritimes. Cette campagne cherche également à atteindre la liste de l'Union de l'opposition aux élections régionales sur laquelle il figure en seconde position. A la suite, notamment, de la diffusion d'une note à l'adresse du FN, qui le présente comme « l'élément le plus fragile de la liste Sauvageo » et recense les divers arguments « à exploiter » pour lui nuire, il vient de déposer plainte contre X pour diffamation et propagation de fausses nouvelles.

NICE

de notre correspondant régional

Expédié du Canet, commune voisine de Cannes, le 14 décembre, à un grand nombre d'élus du département et à divers organes de presse, le document, vrai ou faux, du FN se présente comme une note de synthèse datée de Nice le 19 novembre.

Manœuvre subtile

« Je ne pense pas, écrit l'auteur de cette note, qu'il faille tenir compte de Suzanne Sauvageo (députée RPR et maire de Cagnes-sur-Mer, qui conduit cette liste) : elle est transparente, quasiment inconnue dans le département et offre peu de prise. Dans ses conditions, nous devons concentrer notre action sur le second de liste, Michel Mouillot, et sur son collègue, challenger, Christian Estradi. » Le cas de ce dernier, député et conseiller général RPR, est expédié en quelques lignes. « Son image est trouble et, quel qu'il soit, il est perçu comme étonnement lié au système Médéric. Ses tentatives pour

apparaître comme un « leader » ne rencontrent que scepticisme. (...) »

La position de M. Mouillot est, en revanche, longuement analysée. « Il bénéficie, à la fois, d'une notoriété excellente, qui en fait le véritable leader de cette liste, souligne la note, et d'un sentiment de défiance, voire de haine de la part de ses futurs collègues. (...) » S'ensuivent une série d'attaques injurieuses notamment celle-ci : « Mouillot, salarié « bâton » d'A2-FR3 à 43 000 F par mois, grâce à Chausse. »

Sont également évoqués « quelques axes » d'attaque, par exemple : « des « affaires financières » susceptibles d'être exploitées « anonymement » contre le maire de Cannes grâce à « des documents » fournis par des « promoteurs et des publicitaires ». « Je l'exposerai le problème, promet l'auteur de la note à son correspondant, et je donnerai les noms à l'occasion de la prochaine venue à Nice. (...) En le prenant pour cible, nous ferons exploser la liste toute entière », conclut-il, tout en précisant qu'à son sens, « on pourra parfaitement utiliser Pierre D... (proche du journaliste Pierre Desnoyers, chargé des pages locales de National Hebdo pour ce que tu sais ». Un tract anonyme, contenant certains de ces « arguments », avait également été répandu, début décembre, dans l'agglomération cannoise.

M. Albert Peyron, secrétaire

départemental du FN, que nous avons interrogé, nie l'authenticité de cette note et estime qu'il s'agit d'un « coup fourré des amis de Michel Mouillot ». Dans l'entourage du maire de Cannes, deux hypothèses sont formulées : l'une concernant une fuite organisée par une faction dissidente du FN, l'autre supposant une manœuvre plus subtile de diffusion d'un « vrai faux » dans le but de semer la zizanie au sein de l'opposition.

Tout en se refusant à répondre aux attaques portant sur sa vie privée, M. Mouillot a cependant jugé nécessaire de s'expliquer, dans un long communiqué, sur « certaines allégations » relatives à l'exercice de son mandat et à sa vie professionnelle. Il indique, notamment, qu'il vient d'être « licencié » de sa fonction de conseiller du président de la région publicitaire commune A2-FR3 et qu'il poursuivra, désormais, son activité de conseil en communication dans un groupe privé européen. « Cette clarification de situation, précise-t-il, me permet de gérer les affaires municipales dans la plus totale transparence. (...) » « En tout état de cause, s'indigne-t-il, ce procédé inflige (...) témoignage de la déliquescence du débat politique dans notre département, qui coïncide, étonnement, avec un certain parachutage... »

GUY PORTE

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

N'IMPORTE quel conseiller en communication politique vous le dira : pour séduire, il faut d'abord rassurer. Surtout en période de morosité, voire d'inquiétude. Ressasser et ne pas décevoir, d'où la tendance « soft » du débat politique dominant.

Qu'ils sont aimables et prévenants avec nous et entre eux, nos tribunaux ! Certes, ils s'affrontent et se combattent, mais poliment, avec des statistiques et non des injures ; ils font assaut de pédagogie, plus soucieux de gérer leur temps de parole et leur courbe de popularité que d'envoyer l'adversaire au tapis. Des adversaires, il y en a de moins en moins ; ils sont remplacés par les interlocuteurs, les représentants de ce pluralisme nécessaire au débat démocratique. L'agressivité, la méchanceté, ne sont plus de mise, ne serait-ce que parce qu'elles ne passent pas à l'écran.

La télévision a grandement contribué au lissage du discours politique.

La polité devient rapidement excessive et de mauvaise grâce. La plus souvent, quand on vient à la bégayer, c'est à coups de petites phrases qui ont de longs échos mais auxquelles on peut mettre aussitôt un bâillon. Quelques petits malins se singularisent par leurs incertitudes verbales, mais c'est plus pour faire dans le populisme que pour exprimer une saine colère.

Sous forme de musique douce, le débat politique distille d'autant plus l'ennui que, le plus part du

temps, il ne gagne pas en profondeur. La langue de bois ne se marie plus, elle se module, mais on la reconnaît et on ne l'écoute pas davantage. Le public fuit, ce qui explique les initiatives désespérées de ceux qui ont pour fonction de la retenir. On voit se multiplier ces productions hybrides dans lesquelles la politique s'associe aux variétés et ces confrontations opposent les plus médiocres corporatistes, marginalisés ou extrémistes. Les professionnels de la classe politique se défont, on va chercher ailleurs les protagonistes de polémiques douteuses, que tentent de maîtriser des animateurs souvent débordés. Si le sel s'affadit, il faut qu'il y ait des épices.

Le résultat est en fait, pour l'incertain attrait d'un spectacle qui n'en paraît, après coup, que peu pauvre, c'est la notion même de débat, avec ce qu'elle suppose de conviction, d'engagement, de force, d'indignation et de talent, qui s'en trouve éteinte. On lui préfère le manège ou, pis, la conjonction de deux ou plusieurs monologues, à condition qu'ils restent dans les limites audibles du raisonnable et qu'ils ne durent pas. Le temps est toujours compté et, malheureusement, il s'arrête quand, malgré toutes les précautions prises, l'échange devient intéressant.

Il y a, bien sûr, des exceptions

et des lieux, pas loin d'ici notamment, où la confrontation des idées peut prendre ses aises. Elle trouve aussi son accomplissement dans la veine pamphlétaire que certains journaux et éditeurs s'efforcent d'entretenir, bien qu'elle ait mauvaise réputation et qu'elle aille à contre-courant de l'endormissement dominant. Le pamphlet est un genre qui a cherché les mille et les pires des choses, comme au dit du langage en général. C'est l'instrument de l'excès, mais aussi celui de l'indignation : il est nécessairement écrit pour déplaire, au moins à quelques-uns sinon au plus grand nombre.

L'indignation, le courage de déplaire, si on y adjoint une once de talent, cela vaut bien un peu d'attention, que l'on détournera sur deux opuscules, deux « coups de gueule », selon le titre de la collection dans laquelle ils s'inscrivent. Le premier est l'œuvre de Jean-Luc Mélenchon, animateur socialiste, bien décidé à « vider son sac » pour ne pas se faire avoir « jusqu'à l'os ». Il s'en prend aux élitistes « en perte de citoyenneté », aux maîtres de la communication, à ses amis gouvernants, élus, présidents, à tous ceux qui espèrent mieux, qui prétendent faire mieux, sans changer les règles du jeu, car manifestement il ne supporte plus cette hypocrisie ou ce renoncement.

Le second émane de Patrick Besson, écrivain qui ne respecte rien, ni personne, et qui prend ses lecteurs à contre-pied. Après avoir publié une série de portraits de vedettes politico-médiatiques, qui lui ont servi de têtes de turc (Les élites bien descendues ?), voilà que se méchant garçon se livre à quelques variations sur le thème : l'anticommunisme est un vilain défaut. Ce n'est pas parce que c'est drôle qu'il faut en rire ! Ce jeune homme exagère et certains se demandent jusqu'où le conduiront ce goût de la provocation et tant de mauvaise foi joyeusement assumée. En attendant, il parle, à sa manière, de ceux qui ont voulu changer le monde, qui y croient encore malgré leurs déceptions, parce que les raisons de vouloir le changer demeurent.

Les coups de gueule, de cœur, de tête valent bien les coups médiatiques et participent, lût-ce intempestivement, au débat démocratique. Les hommes politiques ne devraient pas l'oublier, s'ils ne veulent pas laisser aux seuls comiques de la télévision la charge de s'indigner ou d'exprimer des vérités, pour rire et non, comme disent les enfants, pour de vrai.

► Jusqu'à l'os, de Jean-Luc Mélenchon, Régine Deforges éditeur, 101 pages, 75 F.

► Les élites bien descendues ?, de Patrick Besson, Messidor, 115 pages, 95 F.

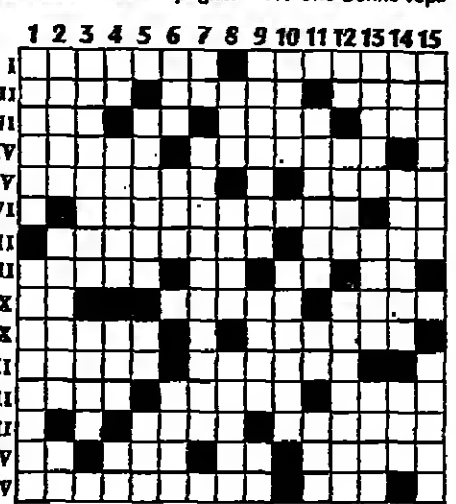
► Rot coco, de Patrick Besson, Régine Deforges éditeur, 90 pages, 75 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5682

HORIZONTALEMENT

I. Ne se fait parfois qu'après examen. Couper la parole. - II. Ligne de tête. Qui ne concerne pas ce qui est cité. Boucha. - III. La rage autrefois. Interjection. Ville d'Espagne. Maison de campagne. - IV. Une bonne réputation. Très douce. - V. Nappes. Comme ça. - VI. C'est vraiment du bide. Préposition. - VII. Tant naturel quand il est patit. Couche dans les bois. - VIII. Douceur ou fraîcheur... Est souvent sur la planche. Bende d'étoffe. Certains sont longs. - IX. Dieu. Redoutée par le brigadier. Attachée. - X. Qui devraient être remplacés. Bien établie. - XI. Quand il n'y en a pas, on ne peut évidemment pas s'en sortir. Donné quand le compte est bon. -



XII. On ne l'appelle plus chef. Au-dessus de la ceinture. Plein de feu. - XIII. A tout son temps devant lui. Pierres dans un jardin. - XIV. Règles. Servie dans un pub. Cours élémentaire. Mis de niveau. - XV. Seuteuses. Possessif.

VERTICALEMENT
1. On n'y est logé et nourri que si l'on n'est pas blanchi. N'a pas à intervenir quand on joue en silence. - 2. Grand prêtre. Liquide présent en paquet. Possessif. - 3. Somme de peu d'importance. Grande maison. - 4. Pronom. Un joli pied. Participe. Redevenir neutre quand on arrive au bout. - 5. Les fines ne sont pas méprisables. Au bout de la Suisse. Ne doit pas servir de nourriture à l'herbivore. - 6. Bon quand on s'achève. Une des Cyclopes. Qu'on a trop fait attendre. - 7. En France. Utile pour ceux qui travaillent dans le bruit. - 8. Couille à l'étranger. Couche quand on parle vulgairement. La vol des vampires. - 9. Ce n'est pas pour un homme

ce qu'il y a de plus grave. Ne fait pas courir. Tradition. - 10. Peut devenir une femme de chambre. Trois Mères. - 11. Une petite différence. Appris. Petite montagne. - 12. Symbole. Un beau coin. Bordure. - 13. Un centre pétrolier. Pour les fêter, il faut de la galette. Somme quand on part. - 14. Grecque. Pee timbrée. Apparus. - 15. Plutôt de la veille. Qui ont des raisons de se plaindre.

Solution du problème n° 5681

Horizontalement

I. Rangues. - II. Eboue. At. - III. Messaline. - IV. Pl. Sista. - V. Armée. Se. - VI. Mou. - VII. Louveteau. - VIII. Lutrin. Ca. - IX. Et. Salet. - X. Une. Anet. - XI. Révo. Cad.

Verticalement

1. Rempilleur. - 2. Obéir. Outre. - 3. Nos. Mod. Nt. - 4. Gussé. Vider. - 5. Etallement. - 6. Udd. Ours. - 7. Issue. Ino. - 8. Senté. Accès. - 9. Tse. Missette.

GUY BROUTY

Le Monde

HEURES LOCALES

Le mur de l'Atlantique reprend du service

Promus patrimoine historique, les blockhaus et rampes de lancement construits par les Allemands pendant la seconde guerre mondiale s'apprêtent à accueillir les visiteurs

LE MESNIL-AU-VAL
de notre envoyé spécial

EMBUSQUÉS dans les dunes ou béants au sommet des falaises, on les croyait condamnés à la démolition et, au mieux, à l'oubli. Les monstrueux reliquats de ce trop fameux mur de l'Atlantique derrière lequel le III^e Reich pensait emprisonner l'Europe. N'ayant pu avoir raison de leur carapace de béton, le long de la côte normande, une quarantaine de bunkers qui ont subi le feu du débarquement de 1944 vont être soit classés, soit inscrits à l'inventaire des monuments historiques (1).

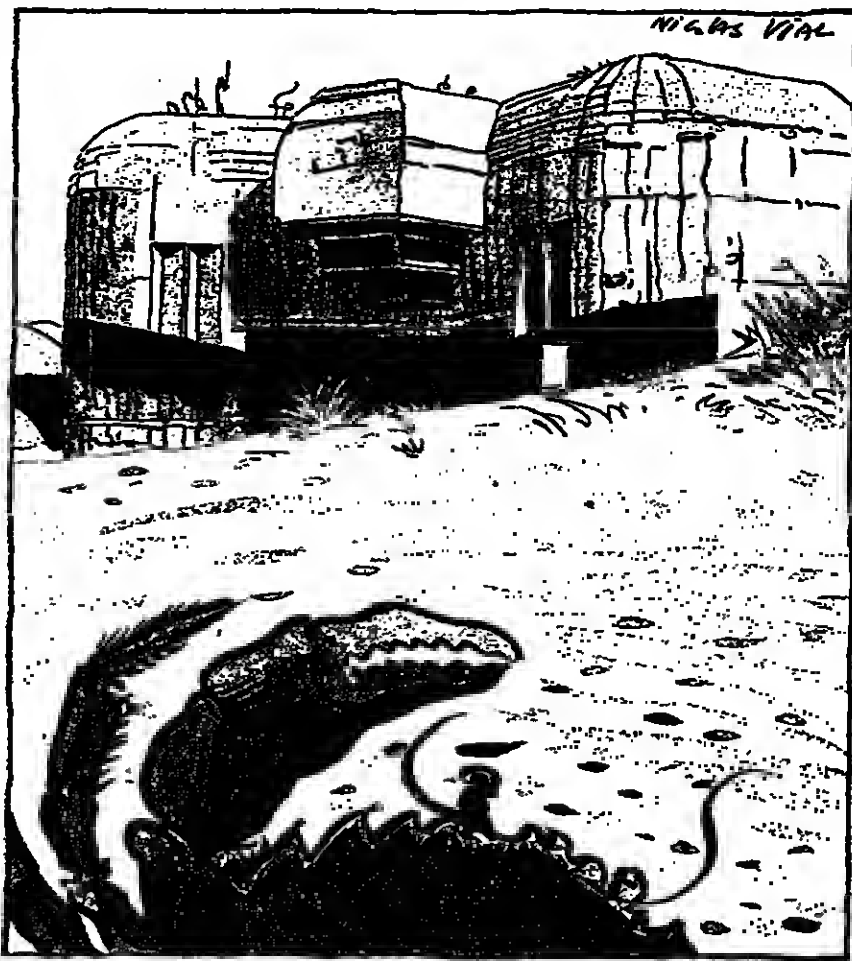
Cette « première » dans les annales de la conservation est due à l'initiative de la direction des affaires culturelles de Basse-Normandie. A sa demande, l'historien Remy Desquennes a dressé l'inventaire complet des mille deux cents ouvrages laissés par les Allemands sur les rivages de la Seine-Maritime, du Calvados et de la Manche. Dans le monumental répertoire en six volumes issu de son enquête, une commission officielle (2) a sélectionné les blockhaus les plus « représentatifs » ou les plus évocateurs. L'audace normande devrait faire des émules. Car, de l'Aquitaine au Nord-Pas-de-Calais, toutes les régions littorales conservent les traces de cette époque.

Les vétérans ne sont pas les seuls sur les ruines

Si, après tant d'indignités, batteries d'artillerie, abris souterrains, bases de lancement d'armes secrètes et stations de radar méritent cet honneur, c'est qu'ils illustrent différentes phases de la seconde guerre mondiale sur le front de l'Ouest. Le projet d'invasion de l'Angleterre a laissé dans le Pas-de-Calais des bunkers d'artillerie à longue portée qui sont les plus puissants jamais édifiés. Puis la bataille de l'Atlantique a forcé nos ports d'abris pour sous-marins. A partir de 1943, Rommel, prévoyant le débarquement, a fait construire par l'organisation Todt des milliers de points d'appui croisant leurs feux aux ras des plages. Enfin, en 1944, les ingénieurs du Reich ont installé des bases d'armes secrètes depuis le Cotentin jusqu'à la Belgique.

Malgré les dégâts causés par les bombardements alliés, les sites de lancement des premiers missiles V2 ainsi que les positions de canons surpuissants sont encore spectaculaires (3). Ainsi, au patrimoine de fortifications, déjà unique au monde, que Vieux, Haxo, Séré de Rivière et Maginot ont légué, la France a-t-elle ajouté, à son corps défendant, une ligne de défense maritime qui fut l'un des plus grands chantiers du siècle (45 millions de tonnes de matériaux employés) et qui n'a d'équivalent que la Grande Muraille de Chine.

Pour sa construction et pour sa destruction, le mur de l'Atlantique a mobilisé les représentants de nombreuses nations d'Europe et d'Amérique du Nord. Déportés politiques, prisonniers de guerre, jeunes du travail obligatoire, villageois réquisitionnés y ont travaillé avant que les unités alliées ne l'assomèrent sous les bombes ou ne l'emportent de vive force. Pour des millions d'hommes et leurs descendants, c'est donc un lieu de sou-



venir, chargé d'émotion. Voilà pourquoi les touristes étrangers de plus en plus nombreux - et pas forcément des vétérans - viennent en explorer les ruines. Bref, le mur est devenu aujourd'hui un capital touristique que ni l'Etat ni les collectivités locales ne peuvent ignorer.

En Normandie, les mesures de préservation ne datent pas d'hier, mais elles sont restées longtemps à la fois timides et parcelaires. Les plages d'Omaha et d'Utah où débarquèrent les GI furent protégées dès 1946 au titre des sites. Puis vint la pointe du Hoc (batterie côtière par un commando américain) et le pont de Bénouville baptisé par les paras anglais « Pegasus Bridge ». Le comité du débarquement animé par son fondateur, l'ancien ministre Raymond Triboulet, s'est multiplié lui aussi pour que le théâtre des opérations du 6 juin 1944 fasse bon usage de ces lieux.

Très tôt de modestes communes ont souhaité conserver des bunkers qui font partie désormais de leur passé. Le maire de Longues-sur-Mer (Calvados) refusa dès les années 50 que les ferrailleurs découpent, comme ils le faisaient partout, les canons jalonnant la falaise. Puis la commune acheta les champs alentours et obtint le classement

du site. Elle vient de céder son lopin au Conservatoire du littoral qui, du coup, a acquis toute la falaise. En contrepartie, on va aménager un parking, avec toilettes, pour accueillir plus de cent mille visiteurs qui se succèdent ici lors des vacances. M. Jean-Pierre Savary, le maire, y a trouvé argument pour réaménager la place du bourg et y attirer des commerces. Résultat : la commune compte cent habitants de plus qu'en 1982, soit un gain de population dépassant 20 %. Quant au budget, il reçoit de l'Etat une dotation supplémentaire pour « forte fréquentation touristique ».

La préservation des plus beaux espaces naturels de la côte et celle de monuments-souvenirs peuvent aller de pair. En sept endroits différents, le Conservatoire du littoral guigne 400 hectares et en a déjà acquis les deux tiers. Chacun de ces lieux recèle aussi des vestiges du mur, dont la gestion est confiée aux départements de la Manche et du Calvados.

Il était temps car les menaces se multiplient. Des cabanons commencent à miter les falaises surplombant Omaha Beach ; on veut démolir Pegasus Bridge pour ouvrir le passage à des cargos ; derrière les pontons d'Arromanches un port de plaisance est en projet ;

les abris de la station de radio-navigation de Saint-Pierre-Eglise ont été vendus à un casseur de voitures. Dans cette course de vitesse entre le saccage et la mise en valeur du patrimoine historique, qui va l'emporter ? Sur les côtes de la Manche comme sur celles du Pas-de-Calais, particuliers et pouvoirs publics sont maintenant en éveil. Témoin cet éleveur du Mesnil-au-Val, non loin de Cherbourg, dont le bocage cache les restes impressionnants d'une base de lancement de V1, une rampe en béton longue de 50 mètres entourée d'ébri. A la belle saison, des visiteurs étrangers dérangent le troupeau pour fureter dans ces vestiges. « Pourquoi ne pas accepter un classement et ouvrir au public, se demande l'épouse du cultivateur. On ferait de l'accueil à la ferme et ça nous donnerait un complément de ressources ».

Sur une colline surplombant Merville, tout près de Caen, les Allemands avaient enterré un ensemble de bunkers qui furent enlevés de haute lutte par les Britanniques du Suffolk Regiment. On a donné aux vétérans de cette unité l'un des ouvrages et ils l'entretiennent pieusement. Le maire, M. Guy Legrand, rêve à présent d'une protection légale et d'une mise en valeur de l'ensemble de la position qui offre un magnifique point de vue sur la région.

Une coupole de 5 mètres d'épaisseur

A Saint-Marcoeur, sur les hauteurs d'Utah Beach, le conseil général de la Manche a acheté un PC de tir pour en faire un belvédère. Autour, sur une quinzaine d'hectares, piroent dans la brousse les restes du point fortifié. Celui-ci sera classé. Mais s'il veut en tirer parti, le département sait qu'il devra acheter la plus grande partie du site. Les négociations sont en cours.

A 300 kilomètres de là, non loin de Saint-Onmer, la région Nord-Pas-de-Calais a lancé un grand projet autour de l'un des ouvrages les plus étonnants du mur. A Helfaut-Wizernes, l'organisation Todt avait construit une coupole bétonnée de 5 mètres d'épaisseur et de 80 mètres de diamètre protégeant une base souterraine de lancement de fusées V2. Les visiteurs « clandestins » y sont déjà en grand nombre. Profitant de la proximité du débouché du tunnel sous la Manche, les responsables régionaux veulent installer dans le bunker géant un centre européen d'histoire de la seconde guerre mondiale. Au prix d'une trentaine de millions de francs d'investissements, on table sur des centaines de milliers d'entrées. Le ministère du tourisme, qui a compris depuis quelques années que l'Hélicoppe est un musée de plein air de la fortification sans égal, appuie ces initiatives. Que le mur de l'Atlantique reprenne du service pour accueillir cette fois l'histoire touristique, n'est-ce, après tout, un juste retour des choses ?

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Parmi les ouvrages proposés au classement, on peut citer dans la Manche : les batteries d'Auderville, de Fermanville et de Saint-Marcoeur, la rampe de V1 d'Equedreville, les stations de radio-navigation de Saint-Pierre-Eglise et de Sotteville-en-Beaumont ; dans le Calvados, le port artificiel d'Arromanches et la batterie de Longues-sur-Mer.

(2) La Commission régionale pour la protection du patrimoine historique, archéologique et ethnographique (CORAPHAE), le 25 septembre 1990.

(3) Constructions spéciales, par Roland Hautefeuille, Paris, 1985, 315 p.

Les hommes des transferts

VOILA que l'affreux néologisme inventé par les technocrates parisiens la « délocalisation » prend maintenant une tournure plus humaine ! Coup sur coup, les agents de l'Etat ou des organismes publics qui, par la volonté de M^{me} Edith Cresson et de M. Michel Delebarre, avaient lu dans la presse le mois dernier qu'ils devraient faire leurs valises viennent d'apprendre que la poutre a désigné d'éminentes personnalités pour s'occuper spécialement de leur sort.

M. André Ramoff, conseiller maître à la Cour des comptes, est, ce qui ne manque pas de piquant, ancien élève de l'ENA, est chargé par M. Jégou du « suivi des opérations de décentralisation » qui n'ont pas encore commencé, « en veillant particulièrement à leurs modalités de réalisation technique et financière et aux dispositifs d'accompagnement social ». Pour sa part, M. Pierre Mayet, vice-président du conseil général des Ponts et Chaussées et ingénieur général de ce corps, hérité de la mission de « définir l'orientation symbolique et fonctionnelle du nouvel ensemble de la Plaine-Saint-Denis » où s'installeront le ministère de la ville, la Commission du Plan et la Datar, « pour que cette implantation soit exemplaire tant en matière d'urbanisme que d'architecture ». Enfin, l'ancien délégué à l'aménagement du territoire et conseiller d'Etat, M. François Essig, va mener une expertise sur l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) pour apporter un « éclairage objectif » avant le transfert de l'établissement, programmé à Lille.

Les gouvernements ont souvent recours à cette méthode consistant, pour régler un problème, à désigner une personnalité qualifiée. Défausse des politiques sur des fonctionnaires ? Gasta da solitudine pour les personnes ? Introduction de « fusibles » pour décrire les relations sociales ? Sans doute un peu de tout à la fois.

Dans l'entourage de M. Delebarre, on confirme qu'il n'est pas question de baisser la garde. Les décisions prises seront appliquées même si certains ministres bougonnent, voire trébuchent, les transferts qui les concernent. De nouveaux embranchements sont attendus pour la mi-janvier.

FRANÇOIS GROSCHARD

Barèges rompt avec l'immobilisme

En renouvelant une partie du conseil municipal, les électeurs de la station des Hautes-Pyrénées souhaitent dynamiser l'économie touristique

TARBES
de notre correspondant

NICHÉ dans les contreforts du célèbre Tourmalet et au pied du pic du Midi de Bigorre, Barèges symbolisait jusqu'ici l'archétype d'une station pyrénéenne figée. Longtemps présentée comme l'une des perles des Pyrénées, elle semblait avoir arrêté l'horloge du temps. Refusant de s'ouvrir aux investisseurs étrangers, limitant son ambition à une autosuffisance économique, basée sur des intérêts particuliers, cette station des Hautes-Pyrénées vivait mal le défilé qu'elle s'était elle-même fabriqué.

La politique des « grands portails »

L'important déficit de la région de la station (plus de 10 millions de francs) bloquant tout dossier d'aménagement à l'accompagnement des défilés avec le village voisin de La Mongie en 1987. Des barbelés, installés au sommet des pistes du Tourmalet, limitaient aux usagers, pour un problème bête, le plus grand domaine skiable des Pyrénées. L'unique signe avant-coureur d'une crise latente, dans ce village de moins de 200 habitants, le fut-

culaire et le téleski du Liens sont devenus depuis deux saisons des squelettes d'acier, préfigurant, sur l'ancien site olympique du pic de l'Ayré, l'immobilisme chronique des mentalités montagnardes. Quant au projet de création d'un téléphérique reliant le pic du Midi de Bigorre, et son futur musée des étoiles, il semblait appartenir à une autre planète.

Le maire, M. René Sabathé (MRG), légua sur la commune depuis 1979. Pendant cinq mois, du 28 mars 1990 au 31 août 1990, M. Sabathé s'est abstenu de réunir son conseil municipal. Les habitants reprochaient au maire d'avoir « dilapidé le capital confiance de sa commune auprès des banques et de l'administration ». Les prémisses d'un effacement, ressenties en mars 1989, ont éclaté à l'autonomie. La démission de sept des onze conseillers municipaux a donné lieu, le 20 octobre 1991, à de nouvelles élections. La liste conduite par le docteur Bernard Picard, apolitique, composée de trois démissionnaires de l'ex-majorité, et de trois nouveaux, a été élue. Dans ce village, comptant plus d'électeurs que d'habitants, la politique des « grands portails » assumée, dans les montagnes pyrénéennes, au jeu des alliances des

favorables ombreuses, a basculé, en faveur des tenants du dynamisme. Le maire, lors de la séance d'installation du nouveau conseil a été mis en minorité. MM. Emmanuel Corret, Laurent Crampe et Philippe Trey, des enfants du pays, ont été nommés respectivement premier, deuxième et troisième adjoints. M. Bernard Picard ambitionne le fauteuil de premier magistrat, dont il ne pourra disposer que lorsque l'actuel titulaire démissionnera.

Une situation de blocage

C'est ce qu'a demandé la nouvelle majorité en refusant de voter le budget supplémentaire, mettant la commune en situation administrative de blocage. Seul l'intervention préfectorale, légitimant la volonté de mutation, pourra redonner, avec un nouveau maire, une certaine sérénité au village. Dès lors, la nouvelle équipe municipale, prônant la transparence, jure de combattre l'immobilisme, de déconstruire les mentalités et de redynamiser l'économie touristique d'une station thermique et de sports d'hiver qui veut rattraper ses sœurs de la chaîne pyrénéenne.

JEAN-JACQUES ROLLAT

Une télécabine en Seine-Saint-Denis

En 1993, le SK, un système de transport hectométrique, doit être mis en service à la gare RER de Noisy-le-Grand

LE futur centre d'affaires de Marne-la-Vallée, les Mallets Horizon (350 000 m² de bureaux et 12 000 emplois prévus pour l'an 2000) sera relié à la gare RER de Noisy-le-Grand-Mont-d'Est (Seine-Saint-Denis), distante de 520 mètres, par un système de transport hectométrique, le SK, des initiales de ses inventeurs, Soule et Kermadec. Après étude et concertation, le Syndicat des transports parisiens (STP), autorité organisatrice des transports en Ile-de-France, a donné en mois de juillet son accord définitif à la mise en place de ce système, qui sera exploité par une filiale de la RATP et de TRANSCET, selon une convention établie pour trente ans.

Le financement de l'opération sera assuré par le STP à hauteur de 17,168 millions de francs hors taxe ; la région Ile-de-France à hauteur de 16,600 millions et la ville de Noisy-le-Grand et EPAMARNE (Etablissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée), qui participent chacun à hauteur de 12,5 millions. Les travaux d'aménagement du site sont pratiquement achevés et la commande des équipements (rail, éclairage...) vient d'être passée.

Mis au point à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), le SK est un transport léger, entièrement

automatique. Il fonctionne en continu, selon le principe des télécabines. Plus spécialement adapté pour couvrir de courtes distances, entre 300 et 5 000 mètres, il est constitué d'une série de cabines tractées par câbles sur deux rails métalliques. Aux stations, elles défilent à la vitesse de un kilomètre à l'heure pour laisser monter et descendre les voyageurs, puis accélèrent pour atteindre une vitesse commerciale de 20 kilomètres/heure.

De plus en plus performant

A Noisy-le-Grand, le futur SK circulera entièrement en souterrain. Onze cabines, destinées par le designer belge Neerman, assureront la correspondance entre le RER et le centre d'activité, dont la première tranche devrait être livrée prochainement. D'une capacité de vingt et une places (six assises, quinze debout), elles pourront transporter entre quatre mille et cinq mille passagers par heure et par sens. Cette nouvelle ligne doit faire l'objet d'une tarification spécifique.

Avec cette application du système en milieu urbain, le SK entre aujourd'hui dans sa phase de commercialisation. Le produit devrait

devenir de plus en plus performant. Alain Lafitte, directeur de systèmes de transport Soule, estime que la génération future devrait être capable de transporter entre huit mille et dix mille passagers par heure et par sens, à la vitesse commerciale de 40 kilomètres/heure.

Expérimenté depuis 1986 au Parc international des expositions de Villepinte, entre le parking et le hall d'accueil, le prototype de SK a également fait ses preuves en 1986 à la Foire-exposition de Vancouver au Canada et, en 1989, à l'Exposition internationale de Yokohama au Japon. Et cinq ans, le produit a évolué et, aujourd'hui, plusieurs pays s'y intéressent. En France, de nombreux projets sont à l'étude, notamment pour relier les gares SNCF de Lyon et d'Austerlitz, ou à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, entre la future gare TGV-RER et l'aéroport numéro un. Inclut par l'architecte Chemetov dans ses propositions de prolongation de l'axe Louvre-La Défense, le SK fait aussi l'objet d'une réflexion dans les projets de réaménagement des abords du château de Versailles et du Mont-Saint-Michel.

MARTINE BOULAY-MERIC

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS



LORRAINE : le malade

imagina

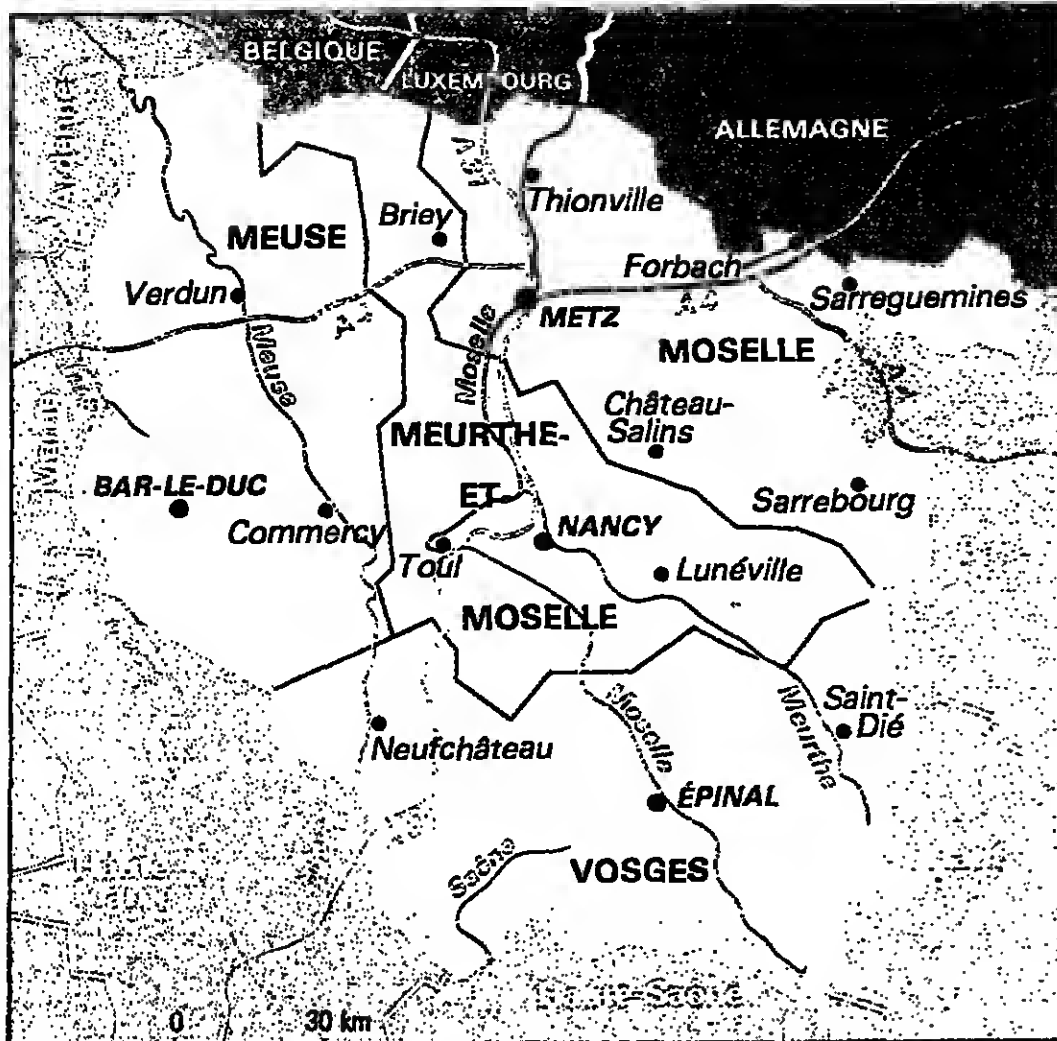
Préfecture :
Metz

Départements :
Meurthe-et-Moselle
(préfecture : Nancy)
Moselle
(préfecture : Metz)
Vosges
(préfecture : Épinal)

Superficie :
25 530 km²

Population :
2 305 726 habitants

Principales agglomérations :
Nancy
(329 431 habitants)
Metz
(193 160 habitants)
Thionville
(132 494 habitants)
Hagondange-Briey
(112 098 habitants)



Marquée au fer rouge par la sidérurgie, la Lorraine n'en finit pas de connaître les restructurations et d'en appeler à Paris. Mais les temps changent, aussi. Loin de la mono-industrie, le dynamisme revient. Des hommes agissent pour tourner la page. Et, derrière les clichés, on redécouvre une région qui est belle

L'autre côté de la Lorraine est belle, même sous le houlard et le givre. Foin des clichés et des symboles qui associent les marches de l'Est à des garnisons, et les Lorrains, durs au travail, à la sidérurgie qui n'occupe jamais, maintenant, « que quinze kilomètres sur trois », souligne un dirigeant patronal. Déjà, en Meuse, les collines dodelineot, et sous la lumière hivernale le paysage s'illumine d'éclairs radieux. Les arbres se couvrent d'or, face aux sapins sombres. Jusqu'aux Vosges, la campagne domine, majestueuse, et se termine par des décors grandioses, dignes d'une vraie montagne.

L'habitat, c'est vrai, manque de coquetterie. Parce qu'on y a privilégié le côté fonctionnel des « rues centre », avec leurs maisons accolées, sans se soucier des fleurs ni de la présentation. Mais cela s'explique. Agriculteur dans cette région, à proximité de Verdun, Philippe Mangin, président national du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), se lamente. Avec des fermes qui font désormais une centaine d'hectares, dans son département où l'on compte 3 000 exploitants agricoles, « comment voulez-vous qu'un village de 150 habitants, et avec deux ou trois fermes, puisse survivre ? ». Faute de tourisme — « à deux heures de Paris », la ruralité s'épuise et se transforme en désert vert. « Chez nous, dit-il, la préférence agricole qu'on nous promet n'est même pas la solution », en raison de la structure « sociétaire » des exploitations entre père et fils. Et, à cause de la peur de l'Europe, celle de la politique agricole commune, il redoute un vote paysan en faveur du Front national. Voisine de l'Allemagne, aux frontières d'un nouvel espace qui s'ouvre, la Lorraine crie aussi ses fantasmes.

Un examen pour l'ouverture

En devenant ministre dans les derniers gouvernements socialistes, Jean-Marie Rausch a ajouté un contenu politique à la vieille rivalité entre Metz, la ville dont il est le maire, et l'autre métropole, Nancy

EXIST un poids lourd. Parce qu'il peaufine inlassablement son destin national. Philippe Séguin (RPR), maire d'Épinal, ne veut pas se laisser encombrer par des querelles subalternes. « Sphinx », « statue du Commandeur », pour les uns, « très Napoléon III », ajoutent les plus perfides, il se tient tellement à l'écart du jeu des cantonales et des régionales qu'il finirait par faire oublier qu'il est l'un des hommes influents de Lorraine. Fausse modestie, car son silence obstiné ne l'empêche pas d'être d'une susceptibilité ombrageuse dès qu'il s'agit de défendre les dossiers de « so » ville. Personne, en tout cas, ne se permettrait de l'agacer.

Son voisin de Saint-Dié, Christian Pircet (PS), qui nourrit aussi de grands espoirs, se comporte différemment. Certes, Paris le fascine, mais il laisse parfois entendre qu'il pourrait être tenté par la présidence de la région depuis que Jacques Chérèque, ancien ministre, n'est plus qu'un « petit » conseiller général socialiste de Pompey. Au retour d'un voyage au Japon, où il avait été convié par Jean-Marie Rausch, il a même rendu un hommage appuyé au ministre délégué de l'ouverture et président sortant, rom-

pant ainsi avec la solidarité de liste. Une déclaration qui a été jugée « scandaleuse » par nombre de ses amis politiques.

Sur l'autre aile de la région, en Meuse, « l'ambition légitime » de Gérard Longuet, président du PR, est reconnue par tous. Nanti de sa réputation nationale, vrai patron dans son département, il pourrait faire un chef de file unique, pour l'opposition. Si les mauvaises langues soulignent que son passé de militant d'extrême droite, au mouvement Occident, l'aiderait à glaner les voix du Front national, ses alliés font surtout un autre calcul. Selon eux, « un Meusien » a plus de chances qu'un Nancéien de battre « un Mosellan ».

Non-respect des engagements

Toujours niée et jamais enterrée depuis l'annexion de 1871, la vieille rivalité entre Metz et Nancy resurgit à tout propos et conditionne tous les stratagèmes. On a d'ailleurs coutume de dire que la Lorraine, ce n'est pas quatre départements, mais trois (Meurthe-et-Moselle, Meuse,

Vosges), pas forcément soudés, contre un (Moselle). Et, cette fois, le divorce est d'autant plus exacerbé que « le Mosellan », maire de Metz, se trouve être celui par lequel « l'ouverture » est arrivée. « Dix ans, ça suffit. Il faut un réajustement, une rotation », entend-on du côté de la place Stanislas. « L'heure des comptes se dessine ».

À droite, l'esprit est à la vengeance. On n'y a pas oublié que, en 1986, Jean-Marie Rausch a dû son accession à la présidence de la région à un accord signé à quatre contre le RPR et l'UDF par Pierre Messmer, Christian Poncelet et André Rossinot. Lequel prévoyait un échange en 1989 qui n'eut pas lieu, et pour cause. Entre-temps, devenu ministre d'ouverture, Jean-Marie Rausch avait trouvé une autre majorité pour faire voter son budget au cours d'une séance du conseil régional, restée mémorable. « Je constate que vous n'avez pas les moyens de diriger la région », déclara le messin à ses anciens complices, pour justifier son non-respect des engagements pris. Depuis, ceux-ci rêvent de punir le transfuge. « Le renégat », cet « homme politique, molaire comme un singe, qui est aussi un rieur », ainsi que le caractérisent de bons observateurs lorrains.

Pour ce faire, l'unité s'avère indispensable, chacun en est conscient. D'où la mission de bons offices d'André Rossinot, maire de Nancy, qui accepterait de taire ses prétentions. D'où le possible regroupement autour de Gérard Longuet, dont il se murmure qu'il serait facilité par un geste réciproque en faveur d'Alain Juppé, en l'ode-France. Mais cela ne va pas sans mal. En Moselle, deux listes concurrentes de droite ont failli s'opposer et c'est après de nombreuses péripéties que le docteur Julien Schwartz (RPR), président sortant du conseil général, a fini par imposer sa loi. Grâce à sa popularité, dont les états-majors parisiens s'avaient pas pris la mesure.

En face, à gauche, l'hypothèque de l'ouverture et la personnalité de Jean-Marie Rausch pèsent aussi, et plus particulièrement pour le PS mosellan. « Nous avons cohabité sous états d'âme », affirment les socialistes qui veulent minimiser le retrait de toutes ses délégations de maire-adjoint à Dominique Gros, sous prétexte qu'il se présente dans le même canton que Pierre Ferrari

(CDS), fidèle du maire de Metz. Pendant ces dernières années, « l'espoir de liberté a été moindre », reconnaissent-ils et ils se demandent quel effet cette situation politique imprévue aura sur leur électoral. « Nous aurons bientôt la réponse », lâchent-ils, fatalistes, sachant que la Lorraine, une fois de plus malade de sa sidérurgie, sera le lieu d'un examen d'une initiative présidentielle délicate.

Le discours vérité de Jacques Chérèque

Epaulé par le PS meusien, soutenu par le PS de Meurthe-et-Moselle, officiellement investi « candidat à la présidence » par les instances régionales, Jacques Chérèque vit des jours difficiles. Celui dont, à gauche comme à droite et dans les milieux socio-professionnels, on ne cesse de vanter les mérites et le courage, d'abord de préfet chargé de la reconversion, ensuite de « grand » ministre de l'aménagement du territoire, se découvre désemparé par sa situation actuelle. « Deuxième homme politique de la région », avec Philippe Séguin, d'après certains, sa nature s'accommode mal des arcanes politiciennes. Sans autre base locale qu'un canton de la périphérie de Nancy, « baloté » par Edith Cressant, comme il ne le cache pas, il est devenu vulnérable. Un peu méchamment, il y a parmi ses camarades des gens pour assurer qu'ils en font toujours leur tête de liste, mais en faisant observer que « les choses ont changé ». Les mêmes ajoutent que « c'est notre candidat... en cas de victoire. Si nous sommes en situation d'avoir la présidence, ce sera lui ».

Pour couronner le tout, le retour du dossier sidérurgique amène Jacques Chérèque à prendre des risques « a priori » inconnus. Comme il ne se réfère pas, il fait partie des rares à tenir un discours de vérité, martelant en chaque occasion une analyse lucide de la stratégie industrielle, et se refuse à rejoindre « le camp des pleureuses ». Ce qui, électoralement, peut s'apparenter à un suicide. Convictions d'abord : cela force aussi le respect dans les quelques milieux où l'on veut tourner la page de la Lorraine réclamant son enième plan de sauvetage.

Tout cela augmente les chances

Un train de vie élevé

Synonymes de casernes, les villes ne méritent pas plus leur réputation. Nancy, bien sûr, et Metz, surtout, ont encore le charme des vieilles cités de province, agréables à vivre. A partir de la place Saint-Louis, avec ses arcades de pierre, la capitale messine de la Lorraine administrative laisse découvrir un dédale de petites rues animées et souvent piétonnes. Riche, l'architecture des maisons en pierre jaune sable tranche agréablement avec les austères constructions prussiennes du quartier de la gare, monumentale. Signe désuet entre tous, on y trouve un Café Dérouté, hors du temps. Mais la modernité est aussi partout présente. Dans les deux villes rivales se sont développées des technopoles solides, adossées, l'une à la recherche et à l'université, l'autre aux outils de la communication. L'École des mines ici, et l'implantation de Supélec, là, ont eu plus d'effet d'entraînement que beaucoup d'ambitieux programmes nationaux. Le commerce est actif, ainsi qu'en témoigne l'ouverture récente d'un immense hypermarché Auchan au bord de l'autoroute qui mène au Luxembourg, et dont il se raconte qu'il vient briser le monopole du groupe Carrefour, impliqué dans une sombre affaire de fausses factures à Toul.

D'où vient, alors, que la Lorraine se vive si mal, intérieurement, et qu'elle soit regardée par tout l'Hexagone, depuis des années, comme le lieu de toutes les dou-

A. La.

Le conseil régional

Président : Jean-Marie Rausch (France unie)
3 PC ; 21 PS ; 1 div. g. ; 13 centristes ; 9 UDF ;
18 RPR ; 5 FN ; 3 Verts.

Résultats des élections de 1986 par département

MEURTHE-ET-MOSELLE
(22 sièges)
Ins. : 469 039 ; abst. : 25,34 % ; suff. ex. : 335 491.
LO : 2,32 % ; PC : 10,44 % ; 2 élus ; PS : 32,07 % ; 8 élus ; MRG : 1,51 % ; UDF : 28,91 % ; 7 élus ; RPR : 14,74 % ; 3 élus ; FN : 9,97 % ; 2 élus.

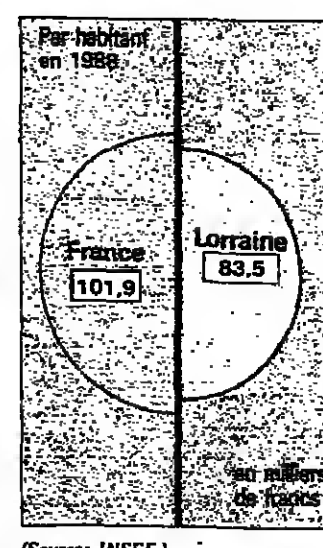
MEUSE (7 sièges)
Ins. : 139 877 ; abst. : 20,43 % ; suff. ex. : 105 878.
PC : 7,49 % ; PS : 36,15 % ; 3 élus ; Un. Dpp. : 45,42 % ; 4 élus ; FN : 10,92 %.

MOSELLE (31 sièges)
Ins. : 658 406 ; abst. : 22,38 % ; suff. ex. : 484 854.
PC : 6,82 % ; 2 élus ; PS : 24,34 % ; 8 élus ; MRG : 1,05 % ; UDF : 22,40 % ; 7 élus ; RPR : 20,59 % ; 7 élus ; CNIP : 8,81 % ; 3 élus ; FN : 12,05 % ; 4 élus ; Verts : 4,11 %.

VOSGES (13 sièges)
Ins. : 274 704 ; abst. : 21,01 % ; suff. ex. : 204 159.
PC : 6,06 % ; PS : 31,08 % ; 5 élus ; Alt. : 1,36 % ; UDF : 8,38 % ; 1 élu ; RPR : 39,95 % ; 6 élus ; div. d. : 1,59 % ; FN : 7,39 % ; 1 élu ; Verts : 4,15 %.

TENDANCES

• PIB



(Source : INSEE.)

• Budgets régionaux



(Source : ministère de l'intérieur.)

24/12/91

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

le malade
imaginaire de la sidérurgie

leurs industrielles ? De tout cela, justement. D'une agriculture riche, mais qui déperit en nombre. D'un train de vie relativement élevé, qui ne correspond pas à la réalité économique, et que l'U.P.M., l'Union patronale interprofessionnelle de la Moselle, va jusqu'à contester. « Les grandes surfaces n'apportent rien à la richesse de la région », proclame son président, qui ne saurait être démenti par M. Pierre Dap, banquier, président du Conseil économique et social, qui joue les Cassandres, spécialisé dans l'annonce des malheurs lorrains.

L'argument ? Entre ses 45 000 préretraités de la sidérurgie, qui coûtent 1 million de francs par tête à l'Etat, et ses 31 000 frontaliers, contre la moitié au début des années 80, la Lorraine vit, artificiellement, au-dessus de ses moyens. Pour avoir la paix sociale, « le pouvoir d'achat a été maintenu », et la consommation avec, observe-t-on de toutes parts. Cela ne saurait durer indéfiniment, et les plus pessimistes redoutent qu'un jour ceux qui travaillent au Luxembourg ou en Allemagne ne reviennent grossir le chômage dont le taux, par rapport à la population active, 8,5 % en septembre, est inférieur à la moyenne nationale. Moins sévères, les syndicalistes s'inquiètent toutefois d'un effet pervers qui relève François Introvigne. Les vieux sidérurgistes, qui ont toujours été des « seigneurs », sont actuellement capables d'assurer la subsistance de leurs enfants, devenus adultes, voire d'aider leurs familles, et ils repoussent d'enfant, via l'ANPE, leur entrée dans une vie active qui sera sans doute moins brillante que la leur. L'adaptation s'en trouve retardée, et les démissions menacent. Autrement dit, « avec des assistés, qui ont toujours eu que la tête », s'occupent-ils tout, la fabrication d'autres assistés, dont le travail n'est pas le problème. Une « vraie Cocotte-Minute ».

L'emprise de la mono-industrie

La sidérurgie, nous y voilà. Et, derrière elle, les mines de fer — la fameuse minette — et les bouillères, également meurtries. A leur sujet, les chiffres abondent, aussi terrifiants les uns que les autres. En quinze ans, 100 000 emplois ont disparu. Encore 77 000 en 1975, les sidérurgistes n'étaient plus que 14 500 en 1991. Il ne reste aujourd'hui que 14 000 mineurs de charbon, et ainsi de suite. Ce qui fut abusivement qualifié de « Texas français » dans les années 50, attirant tout ce que l'Europe de l'immigration comptait de forts à bras — Italiens, Espagnols, Yougoslaves, etc. — vit le terrible déclin de l'acier-roi, longtemps l'orgueil des nations puissantes. On se souvient des drames que cela a engendrés, en 1979, puis en 1984-1985, et à quelles décevantes révisions il fallut se résoudre. C'est à peine si, dans le même temps, on prêtait attention à l'interminable déconfiture du textile vosgien.

On connaît la suite, et elle a marqué la Lorraine pour des lustres. Les plans sociaux et la célèbre Convention générale de protection sociale (CGPS) qui autorisait les « cessations anticipées d'activité » à cinquante ans ; les programmes de solidarité pour la Lorraine et les milliers de francs en aides ; le coup de tonnerre de l'arrivée de Jacques Chirac, qui abandonnait son poste de numéro deux de la

CFDT pour devenir préfet chargé des reconversions, et la destruction des anciens hauts-fourneaux, montres rouillées sur des friches industrielles. Au fil du temps, le crissier de « Lorraine-Cœur d'acier », effigie emblématique d'une longue lutte, perdait sa crête, regardée par la sortie des camions de fournisseurs de matériaux pour la construction des routes. Pour les uns, la préretraite signifiait une « petite mort », les anciennes équipes, désœuvrées, se retrouvant pour jouer aux boules à Pompey ou à Longwy. Pour d'autres, avec des succès divers. Jamais il ne s'ouvrit autant de pizzerias, de cafés, jamais on ne vit autant d'artisans taxis reconvertis. « De nos chômeurs, il y en a jusqu'en Languedoc-Roussillon », ironisent ceux qui s'inquiètent du dépeuplement. Chaque année, 14 000 personnes quittent la région, et l'évolution démographique est devenue négative.

C'est alors que l'on redécouvrit les vieux traits caractéristiques de la Lorraine, que la sidérurgie avait fait oublier. Après tout, l'industrialisation n'était pas aussi ancienne, ici, que dans le Nord ou au Creusot. L'histoire, les guerres et les frontières, une économie de « confins », tournée vers le marché intérieur national, expliquent largement l'absence d'entreprises de transformation et la faiblesse endémique des services. Dominée par les maîtres de forge, soucieux de ne pas avoir de concurrence, la région avait été soumise à l'emprise paternaliste de la mono-industrie. A tel point que, de l'école au tissu économique, tout était conditionné par une seule activité. Peu de formation. Presque pas de créateurs locaux d'entreprises, dont le nombre est, en proportion, l'un des plus faibles de France. Un manque de culture entrepreneuriale, comme le disent maintenant les experts en développement.

N'en déplaise aux grincheux, ce paysage-là était en train de changer quand, de nouveau, l'annonce de 4 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie quitta la Lorraine en arrière, localement et dans le débat national. Une fois de plus, la Lorraine était associée à la mort de la sidérurgie. Comme autrefois on vit les Lorrains en appeler au soutien exceptionnel de l'Etat, comme ils l'ont fait à chaque crise depuis quinze ans. Manifestations, cris d'alarme d'hommes politiques rendus inquiets par l'approche des élections, rien n'a manqué, ces dernières semaines, pour rejouer le film de la même « sinistrose », bien que les sidérurgistes ne représentent plus que 2 % des effectifs salariés de la région.

Mais, au contraire des épisodes précédents, il y eut aussi des voix, en Lorraine, pour s'élever contre le catastrophisme ambiant. Quelques rares syndicalistes, des représentants de l'administration, dont le préfet de région, à qui on vient d'adjoint un ancien, Jean Bréna, chargé de mission en Moselle à la demande du parti socialiste, de nombreux chefs d'entreprise, surtout parmi les nouvellement implantés, et Jacques Chérèque, qui ne décolère pas, appelle à la lucidité et craint pour son œuvre. Signe des temps, tous protestent contre un reportage d'Antenne 2, tourné en septembre à Uzelange, qu'ils estiment injurieux. S'ils reprochent sa méthode à Francis Mer, PDG d'Usinor-Sacilor, qui a fermé précipitamment Lorraine puis n'a pas su maîtriser sa communication, ils sont d'accord sur le fond. « Les

choix et la stratégie permettront d'avoir, en Lorraine, la sidérurgie du vingt et unième siècle, assurent-ils tous. Il faut en finir avec l'image de la Lorraine qui pleure. La page est tournée ».

Pour attirer des investisseurs, se désespère Michel Viger, délégué général d'APÉLOR, une des structures chargées de trouver de nouveaux emplois, « nous n'avons pas besoin de cela ». Il le sait d'autant plus que la plupart des implantations nouvelles viennent de l'étranger et que, depuis dix ans, la Lorraine s'affiche comme étant la première région française d'accueil. Or, sur ce terrain, les résultats sont probants, si l'on veut bien admettre qu'ils supposent une mutation culturelle, les petites entreprises succédant aux grosses, à raison de 4 000 emplois supplémentaires par an depuis 1988.

La concurrence du Luxembourg

Année après année, la reconstruction s'opère. Dans le bassin bouillier, on crée maintenant plus d'emplois qu'on n'en perd. Pompey vient d'inaugurer une nouvelle usine, sur le terrain des aciéries. A Longwy, sur le PED (pôle européen de développement), la vie reprend là où étaient les hauts-fourneaux du « pays haut » et l'on attend l'installation d'Alfred Signal qui, avec 300 salariés et 1 milliard d'investissements, servira de locomotive. L'Est républicain et le Républicain lorrain, les deux grands quotidiens régionaux, saluaient à l'automne, dans de grandes enquêtes, exemples à l'appui, la renaissance de la Lorraine, tournée vers l'avenir moderne.

Cette réindustrialisation a ses vertueuses, aux succès éblouissants. Plus que d'acier, on fabrique des turbocompresseurs à Thionville-Vosges (650 salariés), filiale d'Alfred Signal, s'impose comme un modèle. Son patron français, Philippe Gallin, qui a fait l'école des mines de Nancy « parce qu'elle était dirigée par Bertrand Schwartz », croit à la région. Il a pris la présidence d'APÉLOR et, dans son usine, vient de s'ouvrir le premier centre d'apprentissage interentreprises qui mènera au bac professionnel. Ces succès commencent à donner des ailes à des entrepreneurs locaux. Les activités de services contribuent pour beaucoup à la vitalité de la région. Dans les Vosges, on parle beaucoup d'Alain Thirion, quarante-neuf ans, ancien professeur de physique-chimie, qui, à la tête de 41 sociétés qui réalisent 1 milliard de chiffre d'affaires, vient de reprendre les textiles des bottiers de Georges Perrin. En Meuse, Alain Regat, qui sort d'Usinor-Sacilor, court la même épreuve. Autant de Bernard Tapie locaux.

Tout le monde n'est pas convaincu, loin s'en faut. A la tête des « docteurs Tant-Pis », dont une partie du patronat régional, Pierre Dap même une accusation en règle, à laquelle rien ne résiste. Il utilise le Conseil économique et social pour tuer, en détail, « L'après-midi », clamé-il, « c'est pire que la pauvreté », pour fustiger des menaces à terme que la réalité statistique ne permettrait pas de voir. Ainsi du taux de chômage, qui ne tient pas compte des préretraités et des frontaliers. Ainsi de l'augmentation du PIB régional (+4,8 % en 1988-1989), supérieure à l'évolution nationale (+4,1 %), qui cache une perte de poids relatif.

Mais son vrai sujet de querelle, celui qui le fait sortir de ses gonds, concerne la concurrence déloyale à laquelle se livre le Luxembourg en matière de main-d'œuvre. Salaires plus élevés (de 20 %), cotisations sociales plus faibles, imposition à la source qui n'est pas restituée à la France (1,5 milliard), rien ne manque au procès, et pas même la mise en cause des méthodes commerciales, la TVA plus faible ruinant les commerçants lorrains, les pompistes et les concessionnaires automobiles en premier lieu. L'antienne est simple : « ils » prennent nos salariés et, non contents de les payer mieux, leur vendent des produits qu'ils n'abandonneront pas en France. La solution, selon M. Dap ? « Créer un glacis, ou faire une zone franche, dans la limite des 30 kilomètres de la zone frontalière ». Sinon, affirme-t-il, Forbach deviendra le Harlem de Sarrebruck, avec ses tranches de ménage, et cette partie de la Lorraine le Luxembourg d'un pays riche, le Luxembourg. Certains

employeurs ne sont pas loin de partager son point de vue, qui enragent de voir le personnel qu'ils ont formé aller travailler à l'étranger.

« C'est l'Europe ! », s'exclame Jacques Chérèque. On peut quand même travailler ailleurs si l'on gagne plus. Sans le vouloir, il met pourtant le doigt sur l'un des ressorts du traumatisme lorrain. Après s'être vécue comme un bout du monde, avec son industrie protégée — la sidérurgie — voilà que la Lorraine devient ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, une région transfrontalière. Le passage de l'un à l'autre ne peut pas se faire sans convulsions, ni sans injustices, avant l'harmonisation européenne. Ce que fait un petit Etat qui profite de ses puissants voisins n'est pas à la portée d'un grand pays, même pour protéger une bande frontalière. Et il faudra bien que les chefs d'entreprise lorrains tirent à leur tour les leçons du différentiel. La construction de l'Europe, dans une région vouée aux échanges futurs passe par là. Malgré les soubresauts d'aujourd'hui.

ALAIN LEBEAUE

La semaine prochaine
MIDI-PYRÉNÉES

Déjà publié : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Monde daté 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Corse (le Monde daté 24-25 novembre), la Franche-Comté (le Monde daté 1-2 décembre), l'Île-de-France (le Monde daté 8-9 décembre), le Languedoc-Roussillon (le Monde daté 15-16 décembre) et le Limousin (le Monde daté 22-23 décembre).

COUP DE CŒUR

Fou du roi

ESPIÈGLE, l'agitité d'un écureuil, François Introvigne a tout, à trente-six ans, « marié et deux enfants », pour rassembler, y compris physiquement, à un Cahn-Bandit dont il partagerait l'histoire et les rêves d'adolescent « mainien ». Gauchiste jusqu'en 1972, « établi » ensuite, comme on le disait alors de ceux qui abandonnaient leurs études pour militer, il a connu toutes les arcanes politiques, puis syndicales, à la CFDT, et na regrette rien. Le syndicalisme « de Taylor », celui qui se pratiquait selon un « jeu » convenu, at out pour le moindre revendication, « il fallait passer par la cour » et la meeting, il connaît. Trop bien.

Pourquoi a-t-il changé en 1985, au point qu'il a été malproprement licencié par la Fédération des métaux, et qu'il sent toujours la souffre pour une grosse partie de sa confédération, mal à l'aise devant ses initiatives ? Parce qu'il affirme-t-il, il faut s'interroger quand on perd 45 % de ses adhérents en trois ans. Tant pis pour les dogmes, mais on doit réagir si les « cathédrales » industrielles et la Lorraine s'effondrent.

Un père sidérurgiste, mort à coups d'heures supplémentaires, d'origine italienne lointaine, comme beaucoup : il sait d'où il vient et n'oublie pas. Cela l'autorise à prononcer quelques usages, encore difficiles à entendre dans la région. « Les sidérurgistes, il y en a marre. Qui est-ce que ce syndicalisme qui protège les uns et pas les autres ? », s'exclame-t-il.

Retourné à la base, la suite de son aventure perle pour lui.

A. L.

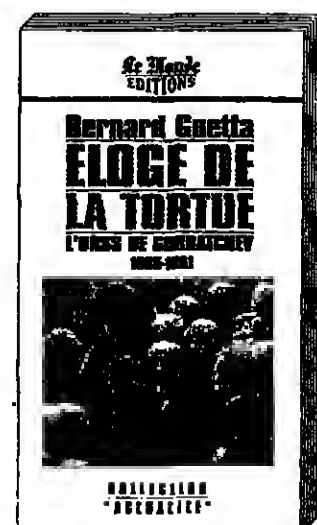
Depuis 1985, son syndicat, La métallurgie de Moselle, a doublé ses effectifs et pratique la transparence. Alors que tous les autres s'écroulent, il est devenu le sixième, en importance dans la région, au niveau national.

Ce syndicalisme de proximité, qui préfère la négociation à la casque, qui prône le partenariat exigeant à vanta les mérites du contre-pouvoir intelligent, prend des risques à la hauteur de ses ambitions. Depuis six ans, avec une association appelée Stratège at avenir, et tout un réseau de poissons-pilotes qui gèrent 3 millions de chiffre d'affaires, François Introvigne, mi-syndicaliste et mi-consultant, joue avec la fau, entouré de toute une équipe d'innovateurs comme lui. Sa structure, qui l'amène à rencontrer de grands patrons, dont Antoine Riboud, PDG de BSN, a pour objectif d'établir les liens d'un dialogue social où chacun aurait à apprendre de l'autre.

« Encore syndicaliste », François Introvigne songe maintenant à sa succession et se prépare à un autre virage de sa carrière d'énigmatisme pensant. Persuadé que la modernisation des rapports sociaux dépend de la hardiesse de quelques précurseurs, il ne peut pas s'empêcher de concourir par une boutade. « Je me fais payer pour dire aux patrons ce qu'ils doivent entendre, hein ? Les rois étaient moins cons qu'avant des fous ».

Le Monde
EDITIONS

LES NOUVEAUTÉS

COLLECTION
« ACTUALITÉ »

Eloge de la tortue
L'URSS de Gorbatchev
1985-1991

par Bernard Guetta
Les années qui ont changé le monde racontées par un témoin privilégié.

Hongrie

La transition pacifique
par Thomas Schreiber
Un diagnostic sans complaisance sur le « modèle » de l'évolution qui attend « l'autre » Europe.

COLLECTION
« LA MÉMOIRE DU MONDE »

Au Kremlin comme si vous y étiez

Khrouchchev, Brejnev, Gorbatchev et les autres sous les feux de la gloriole.

par Bernard Feron et Michel Tatu

L'histoire des maîtres du Kremlin révélée par la nouvelle presse soviétique.

« HORS COLLECTION »

Voyage avec Colomb

par Edwy Plenel

Le feuilleton de l'est du Monde. Une invitation au voyage dans un jeu de miroir où le présent se dévoile à la lumière du passé.

Les Grecs,

les Romains et nous

L'Antiquité est-elle moderne ?

Textes réunis et présentés

par Roger-Pol Droit

L'identité européenne redevient turbulente. Les meilleurs spécialistes s'interrogent sur l'héritage, le proche et le lointain, le semblable et le différent.

« BEAUX LIVRES »

Journal de bord d'une mise en scène

d'Antoine Vitez

par Éloi Recoing

Le récit d'une aventure théâtrale hors du commun, l'intégrale du Soulier de Satin de Paul Claudel donnée en Avignon en 1987.

Esquisses, notes et images du spectacle composent une étonnante monographie du souvenir.

Coédité avec le Festival d'Avignon, avec le concours du Centre National des Livres.

Album du

Festival d'Avignon 1991

sous la direction

de Colette Godard

Pour retrouver l'émotion d'Avignon et conserver la mémoire des spectacles.

Coédité avec le Festival d'Avignon.

COLLECTION

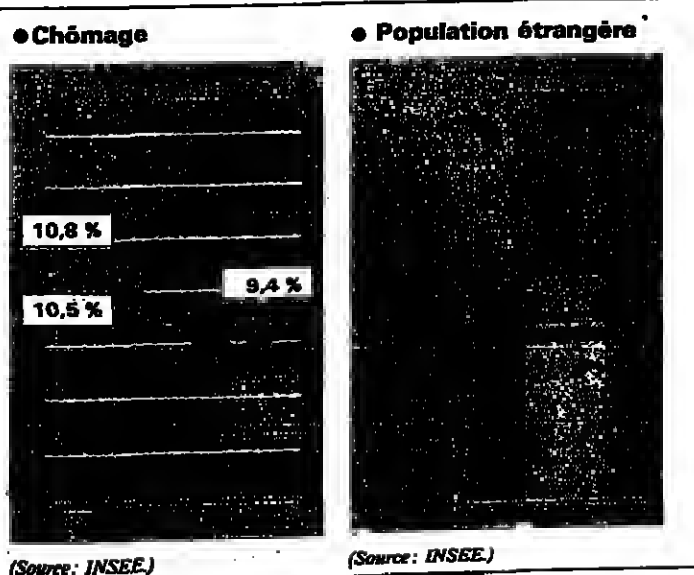
« VOS ÉTUDES »

Le Droit

par Jean-Paul Meyronnein et Claire Vital-Mareille

Les débouchés du droit s'accroissent mais le parcours des études reste semé d'embûches. Un guide pratique et critique, pour s'y retrouver.

EN VENTE EN LIBRAIRIE



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour un double meurtre

Mohamed Chara demande la révision de son procès

Agissant au nom de Mohamed Chara, M. Philippe Lemaire, du barreau de Paris, et M. Jean Gonnin, du barreau de Belfort, ont déposé, vendredi 27 décembre, une requête en révision de l'arrêt de la cour d'assises de la Somme du 12 février 1982 condamnant leur client à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre d'Irene Sobon et de sa fille Sandrine, commis le 6 février 1978 à Méricourt-sous-Lens (Pas-de-Calais).

Depuis la loi du 23 juin 1989, l'article 622 du code de procédure pénale autorise notamment le dépôt d'une demande de révision lorsque, après une condamnation, « vient à se produire ou à se révéler un fait nouveau ou un élément inconnu de la juridiction au jour du procès, de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné ». Il s'agit d'une formule plus large que celle du texte en vigueur jusqu'en 1989, selon lequel les ouvertures à révision n'étaient possibles que si le fait nouveau était « de nature à établir l'innocence du condamné ».

En ce qui concerne Mohamed Chara, ses défenseurs invoquent deux faits nouveaux : le premier a été rendu public le 9 octobre 1991 par une émission de La 5, diffusée à l'occasion du dixième anniversaire de la suppression de la peine de mort en France. Dans un film réalisé par Daniel Karlin et Rémi Lainé, intitulé *Le Dossier Mohamed Chara*, M. Claude Delalé, ancien

inspecteur de police du commissariat d'Avion (Pas-de-Calais), révélait que Chara avait subi des violences et « certaines pressions » pendant son interrogatoire (le Monde du 10 octobre 1991).

A l'époque, Chara s'était plaint, en vain, de « sévices » et, selon ses avocats qui disposent des déclarations écrites de l'ancien policier, les violences et les pressions psychologiques auxquelles il avait été soumis dès le lendemain, alors qu'il était toujours en garde à vue. C'est pourquoi, semble-t-il, sur la base de ces aveux et sur les déclarations de Jean-Luc Rivière, considéré par l'accusation comme le coauteur du double crime, que la cour d'assises du Pas-de-Calais a condamné les deux hommes à la peine capitale en 1980.

Après cassation, la cour d'assises de la Somme leur a également refusé les circonstances atténuantes en 1982. M. Lemaire par un codétenu de Rivière, indiquant que ce dernier n'avait pas participé au double crime. A l'époque, la rigueur des textes ne permettait pas une demande en révision, mais cet élément vient aujourd'hui s'ajouter aux déclarations de l'ancien policier et peut être rapproché d'un témoignage fourni, à la barre de la cour d'assises du Pas-de-Calais, par un autre codétenu de Rivière qui affirmait avoir reçu les mêmes confidences.

Le second élément nouveau est constitué par une lettre adressée en 1982 à M. Lemaire par un codétenu de Rivière, indiquant que ce dernier n'avait pas participé au double crime. A l'époque, la rigueur des textes ne permettait pas une demande en révision, mais cet élément vient aujourd'hui s'ajouter aux déclarations de l'ancien policier et peut être rapproché d'un témoignage fourni, à la barre de la cour d'assises du Pas-de-Calais, par un autre codétenu de Rivière qui affirmait avoir reçu les mêmes confidences.

Il appartiendra à la commission de révision, composée de cinq magistrats de la Cour de cassation, de décider si la chambre criminelle de la juridiction suprême doit être saisie du cas de Mohamed Chara. Pour cela, elle peut procéder, directement ou par commission rogatoire, « à toutes recherches, auditions, confrontations et vérifications utiles ». La décision, qui est motivée, n'est susceptible d'aucun recours. Mais si la chambre criminelle est saisie, elle se prononce à son tour et, si la demande est acceptée et s'il est possible de procéder à de nouveaux débats contradictoires, Mohamed Chara sera, à nouveau jugé par une autre cour d'assises.

MAURICE PEYROT

Après une intervention de la CFDT

Virgin Store condamnée à fermer le dimanche

Saisi par la fédération des services et le syndicat du commerce de Paris de la CFDT, le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris a interdit, vendredi 27 décembre, à la société Virgin Store d'ouvrir son magasin des Champs-Élysées le dimanche 29 décembre 1991 et les dimanches suivants sous peine d'une amende de 50 000 F par heure d'ouverture constatée.

Depuis le mois de décembre 1990, Virgin Store mène un combat pour l'ouverture du dimanche qui a entraîné de nombreuses décisions judiciaires dont les dernières fixaient à 400 000 F l'amende infligée par infraction journalière constatée. Aussi, depuis le 20 janvier 1991 Virgin Store s'était plié à la règle du repos dominical. Des dérogations lui avaient été accordées pour les dimanches 8, 15 et 22 décembre 1991. Mais la société envisageait d'ouvrir le 29 décembre en faisant valoir que, le 13 décembre, le comité central d'entreprise s'était déclaré, à l'unanimité, favorable à l'ouverture du dimanche.

En outre, Virgin Store soutenait que l'interdiction résultant de l'article L. 221-5 du code du travail est incompatible avec les règles communautaires européennes.

Dans son ordonnance, M. Emmanuel de Givry, juge des référés, estime que les textes européens « ne s'appliquent pas à une réglementation nationale interdisant d'occuper des travailleurs salariés le dimanche ». Après avoir relevé que le repos dominical est une règle « de caractère impératif » ayant « tous les effets d'une disposition relevant de l'ordre public social », le magistrat déclare : « La circonstance que des négociations internes à l'entreprise aient été en cours et que le comité central d'entreprise se soit déclaré favorable à l'ouverture du dimanche est sans influence sur la solution du litige en l'état actuel ». Le juge ajoute toutefois que cette « circonstance » est un élément « susceptible d'infléchissement de notre droit positif ».

M. P.

MÉDECINE

La Fédération protestante de France appelle à la vigilance en matière de bioéthique

La Fédération protestante de France s'est réjouie, dans un communiqué du 24 décembre, de la décision du gouvernement de soumettre prochainement au Parlement une loi-cadre fixant les grands principes en matière de bioéthique.

Elle souhaite toutefois que trois limites soient bien marquées dans ces textes : d'abord, estime la Fédération protestante de France, « le patrimoine génétique de l'humanité doit être strictement protégé des procédés d'identification ou de manipulation insouhaités ». Ensuite, ajoute-t-elle, « les actes de procréation médicalement assistée et de diagnostic prénatal doivent rester à un usage strictement thérapeutique. On ne saurait faire croire aux usagers que ces nouvelles techniques puissent répondre à toutes les demandes ».

Enfin, conclut le communiqué, « le principe de non-dépendance et de non-commercialité du corps humain doit être réaffirmé très fortement, dans un monde où les intérêts commerciaux se font envahissants (...) et à l'heure où l'Europe risque de devenir l'illot de toutes les dérèglementations possibles ».

LETTRES

La mort d'Hervé Guibert

Jusqu'au bout de la nuit

Suite de la première page

Photographe lui-même, Guibert préfère toujours l'instantané à la photographie résultant d'une longue pose. D'où vient que son esthétique, voire son éthique d'écrivain, ait consisté, pour le principal, à mettre la vie au net au fur et à mesure qu'il vivait ou qu'elle se déroulait devant lui, par une sorte de transcription immédiate et continue.

Des livres allaient se succéder, année après année, qui tiennent du roman — notamment *Des nouvelles*, le plus structuré — du récit, de la nouvelle, du journal intime. Pas de dessein apparent en eux, ni mélancolie, ni pathos, ni rien qui ne soit « écrit », si toutefois une imagination disciplinée, entraînée au « vrai », y collaborait, surveillée et comme garantie par le témoignage des sens.

Des emprunts au cœur ? Certes, mais sans trop solliciter la complexité du lecteur. Et pas d'autre énigme que celle de l'existence pour soi et de l'inadmissible murmure de cet autre qui en nous joue à être nous-mêmes, quand il ne rêve pas d'un dieu. Mais une torsion toute intérieure qui gagne la peau, des rages rompus en elles-mêmes, des angoisses innommables, tout ce qui est le lot commun des hommes, d'où qu'ils viennent et quels qu'ils soient. A quoi le véritable écrivain, après avoir atteint le Beau, qu'il voudrait dépasser, aimerait fournir une réponse, une expression, une forme.

A l'écoute de son corps

Aussi, dans chacun de ses ouvrages, où la vérité la plus crue cède par instants le terrain à une manière de tendresse implicite, on sent que, s'il apparaît comme le plus lucide des hommes et, par conséquent, le plus angossé, Guibert ne se changerait pas pour quelqu'un d'autre — et ne trahirait pas pour un autre le livre qu'il écrit, dans l'impossibilité où il se trouve de renoncer

à cette réalité qu'il a eue à portée de regard et de la main — à tel souvenir, à telle émotion, tel désir, cauchemar du Réel. En un mot Guibert a toujours fait bloc avec lui-même, son style coïncidant avec sa droiture d'esprit.

Il décède, en outre, dans *L'ami*, un nouveau rapport avec la mort, le malade du sida pouvant connaître, à quelques semaines près, la date de la fin. Et de découvrir dans la maladie « quelque chose de sur et d'éblouissant dans son atroce (...) un très long escalier qui menait assurément à la mort, mais dont chaque marche représentait un apprentissage sans pareil ; c'était une maladie qui donnait le temps de mourir, et qui donnait à la mort le temps de vivre, le temps de découvrir le temps et de découvrir enfin la vie ».

Des livres sur le mal inéluctable, il en proliferaient déjà quand, en mars 1990, il publia *L'ami qui ne m'a pas sauvé la vie*. Document, histoire clinique du sida, et roman de Guibert sur Guibert, le mémorialiste méticuleux et impitoyable du présent s'y montre à l'écoute de son corps, scrutant son visage, le travail de la mort qui y jardine ; guettant les progrès de son dépérissement, le point de non-retour ; bésitos entre les quelques dizaines de gouttes de digitale qui supprimaient le virus en arrêtant son cœur, et la lutte pour essayer de gagner quelques années, quelques mois, et écrire contre la mort, « tous les livres possibles, tous

ceux que je n'ai pas encore écrits (...) non seulement les livres de ma maturité anticipée mais aussi, comme des fleches, les livres très lentement mûris de ma vieillesse ».

Il décède, en outre, dans *L'ami*, un nouveau rapport avec la mort, le malade du sida pouvant connaître, à quelques semaines près, la date de la fin. Et de découvrir dans la maladie « quelque chose de sur et d'éblouissant dans son atroce (...) un très long escalier qui menait assurément à la mort, mais dont chaque marche représentait un apprentissage sans pareil ; c'était une maladie qui donnait le temps de mourir, et qui donnait à la mort le temps de vivre, le temps de découvrir le temps et de découvrir enfin la vie ».

« Construire sa vie... »

L'immense succès de ce livre, qui, de surcroît, allait attirer l'attention de tant de lecteurs sur les livres précédents, lui apporta un grand bonheur. Mais il croyait que l'écriture l'avait déserté. Aussi, pendant des mois, Guibert éprouva-t-il l'angoisse de son propre silence. Jusqu'au jour où, obéissant à une nécessité comme venue de plus haut que lui-même, il se retrouva immergé dans le monde resplendissant des mots, le cœur, comme autrefois, ouvert, et la plume, lumineuse, légère. Et ce fut,

encore autour du sida, le *Protocole compassionnel*, livre d'une très grande beauté stylistique, tout tremblant de la jubilation de vivre.

Ensuite, déjà au fond du gouffre, il en eut assez de raconter des histoires qu'il ne connaissait que trop pour les avoir vécues. Et le désir le reprit d'une écriture faisant un sort à l'imprévu : ce fut le très récent *Mon valet et moi*, qu'il sous-titrait « roman caennais ». En fait, fidèle jusqu'au bout à sa mission, dressant, face à la puissance de la maladie, le fragile rempart des mots, il n'eut pas arrêté de travailler — ni de lire, ni de voyager, se délectant des odeurs, des saveurs, des paysages ; sans une plainte, sans la moindre faiblesse sentimentale, prêt à jouer de la vie le temps qu'elle lui serait accordée.

On songe à ce paragraphe de Jean Genet : « l'un des écrivains qu'il aimait le plus, avec Thomas Bernhard, — dans le *Miracle de la rose* : « Il fallut qu'il élevât son destin comme on élève une tour, et qu'il donnât à ce destin une importance énorme, une importance de tour, unique, solitaire, et que de toutes ses minutes il le construisît. Construire se vit minute par minute en existant à sa construction qui es aussi destruction à mesure, cela vous paraît impossible... ».

Impossible, certes. Avant l'exemple, pour toujours vivant, d'Hervé Guibert.

HECTOR BIANCIOTTI

» Hervé Guibert a publié : chez Régine Deforges la *Mort propaganda*, 1977 ; et le même ouvrage, accompagné de textes d'adolescence, en 1991.

Aux éditions de Minuit : *L'Image fantôme*, les *Aventures singulières*, les *Chiens*, *Voyage avec deux enfants*, les *Libres d'Arthur*, les *Gangsters*, *Fou de Vincent*.

Aux éditions Gallimard : *Des aveugles*, *Mes parents*, *L'Inconnu*, *A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie*, le *Protocole compassionnel*.

Aux éditions du Seuil : *Mon valet et moi*.

Aux éditions Lieu commun : *Vies*.

A paraître : *Cytomégalo* (Seuil) et *L'Homme au chapeau rouge* (Gallimard).

SPORTS

RAID-MARATHON : le Paris-Syrie-Le Cap

La série noire de Citroën

Le Suédois Björn Waldegard (voiture Citroën ZX) et l'italien Alessandro De Petri (moto Yamaha 750 XTZ) ont gagné, vendredi 27 décembre, la deuxième étape du Paris-Syrie-Le Cap, disputée entre Syrie et le champ pétrolifère libyen de Sabah 74. L'Espagnol Salvatore Savin (Lada Samara) et Alessandro De Petri prennent respectivement la tête des classements généraux autos et motos.

SABAH 74 (LIBYE)

de notre envoyé spécial

Bâti sur une colline dominant un océan de terre creux, le vieux fort arabe de Tigrif aurait pu inspirer Dino Buzzati pour son *Désert des Tartares*. Des siècles durant, ses occupants — ottomans, arabes, puis italiens jusqu'à la dernière invasion italienne — ont dû y scruter inlassablement l'horizon pour tromper leur ennui. Vendredi 27 décembre, c'est au pied de ce fort, point le plus pittoresque d'une étape plutôt plate et monotone, parsemée de cailloux et de petites touffes d'épaveux, que Gilbert Sabine avait choisi de recevoir les concurrents après plus de 300 kilomètres de spéciale chronométrée.

L'attente du directeur de TSO (Thierry Sabine Organisation) n'a guère été froissée : ce jour-là, il n'y avait que deux motos et un seul pilote, Gilles Picard (Yamaha) et

La course endeuillée

La deuxième étape du Paris-Syrie-Le Cap a été endeuillée par l'accident de l'équipage, composé de Jean-Marie Soumillac et Laurent Lebourgeois, qui assurait l'assistance rapide des trois buggys de Jean-Louis Schlusser, Marc Joineau et Gérard Bourgois, le PDG de Duc de Bourgogne. C'est à quelques centaines de mètres de l'arrivée de la spéciale que le Land Rover est parti en tonneaux en pleine ligne droite. Ses deux occupants ont été tués sur le coup.

Jean-Marie Soumillac était un habitué du « Dakar » où il avait assuré l'assistance de Hubert Auriol lorsqu'il courait à moto. C'est au tout dernier moment qu'il avait accepté de prendre le volant du Land Rover pour ramasser Jérôme Soussier dont l'épouse avait dû être hospitalisée.

FAITS DIVERS

Dans la Nièvre

Une équipe de TF1 enquête et découvre un cadavre

Le cadavre d'un homme de soixante-trois ans, André Miloché, garagiste à Sauvigny-les-Bois (Nièvre), disparu depuis dix mois, a été découvert, jeudi 26 décembre, par une équipe de TF1. L'une des filles de la victime, résidant dans le Doubs, avait, en effet, fait appel à la chaîne dans le cadre de l'émission « Parda de vue ». Une équipe de TF1 s'était rendue sur les lieux, où elle découvrait le corps d'André Miloché tué par balles. Il gisait dans sa chambre, d'où se dégageait une odeur pestilentielle.

Le garagiste avait été tué par son gendre le 21 février dernier. Celui-ci, Jean-Louis Astier, quarante-deux ans, à qui la victime avait confié la gestion de la station-service-garage qu'elle possédait depuis environ trente ans à Sauvigny-les-Bois, a avoué son crime, vendredi 27. Il s

est le gendre de Miloché et d'Hubert Auriol étaient passés à proximité du fort. A l'arrivée, ces trois concurrents, qui avaient scrupuleusement respecté le road-book, avaient pourtant été nettement distancés.

Les d'habiter entre les pistes silencieuses du désert de Syrie, le Suédois Björn Waldegard, Alessandro De Petri, Bruno Saby et bon nombre d'autres concurrents naviguant au cap étaient tombés sur une piste en latérite beaucoup plus rapide pour rallier le champ pétrolifère de Sabah 74.

La victoire d'étape de Björn Waldegard n'a pas ramené le sourire dans le camp Citroën. Après le Suédois, relégué la veille à plus d'une heure des premiers, c'est au tour de Jacky Ickx d'accuser un retard de 55 minutes pour une erreur de navigation et, surtout, du Finlandais Ari Vatanen de perdre 2 heures 20 minutes sur un brio de moyeu. Peu avant le départ du Paris-Syrie-Le Cap, le quadropole vainqueur du « Dakar », qui s'estimaient mal payés par rapport aux pilotes du championnat du monde et mal considérés par la direction de Citroën, avait annoncé qu'il disparaîtrait probablement son dernier raid-marathon.

Vieilles habitudes des épreuves africaines, Ari Vatanen ignore pas qu'il est beaucoup plus facile de perdre deux heures en une étape que de les regagner à coups de minutes. Il lui reste dix étapes et plus de 6 000 kilomètres chronométrés pour relever ce nouveau défi.

GÉRARD ALBOUY

CLASSEMENT

Deuxième étape : Syrie-Sabah 74 (421 km dont 375 chronométrés)

Autos. — 1. Waldegard-Gallego (Sub-GR, Citroën ZX), à 29 min 32 s ; 2. Saby-Mémo (Fra., Mitsubishi Pajero), à 1 h 12 s ; 3. Savin-Pug (Esp., Lada Samara), à 7 min 11 s ; 4. Shinozuka-Magna (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), à 19 min 51 s ; 5. Fontenay-Musnier (Alsacien Pajero), à 23 min 11 s.

Motos. — 1. De Petri (Ita., Yamaha), à 4 h 12 min 40 s ; 2. Picard (Fra., Yamaha), à 27 min 8 s ; 3. Sandoz (Esp., Glavi), à 29 min 38 s ; 4. Wagner (Fra., Suzuki), à 32 min 56 s ; 5. Modesto (Ita., Glavi), à 34 min 17 s.

Classements généraux officiels

Autos. — 1. Savin-Pug, à 6 h 4 min 35 s ; 2. Saby-Mémo, à 2 min 15 s ; 3. Shinozuka-Magna, à 9 min 4 s ; 4. Larique-Dessalens (Fra., Citroën ZX), à 35 min 57 s ; 5. Schlusser (Fra., Proton Schuster), à 42 min 2 s.

Motos. — 1. De Petri, à 7 h 13 min 3 s ; 2. Fontenay-Musnier (Fra., Yamaha), à 7 min 21 s ; 3. Laporte (EU, Cagiva), à 7 min 57 s ; 4. Sandoz, à 8 min 35 s ; 5. Orioli (Ita., Cagiva), à 8 min 56 s.

Laurent Grevill,

La Magie du
chœur Glinka de
St Petersburg

MANUS SACH

CULTURE

Les alexandrins de Nanterre

Après Musset, Jean-Pierre Vincent invite Racine (« Britannicus ») et une tragédie moderne (« John and Mary »)

Après le romantisme rude de Musset, la tragédie. Après *Fantasio* et les *Caprices de Marianne*, au mois de janvier à Nanterre, Théâtre des Amandiers, il y aura des alexandrins. Pascal Rambert, auteur jeune, moderne et amoureux n'a pas craint d'en introduire dans *John and Mary* (1), sa dernière pièce, une «tragédie» inspirée d'ailleurs de *Bérénice*.

Mais surtout il y a le *Britannicus* de Racine (2) mis en scène par Alain Françon, créé en octobre à Lyon, au Théâtre du VIII^e. Un *Britannicus* à la fois classique et insolite dans un décor de Jacques Gabel, palais délabré à peine relevé d'un tremblement de terre...

On découvre les aspects détonnants d'une histoire qui semble inédite. Des personnages que l'on croyait connaître se révèlent, étonnant, effrayant, émeuvent. La distribution y est pour beaucoup. A côté d'Hélène Alexandridis-



Laurent Grevill est Neron, le «gosse effrayant» et Nada Strancar, Agrippine, la «mère criminelle»

Junie, d'Anne Bennet-Albine, il y a Burrhus-Vann Collette, Narcisse-Wladimir Yordanoff, et le «trio infernal» des monstres carnassiers et infiniment «civilisés»: Agrippine-Néron-Britannicus, c'est-à-dire Nada Strancar face à Laurent Grevill et Clovis Cornillac, qui, tous deux, abordent pour la première fois Racine, la tragédie, l'alexandrin.

COLETTE GODARD

(1) Du 21 janvier au 16 février, 21 heures dans la petite salle. Dimanche à 17 heures.
(2) Du 7 janvier au 2 février, à 20 h 30 dans la grande salle. Dimanche à 16 heures.

Clovis Cornillac, Britannicus teigneux

On l'a vu au cinéma dans des rôles de loupard, au théâtre, dans le *Mahabharata* et *Une lune pour les désertés*.

«Ma mère est comédienne (1), j'ai vécu le côté dur du métier. Le sport était mon échappatoire. Je me voyais boxer. Plus tard, j'ai rencontré des gens qui jouaient au tennis, et j'apprends.

«A mes débuts, moi qui viens de la rue, j'ai révéillé pognon, femmes, le côté frime. Les gens, dans le métier, ont parfois tendance à simplifier, ils encouragent : sois le premier. Le problème est ailleurs : il faut trouver sa propre trajectoire. La mienne a commencé par le cinéma, le film de Robin Davis, *Haré la loi*. Pendant que je faisais le casting, mes photos ont circulé. Peter Brook m'a convoqué, il auditionnait pour le *Mahabharata*. Il avait bien trois mille noms, mes chances étaient faibles. Moi, je m'en fichais, je ne le connaissais pas. J'ai joué le *Mahabharata* pendant deux ans, et, au moment de signer la tournée anglaise, j'ai bloqué. J'avais besoin d'autre chose.

«Pendant que je jouais, je tournais, et puis tout s'est arrêté en même temps. J'étais sur un film qui ne se faisait pas. Personne ne me proposait plus rien, et je me suis dit :

je change tout. Dérocher le téléphone et implorer - «S'il vous plaît, je voudrais travailler avec vous» - m'est impossible. Je ne peux pas. J'avais dix-sept ans, mon agent ne savait plus quoi faire. Je me suis fait inscrire pour devenir fils, et, au moment où je devais passer les examens, le film a démarré, puis j'ai enchaîné.

«Alain Françon, je l'ai connu par hasard, chez un ami qui était son anniversaire. Il y avait du monde, on était deux à s'ennuyer, lui et moi. Il n'était pas loquace, on s'est parlé vraiment. Deux semaines plus tard, il m'a appelé et m'a proposé un petit rôle dans *Une lune pour les désertés*, d'Engene O'Neill, j'ai craqué tout de suite. Je crois qu'on s'apprécie tous les deux, sinon il ne m'aurait pas appelé trois fois, il est peut-être maso, mais tout de même...

«Jouer *Britannicus* n'était pas évident, ne serait-ce que techniquement : je zozotais, j'ai dû travailler comme on dit. D'autre part, il s'agit d'un texte classique avec des alexandrins, et d'un personnage pale, pâle : le rôle n'est pas payant. Chez les autres, quand on est en position d'un sentiment, tout est là, écrit, on se raccroche. Pour moi, j'ai essayé de parler d'un sentiment qui serait

comme une pierre pas taillée, d'un jeune homme fou d'amour, et conscient de sa destinée tragique. Un jeune empereur dépossédé, mais qui ne pleure pas, tant la conviction d'être le César légitime est ancrée en lui. Elle lui donne un sentiment de supériorité, l'impression d'être en accord avec les dieux, elle lui permet de ne pas craindre la mort.

«A la limite, on peut imaginer qu'il pousse Neron à le tuer. C'est mon détre personnel : quand on lit une pièce, que l'on va jouer le personnage le plus crade, le plus nul, il faut bien trouver comment le défendre.

«Nada représente la tragédie hors pair. On pouvait le mettre sur scène telle qu'elle était le premier jour. Moi, je fais un maximum de propositions incongrues qui peuvent effrayer les autres, et, après une semaine, on commence à s'ajuster, c'est réglant. Françon vise l'indivisibilité des acteurs, il n'appartient pas à la catégorie de ceux qui cherchent le conflit, avec qui je ne peux pas travailler : je n'assume pas l'humiliation. Avec moi, c'est facile d'ailleurs, il suffit de me faire croire qu'on m'aime.»

(1) NDLR : Myriam Boyer.

Nada Strancar, Agrippine éperdue

Elle retrouve Nanterre après y avoir joué, pour Patrice Chéreau et avec Gérard Danthe, *Gertrud*, la mère de Hamlet.

«Quand Françon m'a demandé de jouer Agrippine, je n'étais pas montée sur scène depuis deux ans. Pourquoi? Je ne sais pas. Un manque d'envie. Après la *Gertrud* de Hamlet, je me sentais vidée. J'en ai profité pour changer d'activités. J'ai dirigé des stagiaires sur Cornille et Racine au cours Florent, j'ai un peu tourné. Et comme au cinéma on ne me connaît pas, on ne m'a pas confié de rôle important, ce n'était pas fatigant. Malgré tout, j'ai bien aimé, parce que j'ai échappé pendant un temps aux personnages de monstresse. J'y suis revenue avec Agrippine. Je n'avais pas joué Racine depuis *Phèdre* avec Vitez. Sa direction était totalement axée sur la forme, la musique. Dans *Phèdre*, chaque vers porte un sens et découle du précédent. Ici, la facture est plus baroque, il y a toutes ces citations historiques à intégrer. D'ailleurs, c'est en 1975 que j'ai joué *Phèdre*, je n'en suis plus au même stade.

«Agrippine, mère criminelle, a beaucoup en commun avec Gertrud. Dans les deux pièces, la grande scène d'explication avec le fils arrive au même moment de l'histoire. Mais franchement, je n'ai pas pensé à elle. Son rôle est beaucoup moins écrit. Elle est tout le temps là, au centre du drame, mais comme elle ne parle pas tellement, le peu qu'elle exprime doit frapper fort. Agrippine est plus cynique, plus politique. J'ai surtout cherché parmi les figures de femmes chefs d'Etat, entre mesdames Mao, Thatcher, Ceausescu... Le piège est là. Agrippine aime

passionnellement la vie, et son fils. Le pouvoir, c'est pour lui et à travers lui qu'elle le veut. Quand on a répété la scène où Agrippine parle avec Albine de Junie de cette femme qui arrive, va lui arracher l'amour de son fils et devenir maîtresse de Rome, j'ai brusquement compris. Le texte est extrêmement violent, d'une violence très crue malgré la farnesse musicalité racinienne, et d'une clarté terrible.

«Agrippine érie à Neron qu'il est le produit du sang, du sperme, du bordel. Ce n'est pas quelque chose que Gertrud pourrait avouer. Agrippine détient un pouvoir gigantesque et fragile. Elle a tout fait et imagine qu'elle va continuer. Je n'ai pas, comme avec Gertrud, à prouver qu'elle est le pivot de l'action, puisque la pièce est construite autour d'elle. Sans rien perdre, je peux jouer à fond son côté viscéral.

«Chez Agrippine, tout est viscéral. En tout cas, ce jour que raconte la pièce, elle a perdu ses facultés de raisonnement. Ce jour-là, elle qui a monté un empire ne comprend plus rien, se trompe sans cesse sur la façon dont elle devrait se comporter et agir sur les gens qui la servent. Elle ne sait plus rien, se montre incroyablement maladroite, en perte d'intelligence, dans un état proche de la folie, incapable de penser normalement, politiquement. Elle n'est plus que passion. Elle est la tragédie.

«Quand j'ai dirigé les stages chez Florent, je me suis aperçue à quel point les classiques sont concrets. Cornille est plus lourd, plus compliqué, sa rhétorique est redondante. Il écrit vingt vers pour en expliquer un. Avec Racine, au

contraire, il faut prendre garde à ne pas tirer sur la ficelle et laisser venir des alexandrins qui semblent couler de source. Sinon, on risque d'être broyé par la masse. Quoi qu'il en soit, malgré les contraintes des douze pieds avec ceure, de la règle des trois unités, plus on s'accroche au concret, plus on peut lâcher la bride à son imagination. Les personnages ne connaissent pas de limites. On peut tout faire.

«Généralement, j'apprends le texte en répétant. Cette fois, je m'y suis collée avant, sans imaginer le jeu, mais en essayant de comprendre chaque bribe de phrase, et ça n'a pris beaucoup de temps. On doit absolument savoir comment fonctionne la phrase, s'y reconnaître dans les multiples inversions, dans toutes ces règles grammaticales oubliées. Ce ne sont pas des détails, la compréhension en dépend. On rencontre le même type de problèmes avec Marivaux. Lui aussi a écrit de beaux rôles de femmes. Lui aussi utilise un vocabulaire simple et donne, par la construction des phrases, la complexité d'une pensée qui bouge tout le temps. Lui aussi est capable de rendre cinglé. Mais ce sont mes deux auteurs préférés. J'ai eu de la chance dans ma vie d'actrice.»

Rectificatif. - Une erreur s'est glissée dans l'article *Faisalles* cité Japon (le Monde daté du 28 décembre). Il fallait lire : Nadine Gasc, conservateur du département «textiles et mode», du Musée des arts de la mode à Paris. Pierre Burgé est président de l'UEAC (Union française des arts du costume) depuis juin 1991 et Florence Muller, directrice.

Laurent Grevill, Neron émerveillé

C'est dans Platonov, à Nanterre, qu'on l'a d'abord remarqué, puis il y a eu le *Chemin solitaire* et Camille Claudel au cinéma.

«Je vois en Neron un gosse effrayant, de ceux dont on dit «Quand on voit la mère, on voit le fils». Il n'est pas minuscule, il est le fils de cette femme. Un adolescent qui découvre l'amour, qui, pour la première fois, prend sa vie en charge. J'ai éprouvé cette sensation quand j'ai décidé d'arrêter mes études pour faire du théâtre. C'était pour moi une vraie transgression. Neron est déboussolé par cet amour qui lui tombe dessus, dont il ne sait pas se débarrasser, qui l'oppose à sa mère, lui ouvre une porte. En une journée, son existence bascule.

«Immédiatement, il a son morceau de bravoure, voilà le premier problème. Le terrain, c'est vrai, a été préparé pendant le premier acte, mais dès qu'il entre en scène, il raconte cet amour qui va déterminer la suite. Il faut que ce soit fort et vrai. Le dédicé est venu en jouant le gamin émerveillé qui aurait rencontré le Père Noël ou E. T., tellement heureux qu'il a besoin de le dire. Un état d'enfance qui, avec pareil texte, ne s'installe pas de lui-même. Sans technique, l'alexandrin devient vite laborieux. On doit se mettre dans la tête des liaisons que l'on trouve ridicules, mais auxquelles on ne peut pas échapper, avec en plus le «e» muet à prononcer pour arriver

aux douze pieds. Je suis lent, les autres s'inquiètent. Nada et Yordanoff m'ont beaucoup aidé, Françon lui-même n'a pas l'expérience de la tragédie.

«J'ai, par moments, l'impression de me trouver dans un polar, avec, en plus, la violence de la relation Neron-Agrippine. Ils forment un couple de fous, vraiment dangereux parce qu'ils détiennent tous les pouvoirs. Françon nous a poussés vers des brusques changements d'humour, des prises de conscience fulgurantes. Il nous piège, c'est sa façon de travailler. Il nous laisse toujours entre deux solutions, sans s'arrêter à vérifier si c'est ou non satisfaisant. On avance, il nous regarde aller, puis on revient au point de départ, c'est parfois douloureux. Il ne nous met pas en confiance. Il peut se montrer content et, le lendemain, nous demander autre chose.

«La rigueur ne me gêne pas, au contraire. J'ai lu un peu Tacite et me suis rendu compte de ce que signifiait, à cette époque, «maître du monde». Le pouvoir, je n'ai pas à y penser puisque Neron le possède et qu'il a été élevé dans cette idée. Burrus, Agrippine, les autres en parlent, pas lui.

«Jusqu'à ce jour où il ordonne la mort de Britannicus, Neron a été un garçon raisonnable, tous le disent. Et puis les circonstances, son coup de foudre pour Junie, sa rupture avec sa mère, le font entrer dans une autre logique qui le mène

à cette transgression. Il ne s'agit plus d'un jeu. Britannicus est vraiment mort devant lui, et il a vu. Il a vu aussi qu'il pouvait prendre impunément ce genre de décision. Il y a de quoi devenir fou, mais de là à prévoir qu'il va incendier Rome, non. Agrippine sait. Pas lui.»

Le voyage en Egypte

Que faire quand on aime et qu'on est séparé? Réver de Bérénice, et écrire. C'est ce que fait Pascal Rambert.

«Je suis tombé amoureux au moment où m'a été accordée une bourse d'écriture, hors les murs. J'avais choisi l'Orient. On m'a envoyé en Egypte. Je suis parti le 6 janvier 1991, une semaine avant le déclenchement de la guerre du Golfe et suis resté cinq mois, fixé à Alexandrie sans pouvoir voyager. L'hiver. Des semaines entières sans parler à personne. Mais j'ai appris un peu d'arabe, et après tout j'étais venu pour écrire.

«De la guerre, je n'ai rien vu. Le soir, vers 8 heures, on éteint le centre culturel, je pouvais regarder un quart d'heure de journal télévisé français. Les Egyptiens qui se trouvaient au front ont morflé, mais la vie continuait... Là-bas, on prend un taxi pour faire cinq cents mètres, et le chauffeur vous dit «d'accord si Dieu le veut». On finit par penser qu'effectivement quelque chose de terrible ou de merveilleux peut se passer, mais que Dieu voudra peut-être bien vous laisser ruer cinq cents mètres.

«Ces cinq mois vécus dans ce climat étrange ressemblent sans doute dans deux ou trois ans. *John et Mary*, c'est autre chose, c'est la séparation, c'est Bérénice. Une tragédie. Dae gans qui s'aiment, obligés, après une nuit de cauchemar, de partir chacun de son côté. Ma première pièce entièrement

écrite loin de l'équipe avec laquelle je travaille depuis nos débuts à Nice. Nous formions un groupe, réunis par le besoin de fuir nosangoisses. J'avais reçu le choc des Moïres de Vitez, dont les acteurs me semblaient des figures médiévales, presque abstraites, des hiéroglyphes avec, sortant de la bouche, des oriflammes sur lesquelles est écrit un texte en latin.

«Je me définis avant tout comme «auteur», même si mes premiers spectacles étaient sans paroles. J'ai écrit, de façon purement effective, pour seize comédiens qui m'étaient proches, dans un esprit d'utopie égalitaire, sans «rôle principal». Ensuite, il y a eu les *Parisiens*, le travail avec Jean-Paul Rousillon, un bonheur. Le spectacle créé à Avignon, trop long m'a-t-on dit de toutes parts, n'était pas prêt. Moi non plus. A présent, je le suis davantage.

«Puisque je suis également metteur en scène, je m'interroge sur ce que l'on voit, sur la manière de faire voir. Le réalisme me fait fuir. Je ne m'entendrais pas avec des acteurs qui montrent à quel point ils ont compris. Je suis émerveillé par le style de Claude Régy : une représentation lisse à l'extérieur, bouillonnante à l'intérieur. Un grand engagement, un apparent détachement. Je suis très influencé par le peintre, par Yves Klein. Le figuratif me bloque. Au théâtre aussi.»

En CD et cassette :

La Magie du chœur Glinka de St Petersburg

GRANDS CHŒURS et CHANTS SACRES DE RUSSIE

CHŒUR GLINKA de SAINT PETERSBOURG

Fondé en 1479

TELDEC

IMMENSE HARNONCOURT

BEETHOVEN

LES 9 SYMPHONIES

The Chamber Orchestra of Europe

MOZART

COSI FAN TUTTE

Marglone - van der Walt - Ziegler

Cachemilla - Stelger - Hampson

Royal Concertgebouw Orchestra Amsterdam

SPECTACLES

THÉÂTRE

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première

sont indiqués entre parenthèses.)

Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium

(43-74-66-61). Jeudi, vendredi, samedi (idem.), à 20 h 30

(28).

SANS RANCUNE. Enghien,

Théâtre du Hall-Garnier (34-12-

65-88). Jeudi, vendredi, samedi,

lundi, mardi (idem.), 20 h 30 ; dim.

15 h 30 (28).

AKTÉON-THÉÂTRE (43-36-74-62).

Les Lettres de la marquisse : 16 h. Com-

ment vous le dire : 22 h.

ANTOINE - SIMONS-BERTRAND (42-09-

77-71). Puzi : 20 h 45, dim. 15 h.

ARCANES (43-38-19-70). La Valse avant

la nuit : 20 h 30, dim. 17 h.

ATELIER (46-08-48-24). L'Antichambre

: 21 h, dim. 15 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3).

QUAI MALAKAIS (40-51-84-53).

Exercices de style : 19 h, dim. 15 h 30.

BOBINE (43-27-75-75). Bernard

Mabius : 21 h, dim. 15 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).

Ombelle : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Thé

à la menthe ou T'es citron : 17 h et

20 h. Collar de nouilles : 19 h. Les

Couleurs de la honte : 22 h.

CARTOUCHERIE ÉPÉE DE BOIS (48-

08-39-74). La vie est un songe :

20 h 30, dim. 15 h.

CARTOUCHERIE THÉÂTRE DE

L'AQUARIUM (43-74-66-61). Les

Vœux du président : 20 h 30, dim.

16 h.

CARTOUCHERIE THÉÂTRE DU

SOLEIL (43-74-66-61). Iphigénie à

Aulis : 15 h 30 et 18 h 30. Cinq

Agamemnon : 13 h. Les Châliques : 13 h.

CASINO DE PARIS (49-96-86-99).

Peter Pan : 17 h et 20 h 30, dim.

14 h 15 et 17 h 15.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-

44-45). Vœux de la communauté dans la

salle : 21 h, dim. 15 h.

CHATEAU-THÉÂTRE MUSICAL DE

PARIS (40-28-28-40). West Side

Story : 15 h et 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-90-51-31). Mes

parents sont de grande envergure que j'ai

eus quand j'étais petit : 20 h 30, dim.

16 h. Sans titre : 22 h, dim. 17 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERS-

ITAIRE (45-89-38-89). Le Mariage

forcé : la Comtesse d'Escarbagnas :

21 h, dim. 17 h. Le Cadeau. Le Transbè-

reux : 20 h 30, dim. 16 h.

COLLÈGE NÉERLANDAIS (40-76-

50-00). Les Possédés : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-

43-41). Les Trois Filles de Mme

Alcan : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE FRANÇAISE (40-15-00-15).

La Tragédie du roi Christophe.

20 h 30. Salle Richelieu. Iphigénie :

14 h. Le roi s'amuse : 14 h.

CRYPTE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE

SAINT-EUSTACHE) (42-21-05-48). Le

livre de la pauvreté et de la mort :

20 h 30, dim. 16 h 30.

DAUNOU (42-51-59-14). Cœur à

la Grande Orchestre du Splendid : 20 h 45,

dim. 15 h 30.

DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02).

Le Diable tentateur : 16 h. Gaieté

comme Condors : 21 h.

DEUX ANES (45-06-10-28). Cresson

ou l'enfance : 21 h, dim. 15 h 30.

EDGAR (43-20-65-11). Les Faux

Jurons : 20 h 15. Les Babes cadres :

22 h.

EDOUARD VII SACHA GUITRY (47-

42-59-92). Décalé : 17 h et 20 h 45,

dim. 15 h 30.

ELORADO (42-61-44-16). Monsieur

Amédée : 16 h et 21 h.

PARIS EN VISITES

LUNDI 30 DÉCEMBRE

« Le Marais. Hôtels et jardins. Place

des Vosges, 10 h 30 et 14 h 30,

métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau

(Art et Histoire).

« La maison de Nicolas Flamel

(1407) et autres vieux logis parisi-

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Au

pays des enfants de Cham : 20 h 30,

dim. 18 h.

ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51).

Soleil d'été : 20 h 30.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le

Mariage de Figaro : 16 h, dim. 15 h 30.

La Mouette : 20 h. Vœux de la honte

dans la vie : 22 h, dim. 18 h. Dim.

Baudelaire à l'école : 17 h 30.

ESSAÏN DE PARIS (42-78-48-42).

Salle I. Une mouche en novembre :

20 h 30, dim. 16 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des

veuves : 20 h 30 et 20 h 45.

GAITE-MONTMARTRE (43-22-

19-16). Voltaire-Rousseau : 20 h 45,

dim. 15 h.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-

90-06). Les Bidochons, histoire

d'amour : 16 h et 20 h 15.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-

03-39-03). Opéra bulles : 12 h 23 et

12 h 21.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-

40-06). Les Bidochons, histoire

d'amour : 16 h et 20 h 15.

LIBERTÉ : 20 h 30. Le Ticket :

22 h 15.

GYMNASIE MARIE-BELL (42-46-

79-79). Les Bidochons, histoire

d'amour : 16 h et 20 h 15.

HALL SAINT-PIERRE (42-59-74-12).

Les Origines de l'homme : 15 h.

HÉBERTOT (43-67-23-23). La Contre-

basse : 21 h, dim. 16 h.

HÔPITAL ÉPHEMÈRE (48-27-82-82).

Le Chant du coq et fin de programme :

21 h.

HOTEL LUTETIA (45-01-25-75). A la

rencontre de Marcel Proust : 17 h et

21 h.

HUCHETTE (43-26-36-99). La Canta-

trice cheuve : 19 h 30. Le Léopon :

20 h 30. Piste à New York : 21 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-75-99). Cuisine et

Dépendance : 21 h, dim. 15 h.

LA VILLETTE GRILLE (47-07-22-11). Le

Moine Apparat : 20 h 30.

LE FUMAMBLEL THÉÂTRE-RESTAU-

RANT (42-23-86-83). L'Apocalypse,

version pauvre : 20 h 30, dim. 17 h.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Le

Monte-plais : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Théâtre noir. Le Petit Prince : 16 h 45.

La Nuit et le Moment : 20 h. Noue,

Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30.

Théâtre rouge. Bereshit : 16 h. Mode-

moiselle Else : 20 h. Oncle Vanis :

21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). N'écoutez

pas, mesdames : 17 h et 21 h, dim.

15 h 30.

MARAI (42-78-03-53). Jugement :

16 h 30, dim. 15 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41). Le Drame de

chez Maxim : 20 h 30, dim. 15 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74).

Généralissime Charles Brasseur : 17 h et

21 h, dim. 15 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Calfège :

20 h 45, dim. 15 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00).

Cherub : 16 h 30.

MÉTAMORPHOSIS (THÉÂTRE

SALON D'ENCHANTEMENTS) (42-61-

33-70). Marchand de rêve : 21 h,

dim. 16 h.

MICHEL (42-85-35-02). Derling

Chérie : 21 h 15, dim. 15 h 30.

MICHOUD (42-77-03-22). Plaisirs

de l'été : 17 h et 20 h 30, dim. 16 h.

MOGADOR (48-78-04-04). Les Misérables

: 15 h et 20 h 30.

MONTMARTRE (42-22-77-74).

Calamity Jane : 21 h, dim. 15 h 30.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-

77-74). Les Patients : 16 h 30 et 21 h,

dim. 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-78). Les

Jumeaux : 16 h 30 et 21 h 30, dim.

15 h.

ŒUVRE (48-74-42-52). Le Métré :

21 h, dim. 15 h.

OLYMPIA (47-42-25-49). Jean

Rousseau : 20 h 30, dim. 17 h.

PALAIS DES GLACES (GRANDE

SALLE) (42-02-27-17). Jean-Marie

Bégar : 17 h 30 et 20 h 30.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-80).

RANELAGH (42-88-84-44). Le Bouffon

et le Roi : 21 h, dim. 17 h.

RENAISSANCE (42-08-18-60). Chantal

Gallie : 21 h.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un

petit goût d'Arie : 20 h 30. Le Strada :

20 h 30, dim. 17 h 30.

SAINT-GEORGES (43-78-63-47). Enfin

seule ! : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).

Je m'embrasse : Paul Adam : 20 h 30.

Louis Helmet : 22 h.

SHOW-BUS (42-62-38-58). Dim. Show

Bus : 14 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-

21-63). Un couple au Splendid :

20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-

23-36-10). Les Jours se traitent, les

nuits aussi : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 13 (45-88-62-22). Une envie

de tuer sur le bout de la langue :

20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE CLAVEL (42-36-22-56).

Amour trépassé : 21 h, dim. 16 h 30.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (48-06-

10-17). Coup de chepeau au

cinéma

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

SAMEDI

Le Juge et l'Assassin (1978), de Ger-

ard Taver-

niet. 15 h ; Out of the blue

(1981, v.o., s.t.f.). De Dennis Hopper,

17 h 15 ; Escape (1984, v.o.), de Joseph

L. Mankiewicz, 19 h ; La Loi du

silence (1952, v.o.), d'Alfred Hitchcock,

21 h.

DIMANCHE

Alice n'est plus ici (1975, v.o., s.t.f.), de

Martin Scorsese, 15 h ; Le Château du

Dragon (1946, v.o.), de Joseph L. Man-

kiewicz, 17 h ; The Baron of Arizona

(1950, v.o.), de Samuel Fuller, 19 h ;

Laure (1944, v.o.), d'Otto Preminger,

21 h.

PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

SAMEDI

Le Jardin d'Allah (1938, v.o.), de

Richard Boleslawski, 18 h ; The Spoilers

(1942, v.o.), de Ray Enright, 20 h.

DIMANCHE

Madame veut un bébé (1942, v.o.), de

Mitchell Leisen, 18 h ; Gigolo (1976,

v.o., s.t.f.), de David Hemmings, 20 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-76-37-29)

SAMEDI

Homage à la Warner Bros. : Moby Dick

(1956, v.o., s.t.f.), de John Huston,

14 h 30 ; Le Vaisseau fantôme (1941,

v.o., s.t.f.), de Michael Curtiz, 17 h 30 ;

Une étoile est née (1954, v.o., s.t.f.), de

George Cukor, 20 h 30.

DIMANCHE

Homage à la Warner Bros. : Indiscret

(1956, v.o., s.t.f.), de Stanley Donen,

14 h 30 ; La Ville gronde (1937, v.o.,

s.t.f.), de Mervyn Le Roy, 17 h 30 ; l'in-

connu du Nord-Express (1951, v.o.,

s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,

porte Saint-Eustache,

ÉCONOMIE

Les difficultés du groupe multimédias

Une chaîne sur les bras

L'alternance avait été fatale à La 5 première mouture de MM. Saydoux et Berlusconi, jugée coupable des fautes présidentielles dont elle avait bénéficié à sa création. La finance a eu raison des deux tentatives suivantes, celles de M. Hirsant, puis de M. Lagardère - toujours flanqués du signor transalpin. Ce triple échec est évidemment de nature à refroidir tout repreneur. Ils pourraient donc logiquement triompher, ceux qui martelaient depuis longtemps que cette chaîne de trop. Mais, outre l'indécence qu'il y aurait à se réjouir des inévitables suppressions d'emplois, l'abandon d'Hachette pose à tout le monde - hormis à M. La Lay, patron de TF1 - plus de problèmes qu'il n'en résout. Cet échec sonne le glas des tentatives de créer un second pôle privé puissant, précisément pour contrebalancer l'influence de la Une, effort ouvertement encouragé par le CSA et plus discrètement mais tout aussi fermement par le pouvoir. Après les personnalités de La 5, déjà pris en otage dans ce maelström, le risque se rapproche également de voir le public prisonnier d'un écran noir. Quelles qu'en soient les raisons, ce retour en arrière unique au monde serait mal perçu chez des électeurs - pour ne rien dire des élus qui ont financé, parfois à grands frais, de nouveaux émetteurs. Les fabricants d'images, auteurs et producteurs, enfin, voient d'un coup se tarir environ 15 % de leur marché, sans être assurés d'un report sur les autres chaînes. Alors, que mettre à la place de La 5 ? La SEPT et une chaîne musicale ? Il faudrait faire cette diffusion (plus de 200 millions de francs), irriter un peu plus tous les défenseurs du câble, déjà mal en point, et expliquer dans les banlieues pourquoi Hamlet remplace Mike Hammer. Une chaîne d'information, comme l'idée en a germé dans certains cercles. Sa rentabilité est élastique, et la question de son contrôle explosive. Une chaîne du «second marché», visant modestement un public de l'audience en rediffusant des fictions françaises et en ouvrant ses écrans aux œuvres européennes ? L'idée, récente et dont la viabilité reste à démontrer, séduirait certains producteurs.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Recherché pour fraude fiscale

M. Giancarlo Parretti est arrêté à Rome

Le financier italien M. Giancarlo Parretti a été arrêté vendredi 27 décembre à l'aéroport romain de Ciampino alors qu'il s'apprêtait à rejoindre en jet privé la Tunisie. L'arrestation est l'œuvre de la police des finances de la ville sicilienne de Syracuse, où le financier est accusé de fraude fiscale et d'association de malfaiteurs.

M. Parretti avait transféré dans cette ville plusieurs sociétés où il figurait personnellement ou à travers des prête-noms - dont une dizaine seraient aussi recherchées par la police. C'est également à Syracuse que son quotidien *Il Diario* avait fait faillite dans des conditions troubles.

M. Parretti est aussi accusé depuis décembre par un magistrat romain d'une énorme affaire de fraude fiscale (plus de 600 millions de francs en quatre ans). Enfin, on attend prochainement le jugement du tribunal du Delaware, aux États-Unis, dans le conflit qui oppose M. Parretti et le Crédit lyonnais pour le contrôle de la Metro-Goldwyn-Mayer (le Monde du 8 octobre).

C'est l'acquisition controversée de cette firme cinématographique qui avait rendu M. Parretti célèbre dans le monde. Auparavant, le gouvernement français avait bloqué son acquisition de Pathé Cinéma, au terme d'un feuilleton de deux ans. La fortune de M. Parretti a toujours été soupçonnée d'être d'origine douteuse. (le Monde du 16 juin 1990).

Hachette prêt à abandonner La 5

Suite de la première page

Le choix d'Hachette est clair : plutôt se désengager que mettre le groupe en danger. En ravalant le titre Hachette de 15 % ces deux derniers jours, les milieux financiers ont anticipé clairement ce désengagement de l'audiovisuel.

Ce retrait résulte aussi de la solitude de l'opérateur. Les autres actionnaires n'ont pas jugé bon de poursuivre eux aussi l'aventure. Le groupe Berlusconi, principal co-actionnaire de La 5 (25 % du capital) aux côtés de Hachette, n'a pas voulu injecter d'argent frais. Lourde ment endetté par des opérations de croissance externe dans les secteurs de l'édition (Mondadori) et de la distribution (Snam), le groupe italien n'a, semble-t-il, pas les disponibilités nécessaires.

Quant aux actionnaires minoritaires, les groupes de MM. Robert Hirsant et Jean-Marc Vernes, ils ont déjà été échaudés. Leur échec commercial sur La 3, entre 1987 et 1990, ne les incite guère à voler au secours d'une chaîne qui a failli les ruiner. Il n'y a que deux jours heureux dans la vie d'un opérateur de chaîne de télévision : celui où il reçoit l'autorisation d'émettre et celui où il passe la main, disait M. Hirsant en 1990.

Une opposition interne au groupe

Dès lors, les banquiers ne pouvaient que suivre. Les actionnaires refusent de mettre au pot, le Crédit lyonnais, le CCF, la banque d'affaires Kleinwort Benson, la Société générale n'avaient pas de raison de risquer plus avant leurs capitaux. Hormis le renouvellement prochain de conventions de trésorerie, ils sont donc plutôt songeurs d'un retrait du groupe Hachette.

Au-delà de ces considérations financières, la décision a, semble-t-il, été conditionnée par une double contrainte. La première est celle des barons du groupe. Dès 1990, une opposition interne à l'entrée dans la chaîne s'était manifestée. Notamment du côté de Maitre, l'autre branche du groupe de M. Lagardère. La direction ne se montrait pas très chaude pour renouveler l'aventure désastreuse du Paris-Saint-Germain. A l'heure des comptes, Hachette doit évidemment tenir compte de cette opposition.

La seconde contrainte est, bien entendu, l'attitude de l'État. Adopté par le Conseil supérieur de l'audiovisuel vendredi 27 décembre, son texte n'indiquait pas de doute que les engagements souscrits en octobre 1990, [par le groupe Hachette] notamment en matière de budget de programme, devaient être respectés. Autrement dit : soit La 5 respecte ses engagements, soit elle se retire.

Il est vrai que le plan de «renforcement» de la chaîne soumis au CSA par Hachette s'éloigne par trop des promesses initiales. Bien que peu de

précisions aient été données, les mesures proposées au CSA correspondaient à un plan de survie. La réduction drastique des coûts de gestion, ainsi que la fusion de la régie publicitaire et de la rédaction avec celles d'Europe 1, (20 % du total des recettes étaient affectés au seul fonctionnement de la rédaction) ont été présentés comme le seul moyen de remettre la chaîne à flot d'ici deux ans. Cette remise à niveau était un préalable indispensable à l'entrée de nouveaux partenaires.

Ecran noir

Au-delà des apparences, c'est la mort dans l'âme que le CSA semble s'être résolu. Le 27 décembre, à l'intransigeance. Une partie des Sages aurait cherché, mais sans succès, une solution de compromis. Mais coincés entre l'indifférence du pouvoir politique et le refus d'Hachette de négocier son plan, leur marge de manœuvre était nulle (le Monde du 26 décembre).

Pour la première fois, le CSA, le gouvernement et les téléspectateurs vont devoir affronter le risque d'un écran noir. Si aucun élément nouveau ne vient - comme c'est probable - modifier la donne, le groupe Hachette devra déposer le bilan de La 5. Faute de repreneur, le tribunal de commerce de Paris prononcera alors la mise en liquidation des actifs. Il ne pourra cependant se substituer au CSA pour la gestion de la fréquence. Le réseau sera alors récupéré par l'autorité de tutelle de l'audiovisuel qui pourrait alors procéder - sans que rien ne l'y oblige - à une attribution nouvelle. Le jeu des pressions politiques et des lobbies aura alors libre cours.

En attendant, le secteur de l'audiovisuel risque de connaître de nouveaux déséquilibres, à commencer par le secteur de la production. Selon M. Jacques Peskine, président de l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels (USPA), les productions en cours de tournage ou en finition représentent pour La 5, environ 150 millions de francs. Hachette a-t-il prévu de les régler avant de déposer son bilan ? Rien n'est moins sûr. Des faillites de maisons de production pourraient survenir. La Société française de production (SFP) pourrait elle-même se trouver durablement affectée.

Autres inconnues : les répartitions d'audience et donc de recettes publicitaires. Quelles chaînes profiteront de la mort de La 5 ? Les experts des canaux d'achat s'accrochent généralement que toute audience libérée se répartit au prorata des parts de marché existantes. Ainsi, la chaîne la plus importante, en l'occurrence TF1, a toutes les chances de récupérer 40 % de l'audience de La 5, le reste se répartissant entre les chaînes du secteur public (30 %) et M6 (11 %).

De ce jeu de massacre, TF1 sort incontestablement vainqueur. Avec près de 45 % de parts de marché, la chaîne de Francis Bouygues renforce une puissance politique avec laquelle tous les partis devront compter davantage. Ni la majorité ni l'opposition, si elle accède au pouvoir, ne pourront faire l'économie d'une réflexion globale sur l'audiovisuel privé et ses déséquilibres.

ARIANE CHEMIN et YVES MAMOU

Promesses

La 22 octobre 1990, l'audition publique qui allait anéantir le CSA à donner La 5 au groupe Hachette était placée sous le signe de l'optimisme :

Jean-Luc Lagardère : « Je dis que Hachette et ses associés vont sauver La 5 (...). Cet engagement est réfléchi, déterminé, raisonné, calculé (...). Pas de passion personnelle, c'est l'objectif d'un groupe. Nous avons l'habitude des plans d'affaires (...). Nous ne sommes pas de complaisants ignorants de ce métier. (...) Je crois qu'il y a vraiment, en France, la place pour tous les acteurs du paysage audiovisuel d'aujourd'hui. (...) Moi, je ne rêve pas, et je vous dis que la Cinq sera viable. (...) Ses parties (...) comme les investissements nécessaires sont indispensables à toute création. (...) L'accord franc, loyal, que nous avons avec Silvio Berlusconi est capital. (...) Je veillerai à ce que tous les engagements pris par Hachette soient respectés (...). Ce sera une chaîne généraliste (...) de qualité, haut de gamme, toujours pour le plus grand nombre. »

Yves Sabourin, futur directeur de la chaîne, évoque ensuite quatre problèmes qui créent une économie artificielle de l'audiovisuel français (les bas tarifs de TF1, l'interdiction d'une

seconde coupure des fictions, l'interdiction de publicité télévisée pour certains secteurs comme la distribution, la faible rive de la redevance). Mais il poursuit : « Nous maintenons toutes nos hypothèses qui ont été faites avec une réglementation inchangée pour 1991 (...). Notre projet est présenté dans le strict respect des quotas. (...) Tout notre pari repose sur notre capacité, dans les prochains mois, à redresser la 18 heures-20 heures, non pas pour lui faire atteindre des performances extraordinaires, mais pour lui faire rejoindre l'audience moyenne du reste de la journée. »

Suit un court dialogue : Jacques Boutet, président du CSA : « Nous retenons que si les pertes figurant dans l'hypothèse centrale que vous nous avez communiquée - qui n'est pas d'ailleurs très éloignée de l'hypothèse optimiste ou pessimiste - se trouvent mutuellement compensées, le groupe continuerait et ferait face. »

Jean-Luc Lagardère : « Absolument ! »

Jacques Boutet : « M. Berlusconi partage également cette position. »

Silvio Berlusconi : « Tout à fait ! »

Sur fond de crise immobilière américaine

La montée des risques bancaires handicape la reprise économique

Les gouvernements des pays industrialisés devront entendre quelques semaines de discours sur l'état de l'Union pour connaître les mesures de relance que M. Bush est en train de décider.

Réduire le poids de la fiscalité est un moyen tout trouvé : populaire alors que se rapprochent les élections de novembre 1992, rapidement efficace, on l'a vu au début des années 80. La relance Reagan fut vigoureuse et les États-Unis ont connu entre 1982 et 1989 l'une des plus longues périodes d'expansion de l'après-guerre. L'ennui est que le déficit budgétaire est maintenant considérable - 288 milliards de dollars - et ne peut plus être étouffé.

M. Bush a précisé qu'il ne sacrifierait pas l'avenir aux besoins du moment. Ce qui montre que la présidence des

États-Unis est consciente d'une chose : la forme, la vigueur, la durée d'une reprise dépendent beaucoup des mesures - législatives, fiscales... - décidées lors du cycle conjoncturel précédent. Ainsi les abattements fiscaux décidés au début des années 80 par M. Reagan ont déclenché un véritable boom de l'immobilier. On a construit tant d'immeubles de bureaux que ceux-ci sont maintenant trop nombreux et pèsent sur le marché. Ce n'est donc sûrement pas de ce côté qu'une reprise se produira.

Ainsi ce qui fut bon en 1981-1982 pour l'économie américaine est devenu mauvais dix ans plus tard. Une leçon à méditer alors que le boom immobilier des dernières années - et ses multiples miniques - est en train de disparaître en produisant des catastrophes.

Si la reprise économique dans

le monde est monacée, c'est bien par les conséquences géantes qu'a sur le système bancaire l'effondrement des prix immobiliers. De New-York à Tokyo, les baisses variant entre 15 % et 40 %. La crise des caisses d'épargne qui ruine littéralement le budget américain a la même origine immobilière. La Fed peut donc bien baisser ses taux d'intérêt : les banques empêchent la réduction sans guère la répercuter sur leurs clients parce qu'il est vital pour elles de provisionner des risques énormes et grandissants, auxquels s'ajoutent - un détail - la catastrophe soviétique ou les ruines de ces empires que furent la BCCI et Maxwell.

La montée des risques bancaires - qui touche le monde entier - est une menace sérieuse pour la reprise dans le monde.

ALAIN VERNHOLES

La dérobade du consommateur

Suite de la première page

Il renvoie à l'observation de quelques postes fondamentaux du budget des Français, comme le logement, dont le poids va croissant puisqu'il absorbe 29 % de leurs dépenses en 1989 (dernière année connue), pour culminer à 40 % chez ceux ayant acheté depuis moins de quatre ans (37,4 % en 1979). En France, constants les dépenses d'habitation par personne se sont accrues de 22,4 % en dix ans (le Monde du 1^{er} octobre).

Son collègue chargé d'étudier l'évolution de l'endettement, M. Philippe L'hardy, partage son analyse : « Nous vivons une situation classique de ralentissement de la consommation. Depuis 1990, le pouvoir d'achat se ralentit : le revenu réel continue d'augmenter mais moins vite ». Inquiets de ce ralentissement, les Français épargneraient-ils plus afin de garder une poire pour la soif ? M. L'hardy ne le pense pas : « Actuellement, les changements dans la consommation des ménages s'expliquent plus par des variations de revenus que par des changements de mode d'épargne. »

Selon lui, « il n'y a pas de raison, aujourd'hui, de penser que le plat actuel se prolonge ». Les dernières prévisions de l'INSEE pour 1992 (le Monde du 19 décembre) tablent d'ailleurs sur une consommation plus vigoureuse au premier semestre, quoi qu'en dise le timide (+ 0,8 %). Et M. L'hardy rappelle qu'un rapport de M. Jacques Méleard sur l'évolution et les perspectives des besoins des Français, présenté au nom du Conseil économique et social il y a deux ans et demi seulement, ne concluait absolument pas à une saturation des besoins.

Les «nouveaux inquiets»

M. Robert Rochefort, directeur du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), avance plusieurs explications à la déprime de la consommation. La première relève un «comportement de précaution assez classique dans un contexte économique peu favorable». « On s'est trompé sur le scénario de sortie de guerre : le rebond, le rattrapage, l'euphorie de fin de tension ne se sont pas produits, explique-t-il. Dès la fin de la guerre du Golfe, il y a eu des informations sur le fléchissement de la croissance. On est passé en par-faite continuité de l'état de guerre à celui de dépression économique. »

La montée de l'inquiétude est frappante : dans la dernière lettre du CREDOC datée du 30 novembre, les Français se déclarent inquiets à deux fois plus nombreux qu'en 1989-1990 qu'en 1981-1982 (28 % contre 14 %). Dans le même temps, la proportion de ceux qui se sentaient tranquilles diminuait de moitié (7 % contre 14 %). Qui sont les «nouveaux inquiets» ? Les 25-34 ans, les femmes de 50 à 64 ans, les employés, les ouvriers et les foyers disposant de revenus moyens. Bref, tous ceux que le CREDOC réunit sous l'appellation «classes moyennes».

De fait, le flot d'informations alarmistes sur la crise des retraites, le chômage, les incertitudes politiques, la situation internationale ou les grands flux migratoires n'est pas de nature à inciter les Français à jeter l'argent par les fenêtres. Le directeur du CREDOC avance une seconde explication : la crise du marché publicitaire. « Les consommateurs sont moins soumis à la répétition des messages les incitant à passer à l'acte d'achat. C'est quelque chose d'assez mécanique », relève-t-il.



produits », analyse-t-il. Mais cette arme se retourne contre ceux qui l'ont utilisée car arrive un moment où les gens ont conscience de l'immaturité et ne vont plus réanimer la demande.

L'exemple-type de cette démarche est l'habillement. Elle a été poussée à l'extrême par une entreprise comme Benetton, qui a axé toute sa communication sur la lutte contre le racisme et pour la citoyenneté universelle. Le consommateur en arriverait à se dire : « Puisqu'un acheteur de vêtements étrangers, pourquoi changer de T-shirt sous prétexte que cette saison ils ont des rayures horizontales et non plus verticales ? » Donc, en conclut Robert Rochefort, « plus on vend de l'immobilier, plus on est dans une logique contradictoire avec le point de départ de la société de consommation qui était de croire que l'on allait renouveler sans cesse les biens ».

Président du directoire du Printram, M. Jean-Jacques Delort pense aussi que l'époque de la surconsommation est terminée. Comme tous ceux qui ont connu la seconde guerre mondiale, il évoque les privations qu'elle a suscitées pour expliquer la boulimie qui a saisi leurs concitoyens pendant les « trente glorieuses ». Temps révolus, s'accrochent à analyser les professionnels de la distribution qui, tous, considèrent que les consommateurs « sont devenus plus exigeants, plus formés, bien plus difficiles à comprendre et à fidéliser ».

Consommateur « arquétiptique » pour les uns, « coiffé » pour les autres... « Il n'y a plus de schéma-type de comportement », analyse M^{me} Chantal Lasocka, chef du département grande consommation à la SOFRES : « Au sein de chaque consommateur cohabitent des comportements étonnants : il est capable d'acheter en même temps une lessive sans marque et un déodorant haut de gamme ». L'étude de ses besoins ne peut se réduire à l'ultra-segmentation des marchés puisque c'est au sein même de chacun que ces

attitudes divergentes coexistent. Conséquence, en tout cas, de ces nouvelles façons d'être : le consommateur est aujourd'hui plus ouvert, moins fidèle.

Plus exigeant

« Je ne crois pas à la fin de la société de consommation mais à une remise en cause progressive de la surconsommation comme point ultime de la société de consommation », estime-t-il aussi avant d'expliquer que, face à la saturation progressive de certains marchés, les fournisseurs en sont arrivés à « intégrer dans les biens de plus en plus de composantes immobilières ». « On en est venu à vendre un concept de style de vie derrière les

« C'est vrai qu'il devient plus exigeant. Comme l'offre commerciale est multiple, il devient aussi versatile ». M. René Brillet, directeur exécutif de Carrefour France, fait la même analyse et pense qu'on assiste « à une plus grande répartition dans la consommation qu'à une déconsommation ». « L'offre marchande est gigantesque : quand un fabricant propose de

la mousse au chocolat anisé, cinq autres groupes lui emboîtent le pas. Les clients commencent à en avoir assez. Faire les courses prend trop de temps. Il y a trop de choses... »

« Ils veulent plus de transparence : on ne peut plus les manipuler », estime-t-il, rejoignant l'opinion de M. Serge Golberstein, rédacteur en chef de 50 millions, qui va pourtant plus loin : « En 1968, les Français voulaient casser la société de consommation. Aujourd'hui, ils en ont assez d'être dupes : ils acceptent le droit à l'erreur mais refusent le mensonge et veulent qu'on leur parle vrai. Ils réclament une éthique. » Opinion partagée par M. Gilbert Trigano : « Aujourd'hui, on veut plus être que paraître » - qui estime que les clients ont « une exigence d'authenticité plus qu'une exigence de biens matériels ». De là à parler d'une recherche d'authenticité, il n'y a qu'un pas.

« Jusqu'à la crise de consommation, elle s'étendait pour que les producteurs comprennent que leur survie est au prix d'une modification totale du processus de création-fabrication-vente ? », s'interroge M. Romain Jacoud, professeur à Paris-VII, dans sa lettre « Humeurs stratégiques ». « C'est par le client qu'il faut commencer, et de la manière la plus complètement honnête, sans arrière-pensées, sans arrogance, c'est-à-dire sans avoir déjà en tête, sinon en magasin, l'offre à partir de laquelle le vendeur va essayer de lui faire exprimer sa demande », assure-t-il, car « pour vendre un message à un interlocuteur, il est indispensable aujourd'hui déjà et demain encore plus, de commencer par lui acheter le sien ». En d'autres termes, il faudrait donner la parole aux consommateurs.

FRANÇOISE VAYSSÉ

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Le compartiment du yen en plein essor

Sur le marché des euro-obligations, il y a actuellement de nouvelles émissions que dans le compartiment du yen. Une telle situation, à première vue, n'a rien de bien surprenant. Cela fait plusieurs lustres que lorsque l'année touche à sa fin, les quelques établissements financiers japonais qui dirigent des emprunts libellés dans leur propre monnaie s'affairent soigneusement. Dans les banques européennes et américaines qui, elles, respectent la trêve de Noël, certains n'hésitent pas à se gausser de cette animation saisonnière à laquelle ils assistent passivement. On en attribue souvent la cause première à l'émulation entre maisons japonaises qui, très soucieuses de rang et de prestige, profitent des derniers jours ouvrables pour améliorer leur position dans les classements annuels.

En fait, figurer en bonne place dans les tableaux d'honneur de l'euro-marché peut s'avérer important. L'établissement qui pourra se targuer d'avoir dirigé en 1991 le plus de transactions d'un genre donné aura davantage de chance que d'autres de se voir confier l'an prochain de nombreux mandats de la part de candidats à l'emprunt qui le considéreront comme un des chefs de file les plus expérimentés dans la catégorie en question. Il s'en suit parfois de peu pour dépasser son concurrent. Aussi comprend-on qu'une banque prenne le risque au dernier moment de garantir le placement d'un emprunt, alors que les investisseurs sont manifestement en vacances.

Sept euro-émissions ont vu le jour depuis la veille de Noël pour un montant total de 165 milliards de yens. C'est un montant élevé qui équivaut à quelque 6,7 milliards de francs français. Une opération portant sur 30 milliards de yens a pour débiteur un organisme officiel d'un Etat australien, SAGFA. D'une durée de trois ans, les titres portent

intérêt au taux facial de 6 %. Au prix où ils étaient offerts ces derniers jours, cela revenait à procurer au prêteur un rapport de 5,74 % l'an.

Cette transaction était placée sous la direction de l'eurobanque londonienne Nomura, la plus grande des maisons de titres nipponnes. Les six autres emprunts ont été lancés pour le compte d'entreprises industrielles ou commerciales japonaises de premier plan. Ils sont d'une durée plus longue, de cinq à sept ans, et leurs rendements sont plus bas, entre 6,20 % et 6,30 %. Leur gestion est assurée soit par Nomura, soit par Daiwa Europe, son principal concurrent sur ce marché.

Baisse des taux d'intérêt et promotion internationale

Qu'il s'agisse de l'émulation qui existe dans le compartiment du yen, il faut se garder de ne voir les choses que sous ce seul aspect. Le flot des émissions nouvelles de ces derniers jours peut aussi s'expliquer par un établissement général du niveau de l'intérêt au Japon, qui est évident depuis plusieurs semaines et qui devrait être officiellement confirmé en janvier par une réduction des taux de référence, tant pour ce qui est du loyer de l'argent à court terme que pour les emprunts à long terme. Le taux de base bancaire à long terme devant tomber à 5,7 % contre 6 % actuellement. En outre, c'est certainement l'argument le plus important, le marché des emprunts en yens, dans son ensemble, est en pleine transformation. Il subit actuellement une double influence dont on attend qu'elle contribue à accroître encore sa taille ces prochaines années.

En premier lieu, son développement paraît assuré par la nécessité impérieuse de fournir à l'industrie japonaise une source régulière de

fonds. La situation boursière et l'étalement de plusieurs scandales financiers ont récemment diminué les possibilités des sociétés japonaises de se procurer des ressources à très bon compte en lançant des emprunts internationaux munis de warrants ou bons de souscription d'action. C'est une solution à laquelle ces sociétés avaient, jusqu'en 1990, recouru pour des montants gigantesques, principalement dans le compartiment du dollar. Les établissements financiers qui leur sont proches s'emploient, certes, à ramener cette partie du marché et même à imposer une autre forme d'emprunt en dollars ou en d'autres devises, celle des opérations convertibles (le Monde daté 22-23 décembre). Mais pour ce qui est des opérations classiques, c'est tout naturellement vers le yen que les Japonais se tournent.

Parallèlement à cette activité qui se déploie sur l'euro-marché en faveur des débiteurs japonais, le compartiment des obligations libellées en yens bénéficie d'une promotion supplémentaire, dont l'instigation est la Banque mondiale. Cette institution, avec l'assentiment des autorités de Tokyo, va émettre durant la deuxième quinzaine du mois de janvier ou au début février un grand emprunt d'un type nouveau. Pour la première fois à cette occasion, des titres lancés, des obligations en yens pourront être distribuées sur tous les continents à la fois, dans tous les pays. Cela revendra à effacer les frontières qui existent entre l'euro-marché et le marché national des titres en yens. C'est un privilège qui, pour l'instant, sera réservé aux grandes organisations internationales de développement. Bien que rien ne permette encore de l'affirmer, certains spécialistes estiment que d'autres débiteurs en bénéficieront prochainement.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le dollar glisse, glisse...

Dans l'indifférence générale, le glissement du dollar sur les marchés des changes s'est poursuivi cette semaine, non seulement vis-à-vis des monnaies européennes, mais aussi par rapport au vis-à-vis du yen, la devise américaine retombant à 125,50 yens, au plus bas depuis quatorze mois. Un haut responsable de la Banque du Japon a déclaré que son établissement ne voyait, actuellement, rien à redire à la hausse du yen, ajoutant : « Nous n'avons entendu personne se plaindre de cette hausse, ce qui est aux Etats-Unis ou au Japon : le gouvernement américain semble considérer la baisse du dollar comme un mal nécessaire. » On peut même dire qu'il la souhaite pour favoriser les exportations et contribuer ainsi à la relance de l'économie.

En attendant, le dollar était revenu, à la veille du week-end, à 1,5150 DM et 5,18 francs, après avoir touché 1,5050 DM et près de

5,14 francs. Les opérateurs sont toujours basés sur la devise américaine, qu'ils voient « casser » à nouveau le seuil de 1,50 DM, et retomber à 1,48 DM, 1,44 DM (plus bas cours historique, touché en février) et même 1,42 DM ou 1,40 DM.

Sans doute, de graves événements dans l'ex-URSS pourraient ralentir, interrompre ou, le cas échéant, inverser cette glissade. Mais, cette semaine, le départ de M. Gorbatchev, tant redouté auparavant, s'est effectué sans soulever la moindre vague sur les marchés des changes qui, progressivement, se mithridatisent contre les événements à l'Est. C'est ce qui s'était passé lors de la guerre irano-irakienne. Au début, le moindre coup de feu tiré dans le Golfe envoyait au zénith le dollar, monnaie refuge. Par la suite, les marchés s'habituaient au fracas des armes, de sorte que, à la fin, un pétrolier complet aurait pu être

coûlé au canon, en y ajoutant une petite bataille navale, sans émettre autre mesure des marchés.

En Europe, les tensions étaient moins fortes au sein du SME à la veille du week-end, sauf à Milan, où la Banque d'Italie devait, à nouveau, soutenir la lire vis-à-vis d'un mark au plafond, comme elle l'avait fait à la veille de relever son taux d'escompte. On peut penser que, si un jour le système monétaire européen était réajusté, la lire serait la première touchée.

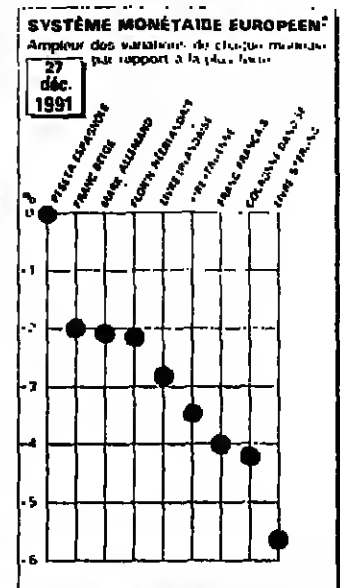
A Paris, le mark se maintenait un peu au-dessus de 5,42 francs dans des marchés extrêmement calmes.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 23 DÉCEMBRE AU 27 DÉCEMBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACES	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	DM mark	Franc belge	Franc italien	Libre
New-York	1,2778	-	19,3812	74,0740	65,9630	3,2010	58,5137	0,8889
Paris	1,5150	-	19,3812	74,0740	65,9630	3,2010	58,5137	0,8889
Zurich	1,5150	-	19,3812	74,0740	65,9630	3,2010	58,5137	0,8889
Frankfurt	1,5150	-	19,3812	74,0740	65,9630	3,2010	58,5137	0,8889
Bonn	1,5150	-	19,3812	74,0740	65,9630	3,2010	58,5137	0,8889
Amsterdam	1,5150	-	19,3812	74,0740	65,9630	3,2010	58,5137	0,8889
Milan	1,5150	-	19,3812	74,0740	65,9630	3,2010	58,5137	0,8889
Tokyo	1,5150	-	19,3812	74,0740	65,9630	3,2010	58,5137	0,8889

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 27 décembre 4,1184 F contre 4,1167 F le vendredi 20 décembre 1991.



MATIÈRES PREMIÈRES

Infortunés métaux

Platine, aluminium, cobalt : les métaux ont connu des fortunes diverses en 1991, par le jeu mêlé des revers de l'économie mondiale et des changements politiques intervenus à l'Est ou en Afrique. Récession oblige, l'année aura été terne pour le platine, dont les cours ont abandonné près de 80 dollars (416 F environ) en douze mois, de 6,25 dollars l'once en janvier 1991 à moins de 340 dollars le 26 décembre. Le net ralentissement de l'activité industrielle mondiale, américaine et japonaise en particulier, a pesé lourdement sur ce métal dont le principal débouché est l'automobile, avec les pots catalytiques.

En début de semaine, le marché a ainsi connu un accès de faiblesse après l'annonce par le constructeur américain General Motors de son projet de fermeture de plusieurs unités d'assemblage et de licenciement de plusieurs milliers d'ouvriers. Mais globalement, les cotations du platine à New-York se sont mieux tenues qu'à Tokyo où, à plusieurs reprises, on a enregistré des baisses de 10 à 14 dollars en une seule séance, et même de 30 dollars le 17 décembre.

Ventes massives de l'ex-URSS

Ce jour-là, la firme automobile Nissan (numéro deux japonais) venait de dévoiler son projet de fabrication de pots antipollution à base de palladium, et non plus de platine-rodium. Si le palladium est lui aussi extrait de la mine de platine, il n'en fallait pas plus aux investisseurs nippons pour se dégoûter massivement d'un marché dans

lequel ils ne croient plus beaucoup depuis août.

Elément supplémentaire d'incertitude, la plus grande firme mondiale de négociation du platine, Johnson Matthey, a estimé dans son récent rapport intermédiaire que l'excédent de l'offre sur la demande en 1991 atteindrait 240 000 onces, son niveau le plus élevé depuis huit ans. Les professionnels considèrent que cet excédent de production pourrait cependant être moins important, en raison des arrêts ou des ralentissements d'activité dans certaines mines d'Afrique du Sud. Les trois grands producteurs sud-africains s'interrogent en outre sur une possible remise en cause temporaire de leurs programmes d'extension, en attendant une remontée des prix. Les projets de recherche-prospection envisagés ces derniers temps au Zimbabwe et en Australie ont aussi été différés en raison de la conjoncture défavorable.

Du côté de l'offre, l'année 1991 aura été marquée, les ventes massives de l'ex-URSS, celles-ci atteignant près de 30 tonnes, soit le double de la moyenne des années précédentes. Il semble que pour atteindre pareille performance, les Soviétiques ont largement puisé dans leurs réserves, et il est probable que de tels tonnages se présenteront de nouveau sur les marchés occidentaux en 1992.

Cette réserve ne vaut pas, semble-t-il, pour l'aluminium : en 1991, les exportations de Moscou ont atteint près d'un million de tonnes, soit une progression de 200 % ! L'Association européenne de l'aluminium a saisi la Commission de Bruxelles pour lutter contre les distorsions de prix : le métal ex-soviétique, qui représente 21 % de la consommation d'aluminium de la CEE, est vendu en deçà des coûts de production des industries de la Communauté.

Incertitudes

Parmi les nombreux éléments d'incertitude soulevés par la disparition de l'URSS, la stratégie future de commercialisation des matières premières en est un de taille. L'Union soviétique était premier producteur mondial de nombreux métaux non ferreux qu'elle écoulait sur les marchés de l'Ouest en fonction de ses besoins les plus urgents de devises. On avait vu récemment Moscou troquer de l'aluminium contre des chaussons italiens ou contre des manuels scolaires.

Il semble que jusqu'à présent les principales centrales d'import-export aient survécu aux soubresauts de l'Union, les nouveaux responsables des Républiques reconnaissant une technicité propre aux opérateurs aguerris des mar-

chés. Qu'en sera-t-il à l'avenir ? Les exigences des Républiques en matière de délais et de devises de paiement (leur préférence pour le dollar est marquée) risquent en tout cas de compliquer les choses.

Parmi les autres métaux à suivre en 1992 figure enfin le cobalt. Métal roi des superalliages pour l'aéronautique et les moteurs, il a connu cette année une flambée spectaculaire due aux troubles économiques politiques du Zaïre, le premier producteur mondial (la firme d'Etat Occimines assure environ 50 % de la production, et la Zambie 16 %). Le 19 décembre, les deux principaux producteurs ont annoncé qu'à compter du 1^{er} janvier ils doubleraient leurs prix pour les fixer à 25 dollars la livre, sur une durée de six mois. Sur le marché libre, les cours se sont envolés ces dernières semaines pour se situer entre 31 et 33 livres. L'incapacité des producteurs africains à accroître voire à écouler leur minerai (en raison notamment de la vétusté des installations) explique cette tension.

ERIC FOTTORINO

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Tension en Europe

Le début de la semaine sous revue a été à l'image de la fin de la semaine précédente : des relèvements de taux en série, après ceux des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne. La Banque de France relevait les siens dès les premières heures de la matinée du lundi (de 9,25 % à 9,50 % pour ses appels d'offres et de 10 % à 10,50 % pour ses pensions à 5-10 jours), et la Banque d'Espagne portait les siens de 12,50 % à 12,75 %. La Banque d'Italie, dès le dimanche soir, rétablissait à 12 % son taux d'escompte, abaissé à 11,50 % en septembre 1991. Seul, le taux minimum de la Banque d'Angleterre restait inchangé à 10,50 %.

Crédit plus cher

Ces relèvements, on s'en doute, ont été provoqués par une forte poussée sur les cours du mark qui, presque partout, montèrent jusqu'à leurs plateaux, notamment en Italie (où ils sont toujours), et à Paris, ce qui, jeudi 19 et vendredi 20 décembre, coûta plusieurs milliards de marks à la Banque de France pour qu'elle ne se résigne à relever la barre le lundi suivant, dès l'aube. On remarquera toutefois qu'elle cantonna

à 0,35 point la majoration de son taux d'appel, pour ne pas se voir imputer (habituellement ce sont un quart et un demi-point), pour limiter, sans doute, la nocivité de la mesure.

C'est, également, de 0,35 point que les banques relevaient, mardi 24 décembre, leur taux de base (TBB) porté de 10 % à 10,35 %, un peu au-dessus des 10,25 % pratiqués avant l'abaissement à 10 % du 17 octobre. Certes, lors du précédent relèvement des taux directeurs de la Banque de France (de 8,25 % à 8,75 % le 18 novembre suivant), les banques avaient laissé inchangé leur taux de base, l'Institut d'émission ayant compensé l'augmentation d'une partie des ressources des établissements en diminuant d'une dizaine de milliards de francs les réserves obligatoires, et non rémunérées, constituées par eux dans ses livres à 10 % d'intérêt, cette diminution représentant ces allègements de charge de 1 milliard de francs, soit l'équivalent du manque à gagner entraîné par le maintien du TBB.

Cette fois, cela n'a pas été le cas, la Banque de France estimant ne pas pouvoir contrôler les fluctuations des liquidités bancaires si les réserves tombaient au-dessous des 30 à 40 milliards actuels.

De toute façon, TBB ou pas, le crédit est désormais plus cher en France. Ledit TBB ne s'applique qu'à 300 milliards de francs de crédits, les plus chers octroyés, essentiellement, aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises, soit 17 % du total. A ce taux de base s'ajoutent, d'ailleurs, plusieurs commissions (mouvements, plus fort décaissement, etc.) qui peuvent porter le coût final du couvert de 12 % à 15 %, suivant la santé financière des emprunteurs. Quant aux 83 % d'autres crédits, indexés sur les taux du marché interbancaire, ils suivent l'ascension de ces derniers, désormais au-dessus de 10 % jusqu'à six mois.

Avertissement clair

Tout cela est arrivé parce que la Bundesbank a décidé d'envoyer un avertissement clair aux gouvernements allemands, surtout les patrons, pour modérer les augmentations salariales et parce que, à l'inverse, la Réserve fédérale des Etats-Unis a abaissé d'un point entier son taux d'escompte pour tenter de relancer une économie languissante. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, n'a pu que déplorer ces décisions en sens contraire et « cette contradiction entre la politique monétaire européenne et la politique monétaire américaine ». Le pire est que la hausse des taux allemands à court terme n'est peut-être pas terminée, pas plus que la baisse des taux américains. Beaucoup

se demandent, d'ailleurs, si un relèvement d'un demi-point du Lombard peut ralentir en quoi que ce soit la hausse des salaires outre-Rhin. Le seul frein efficace était peut-être un ralentissement très sensible de l'économie et une augmentation du chômage ; c'est, dit-on, ce que pensent certains dirigeants de la Bundesbank.

A Paris, les cours du MATIF se sont très bien tenus aux environs de 107 sur l'échéance mars, contre 106,60 à la fin de la semaine dernière, ce qui implique un rendement d'environ 8,75 % pour les emprunts d'Etat à dix ans, performance très honorable en ces temps troublés et, surtout, signe d'inversion des taux carabiné (un point et demi d'écart entre le long terme et le court terme), ce qui traduit un espoir indéniable dans une détente des rendements à un horizon... à déterminer.

Sur le marché obligataire, c'est le calme total : pas d'émissions cette semaine, et peut-être pas la semaine prochaine, mise à part l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT). A cette occasion, le Trésor a fait connaître son calendrier d'émissions pour 1992, 135 milliards de francs d'OAT contre 117 milliards de francs en 1991 et 125 milliards de francs de bons du Trésor à intérêt annuel (BTAN) contre 110 milliards de francs en 1991, 15 % des OAT étant émises en écus.

Cette augmentation permettra de couvrir la totalité des besoins de financement à long terme de l'Etat par des ressources également à long terme. Ces besoins sont égaux à la somme du déficit budgétaire, évalué à 89,9 milliards de francs pour 1992 (contre 100,2 milliards de francs en 1991), et du montant des remboursements d'emprunts, 45,4 milliards de francs en 1992 (contre 33,3 milliards de francs en 1991), soit, au total, 135,3 milliards de francs contre 133,5 milliards de francs en 1991. Le versement des intérêts est, on le sait, à la charge du budget, plus de 150 milliards de francs en 1992 contre environ 140 milliards de francs cette année, troisième poste de ce budget, après l'éducation nationale et la défense.

FRANÇOIS RENARD

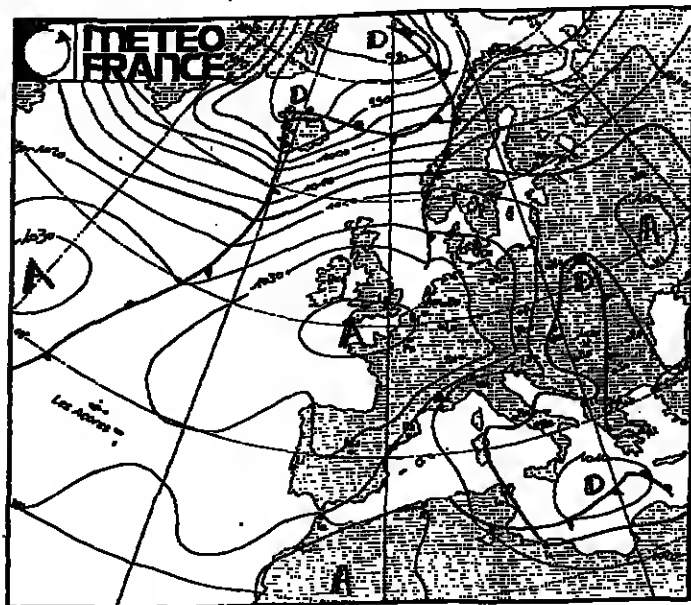
La dette du Venezuela a diminué de 4,5 milliards de dollars en 1991. La dette publique extérieure du Venezuela s'élève, à la fin 1991, à 26,2 milliards de dollars (136,2 milliards de francs), soit 4,5 milliards de dollars de moins qu'à la fin 1990. Le Venezuela, qui a renoué sa dette à partir de décembre 1990 avec trois cents banques, ne commencera à rembourser le principal qu'à partir de 1995.

PRODUITS	COURS DU 27-12
Or fin (London)	1 182 (- 36) Livres/once
Aluminium (London)	1 137 (+ 12) Dollars/tonne
Nickel (London)	7 230 (- 40) Dollars/tonne
Soufre (Paris)	277,80 (+ 0,30) Dollars/tonne
Café (London)	1 014 (+ 22) Livres/tonne
Caracé (New-York)	1 297 (- 143) Dollars/tonne
Riz (Chicago)	484 (+ 13,5) Centes/tonne
Mais (Chicago)	254 (+ 0,25) Centes/tonne
Soy (Chicago)	1743 (+ 20) Dollars/tonne

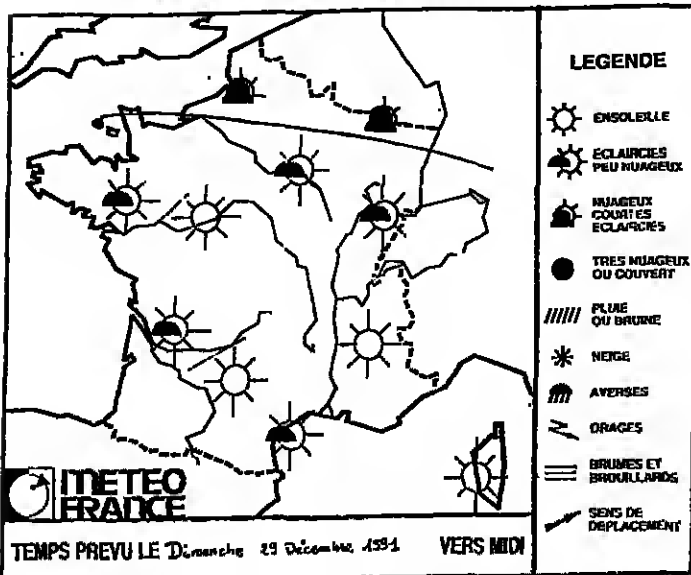
Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 DÉCEMBRE 1991 À 0 HEURE TU



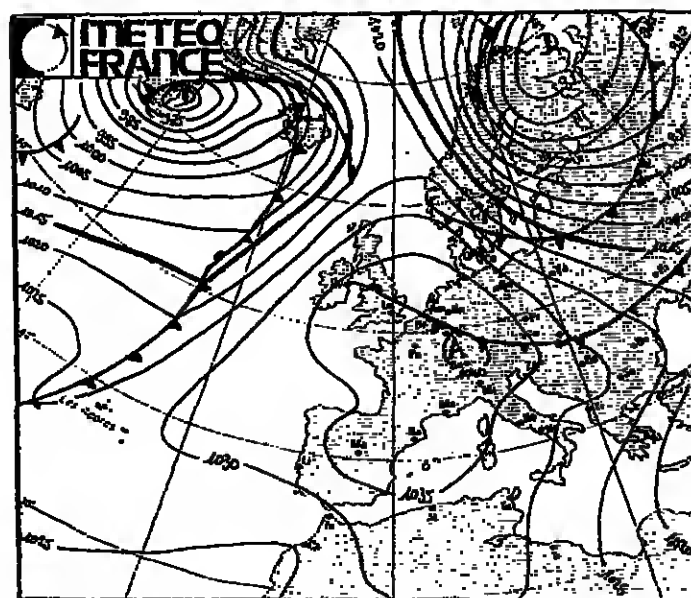
PRÉVISIONS POUR LE 29 DÉCEMBRE 1991



Dimanche : très nuageux sur le Nord, du soleil ailleurs. Le matin, il y aura quelques bancs de brouillard, surtout dans le Nord-Est et la vallée de la Saône. Ils se dissiperont assez vite et laisseront place au soleil sur la plus grande partie du pays. Seules les régions Nord-Pas-de-Calais, Haute-Normandie et Picardie auront un ciel nuageux.

Les températures minimales seront de l'ordre de 0 à 2 degrés sur le Nord, 0 à -6 degrés dans l'intérieur du pays, jusqu'à -8 degrés dans les vallées et 2 à 5 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre atteindra 2 à 4 degrés dans le Nord-Est et le Centre-Est, 5 à 8 degrés dans l'Ouest, 8 à 10 degrés dans le Sud-Ouest et 10 à 13 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 30 DÉCEMBRE 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés
Valeurs horaires relevées entre le 27-12-1991 à 18 heures TU et le 28-12-1991 à 8 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LYON	PARIS	STRASBOURG	LIÈGE	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	HELSINKI	BERLIN	MOSCOU	MADRID	BARCELONE	VALENCIE	ALGER	TUNIS	CAIRO	ATLANTA	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU
14 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0
14 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0	10 0 0

TU = temps universel, c'est-à-dire pour le France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; < film à éviter ; * On peut voir ; ** Ne pas manquer ; *** Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 28 décembre

TF 1

20.45 Variétés : Sébastien n'est fou !

LA GIGALE KANTERBRAU
BONNE ANNÉE
FELIZ AÑO

22.30 Magazine : Cache-cache.
23.20 Téléfilm : Le Voyage au long cours.
0.50 Journal et Météo.

A2

20.45 Magazine : Le Nuit des héros.
22.25 Magazine : Double jeu.
23.40 Téléfilm : Les Cadavres à la pelle.
1.10 Journal et Météo.

FR 3

De 20.00 à 0.05 La Sept

CANAL PLUS

20.35 Téléfilm : L'Irlandaise.
22.00 Les Nuls... l'émission.

Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Histoires de fantômes chinois. ■
0.30 Cinéma : Europa Europa. ■■

LA 5

20.45 Série : Perry Mason.
22.25 Magazine : Ciné Ciné.
22.40 Sport : Patinage artistique.
23.40 Journal de la nuit.

M6

20.40 Téléfilm : Merchants de rêves.
23.55 Musique : Rapline.
0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.10 Le Lac des cygnes.
22.55 Le Courrier des téléspéctateurs.
23.00 Soir 3.
23.20 Documentaire : Bernard Lavilliers.
0.05 Cinéma d'animation : Images.
0.15 Documentaire : Inliefree.
1.35 Documentaire : Por Primera Vez.

Dimanche 29 décembre

TF 1

13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.15 Série : Les Dossiers de l'inspecteur Lavardin.
16.45 Disney parade.
18.10 Série : Terzan.
18.50 Le Journal de l'année 1991.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Sissi face à son destin. ■
22.40 Magazine : Ciné dimanche.
22.45 Cinéma : New-York, New-York. ■■
1.05 Journal et Météo.

A2

13.20 Dimanche Mardin (et à 15.45).
14.50 Série : Mac Gyver.
17.20 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
18.10 1. 2. 3. Théâtre.
18.25 Magazine : Stade 2.
19.25 Série : Maguy.
20.00 Journal, Journal du trot et Météo.
20.45 Téléfilm : Salut les coquins.
22.10 Soirée spéciale : La Nuit du sport.
0.30 Journal et Météo.

FR3

13.50 Magazine : Feut pas rêver.
14.45 Magazine : Sports 3 dimanche.
17.15 Magazine : Montagne.
17.45 Dessin animé : Lucky Luke.
18.15 Magazine : A vos amours.
19.00 La 19-20.
20.05 Les Fables géométriques.
20.10 Série : Benny Hill.
20.45 Divertissement : Election de Miss France 1992.
22.50 Magazine : Le Divan.
23.15 Journal et Météo.
23.35 Dessins animés : Spécial Tex Avery (v.o.).
0.55 Musique : Cocktail de nuit.
1.00 Le Flamme olympique en France.

CANAL PLUS

14.00 Série : Le Gang des tractions.
15.20 Magazine : 24 Heures.
16.30 Documentaire : Shirley ou pays des babouins.
17.00 Les Nuls... l'émission.
18.00 Cinéma : Les dieux sont tombés sur la tête... la suite. ■
En clair jusqu'à 20.35
19.30 Flash d'informations.
19.35 Ça cartoon.

20.30 Magazine : L'Equipe du dimanche.
20.35 Cinéma : Le Petit Criminel. ■■■
22.10 Flash d'informations.
22.15 L'Equipe du dimanche.
1.00 Cinéma : Outremer. ■■

LA 5

13.20 Série : Tant qu'il y aura des bêtes.
14.15 Téléfilm : Tarzan, le mystère du Kulu.
15.45 Série : L'homme qui valait 3 milliards.
17.15 Série : Un privé nommé Stryker.
18.20 Série : L'Enfer du devoir.
18.50 Rallye : Paris-Le Cap.
19.25 Spécial Roucasseries.
20.00 Journal.
20.25 Rallye : Paris-Le Cap.
20.35 Météo.
20.45 Cinéma : Barry Lyndon. ■■■
0.10 Magazine : Top chrono.
0.35 Rallye : Paris-Le Cap.
0.55 Journal de la nuit.

M6

13.00 Série : Mission impossible, vingt ans après.
14.00 Musique : Flashback.
14.50 Variétés : Multitop.
15.15 Série : Clair de lune.
17.00 Série : Le Saint.
17.50 Série : Tonnerre mécanique.
19.00 Série : Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.40 Téléfilm : La Vengeance du Mohican.
22.20 Informations : M 6 express.
22.25 Capital.
22.35 Cinéma : Chromosome 3. ■
0.10 Six minutes d'informations.

LA SEPT

15.30 Documentaire : Opus.
16.30 Documentaire : Cinéma.
17.10 Série : Portraits d'Alain Cavalier.
17.30 Téléfilm : Le Rebelle.
18.40 Court-métrage : L'Aventure d'une bagneuse.
19.00 Documentaire : Cent enfants attendent un train.
19.55 Cinéma d'animation : Les téléspéctateurs.
20.35 Bergman par Bergman.
20.40 Cinéma : Les Fraises sauvages. ■■■
22.10 Bergman par Bergman.
22.20 Court-métrage : Nikola.
22.35 Le Dessous des cartes.
22.40 Cinéma : Femand. ■■
0.00 Cinéma : Le Sang d'un poète. ■

CARNET DU Monde

Décès

Marie-Charlotte Amand, son épouse, M. et M. Les familles Amand et Berthelot du Chesnay, font part du décès de

Jacques ARNAULD, consultant international en matière de développement rural, responsable de mission ONU pour les réfugiés du Guatemala, le 19 décembre 1991, à l'âge de quarante-six ans.

22, rue Pergaminet, 31000 Toulouse.

M. et M. Marie-Madeleine Bierge, M. et M. Marianne Herman-Bierge, M. et M. Michel Herman-Bierge, ont le deuil de faire part du décès, le 26 décembre 1991, à Saint-Antoine (Cers), de

Roland BIERGE, artiste peintre,

à l'âge de soixante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le 28 décembre, à 15 heures, en l'église de Saint-Antoine, et, conformément à son souhait, il sera inhumé le 30 décembre, à 11 heures, au cimetière de Brion-sur-Beuvron, dans la Nièvre.

81, avenue Secrétan, 75019 Paris.

(Le Monde du 28 décembre.)

Erie et Marika Blondel, Elizabeth et Pierre-Etienne Catala, Joël et Eveline Blondel, Marie-Hélène et André Gaffino et leurs enfants, M. et M. Monique Blondel-Labadie, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques BLONDEL, professeur émérite à l'université de Clermont, survenu le 19 décembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

L'inhumation et l'annonce de l'Evangile ont eu lieu à Poissy (Seine-et-Oise).

« Je Le verrai et Il me sera favorable » (Job, XIX, 27).

2, rue Chateaubriand, 31000 Toulouse.

Gilles Charbonnel, Nannie Charbonnel, M. et M. Louis Maisonneuve, M. et M. Jacques Charbonnel, et toute sa famille, ont le deuil de faire part du décès de

Guy CHARBONNEL,

survenu le 26 décembre 1991, à Paris. La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Ambroise, 71 bis, boulevard Voltaire, Paris-11^e, le mardi 31 décembre, à 10 h 30.

168 bis, rue de la Roquette, 75011 Paris.

ECTI (Echanges et consultations techniques internationales) a le regret de faire part du décès de son vice-président

Guy CHARBONNEL.

M. et M. Grand Claeys-Royers, son épouse, M. et M. Michel Schouman-Claeys, M. et M. Bertrand Mennesson-Claeys, ses enfants, ses petits-enfants, M. et M. Henri Claeys-Dekoster, M. et M. Louis Claeys-Dublet, M. et M. Pierre Claeys-de Bazin de Bezons, ses frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces, toute sa famille, ses fils et ses amis très chers, ont la profonde tristesse de faire part du décès accidentel, survenu le 20 décembre 1991, de

M. Gérard CLAEYS, chevalier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale en l'église Saint-Sauveur des Andelys (Eure), le 27 décembre.

24, rue Pierre, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. Robert Levy, Claudine et Francesco Alico, Micheline et Gérard Lévy, Valérie, Antoine et Sandrine, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Robert LEVY,

leur épouse, mère et grand-mère, survenu le 25 décembre 1991.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, Paris-14^e, le 30 décembre, à 14 h 15. Rendez-vous entrée principale, boulevard Edgar-Quinet.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le président, La direction, Le bureau et le conseil d'administration du Centre INFPO, ont le regret de faire part du décès de

M. Jean LAMBOTIN, trésorier du conseil d'administration du Centre INFPO depuis 1989, où il siégeait comme représentant de la Fédération de l'éducation nationale.

Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente (Centre INFPO), tour Europe, Paris-la Défense.

M. et M. Henri Morsel, leurs filles, leurs petits-fils, Parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès de

M. Esthère LEWKOWICZ-MORSEL,

le 26 décembre 1991, à Saint-Martin-d'Hères.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

16, rue Galilée, 38400 Saint-Martin-d'Hères.

Marys et Loïc Gaubourgé-Czerwinski, Ses enfants, Adam, Kalist, Jessica et Arthur, Ses petits-enfants, La baronne Marie-Gabrielle Greindl, sa sœur, La comtesse Greindl, sa belle-sœur, Les familles Greindl, Guibourgé, Czerwinski, Grecholski, ont le deuil de faire part du décès de

la princesse Marie SWIATOPOLSKA-CZETWERTYNSKA, née baronne Greindl, à Forest (Belgique), le 11 avril 1915, survenue, à son domicile, le 26 décembre 1991.

Les obsèques auront lieu le mardi 31 décembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Verrières-le-Buisson (Essonne).

Pour la Belgique, un service sera célébré le samedi 4 janvier 1992, à 14 h 30, en l'église des Servites, 29, rue de Washington, 1050 Bruxelles.

L'enterrement aura lieu à Varsovie (Laski) le mois suivant.

16, rue des Charbonniers, 91370 Verrières-le-Buisson.

M. et M. Jacqueline Catia, sa sœur, M. et M. Alain Catia et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès, survenu à Beauvais, le 25 décembre 1991, du

colonel Pierre TOURET (ER), commandeur de la Légion d'honneur, ancien élève de l'école militaire de Saint-Cyr (promotion Amitié franco-britannique), ancien de la 9^e DIC, commandant à Dien-Bien-Phu du 8^e bataillon de choc.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 31 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Moissinville, Paris-19^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

77, rue Vauvargues, 75018 Paris.

Remerciements

Françoise et Elisabeth Coutou et leur famille, remercient toutes les personnes qui ont manifesté amitié et sympathie à l'occasion du décès de

Guy COUTOU,

survenu le 10 décembre 1991.

31, rue Julien-Lacroix, 75020 Paris.

Anniversaires

Il y a sept ans, ce jour-là,

MANUEL

entraîna dans la longue nuit de l'absence.

Une pensée affectueuse pour

Nicole TAITZ

et sa maman

Madeleine TAITZ,

qui nous ont quittés il y a si longtemps.

49190 Rochefort-sur-Loire.

06200 Nice.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du vendredi 27 décembre :

UN DÉCRET

N° 91-1306 du 26 décembre 1991 modifiant les dispositions du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 modifié pris pour l'application du 2^e de l'article 27 et du 2^e de l'article 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication et fixant les principes généraux concernant la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Après le succès des islamistes aux élections législatives en Algérie

Profonde inquiétude en Tunisie

Le succès du Front islamique du salut (FIS) et le tournant politique qu'il se dessine en Algérie suscitent une profonde inquiétude en Tunisie. Le régime du président Ben Ali, confronté aux menées du mouvement intégriste tunisien Ennahdha, redoute, notamment, des infiltrations à travers la frontière.

TUNIS

de notre correspondant

Une catastrophe : telle est, à chaud, l'opinion la plus souvent exprimée dans les cercles politiques de Tunis après le succès que vient d'acquiescer le Front islamique du salut (FIS) en Algérie.

Même s'il reste encore quelques Tunisiens pour cesser le très problématique espoir d'un retournement de situation, au second tour, en vérité, personne, au sein du pouvoir comme de l'opposition, ne se fait beaucoup d'illusions : la Tunisie va devoir envisager le voisinage avec un pays qui risque de plonger dans d'impensables turbulences ou de se transformer en une république islamique. Dans l'un ou l'autre cas, le scénario est de mauvais augure pour les dirigeants tunisiens.

Les autorités en sont pleinement conscientes, mais se refusent, pour le moment, à tout commentaire officiel. Avant même que le pouvoir tunisien n'engage le fer avec les islamistes du mouvement Ennahdha, le FIS en avait déjà fait l'une de ses cibles

favorites, l'abreuvant régulièrement d'injures à travers ses journaux. La découverte, au mois de mai, d'un complot qu'Ennahdha est accusé d'avoir fomenté, les centaines d'arrestations qui ont suivi, la fuite de plusieurs dirigeants des réseaux politiques et militaires du mouvement en Algérie - où le FIS les a accueillis à bras ouverts - n'ont fait qu'accroître cet antagonisme.

C'est avec la complicité et l'assistance médiatique et financière du FIS, affirme-t-on depuis plusieurs mois à Tunis, que des groupes de Tunisiens, entraînés en Afghanistan et au Soudan, sont rentrés en Algérie, pour préparer des opérations terroristes qu'ils envisagent de mener sur le sol tunisien. Deux militaires auraient même été arrêtés, avant leur départ de Tunis pour l'Algérie, où ils devaient, ont-ils avoué, prendre livraison de missiles Stinger, expédiés du Soudan et destinés à abattre l'avion du président Ben Ali.

Infiltrations à la frontière

Depuis, la surveillance a été renforcée tout au long des mille kilomètres de la frontière. Celle-ci n'en demeure pas moins très perméable. Pendant la guerre d'Algérie, la France n'avait-elle pas été contrainte de construire une ligne électrifiée - la « ligne Maurice » - pour tenter d'empêcher le va-et-vient des groupes armés entre les deux pays? Le problème des infiltrations à la frontière risque donc de devenir de plus en plus préoccupant pour les Tunisiens, d'autant plus que le chef d'Ennah-

dha, M. Rachid Ghannouchi, et huit de ses adjoints, récemment expulsés d'Algérie (le Monde du 5 décembre), vont certainement pouvoir y retrouver leur base d'action favorite.

Du coup, la profonde inquiétude des dirigeants tunisiens quant à leur relations avec le nouveau régime que va se dessiner « l'Algérie venue » régit au second plan les interrogations sur la déjà fragile Union du Maghreb arabe (UMA), sur laquelle les Tunisiens ont toujours fondé beaucoup d'espoirs. En revanche, le reste des milieux politiques à Tunis se montre beaucoup plus serein quant aux conséquences que pourrait avoir le vote d'Alger sur le plan intérieur tunisien.

Pourchassé sans merci depuis huit mois, le mouvement Ennahdha a été sérieusement mis à mal. Ses cadres et beaucoup de ses militants sont, soit emprisonnés, soit en fuite, et la plupart de ses structures officielles ou clandestines ont été démantelées. En est-il pour autant anéanti? Même si, à certaines époques, son audience a pu être jugée non négligeable, le mouvement n'a jamais atteint le rayonnement populaire du FIS.

Malgré de sérieux déséquilibres, la société tunisienne n'a pas à affronter d'aussi graves difficultés économiques et sociales que celles héritées de près de trois décennies de socialisme en Algérie. Dans sa majorité, elle demeure attachée à un style et à des règles de vie fort éloignées des carcans que voudrait imposer l'intégrisme.

Surtout, contrairement au FLN, dont l'autorité s'est effritée spectaculairement au fil des années, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) garde d'une main ferme les rênes du pouvoir. Cette situation n'est pas sans irriter les six partis laïques de l'opposition, qui y voient la perpétuation du système de parti unique. Tout en contestant l'attitude du régime, les opposants tunisiens n'en poursuivent pas moins, tant bien que mal, le « dialogue » avec lui.

A l'évidence, Tunis va devoir tirer rapidement la leçon des élections algériennes. Persuadé d'avoir fait le bon choix, il y a trois ans, en refusant le droit à l'existence des partis religieux, le pouvoir va vraisemblablement redoubler de vigilance au plan de la sécurité. Sur le plan politique, M. Ben Ali, qui ne cesse de se réclamer de l'ouverture démocratique, pourrait prochainement lancer une nouvelle initiative, estimant les observateurs. Le discours que le président doit prononcer, le 31 décembre, devant la Chambre des députés en sera peut-être l'occasion.

MICHEL DEURÉ

Pour blasphème contre l'islam

Un écrivain et son éditeur lourdement condamnés en Egypte

LE CAIRE

de notre correspondant

Après les avoir déclarés coupables d'avoir tenu et répandu des propos blasphématoires à l'égard de l'islam, d'incitation à l'impie et d'atteinte aux valeurs morales de la société, la cour supérieure de la sécurité de l'Etat du Caire a condamné, jeudi 26 décembre, à huit ans de prison l'écrivain égyptien Mohamed Madbouli et l'éditeur égyptien Alan Ahmed.

M. Alan Ahmed, fonctionnaire au service des impôts et penseur libéral, avait publié en mars 1990 chez Madbouli, l'un des plus grands éditeurs indépendants d'Egypte, un essai intitulé *Voyage dans l'esprit d'un homme*. M. Ahmed, qui avait été emprisonné peu après en vertu de la loi de l'état d'urgence (le Monde du 20 juillet 1990), écrivait dans la préface de son ouvrage influencé par Voltaire (*« Dieu est le grand générateur fournissant la lumière aux lampes minuscules que sont les humains »*) : « Je suis un musulman par héritage et j'aurais été athée si mon père l'était ».

Tout au long du récit - un voyage onirique au paradis - l'écrivain s'en prend aux religions (*« Un Dieu de mythes »*) et, sans le citer nommément, à l'islam, « qui ont entraîné l'Orient au fin fond de l'ignorance ».

La pression islamiste

Au cours de son voyage imaginaire, qui avait provoqué la colère de l'Azhar (Sorbonne de l'islam sunnite) et des islamistes, l'auteur rencontra plusieurs prophètes (*« Dieu n'a jamais envoyé de prophète »*) qu'il présente comme de dangereux déséquilibres. Le livre se termine sur la condamnation du héros au bûcher par « les hommes de religion, des

parasites de la société, qui accusent ceux qui veulent répandre la raison et la logique de magie noire ».

Le verdict de la Cour supérieure de la sécurité de l'Etat a suscité une vive préoccupation dans les milieux intellectuels égyptiens, qui y voient le signe de la soumission grandissante du pouvoir aux pressions des islamistes. Si la sévérité de la sanction constitue du jamais vu, ce n'est toutefois pas la première fois que les maximalistes musulmans parviennent à censurer la liberté d'expression.

Sous Sadate, ils étaient parvenus à faire saisir, de facto, la rédaction de l'un des ouvrages mystiques les plus originaux de la pensée islamique, *Al Foutouh al Maghrib* (Les Illuminations mesopotamiennes), du philosophe musulman du Moyen Age Ibn Arabi. En 1985, ils avaient fait condamner à la prison l'éditeur de la version intégrale des *Mille et Une Nuits* : ce classique de la littérature arabe avait été trouvé « pornographique et blasphématoire ».

En décembre 1988, le romancier égyptien Naguib Mahfouz avait vu renouveler par l'Azhar l'interdit de publication de son essai *Les Enfants de notre quartier* (I) qui était pourtant l'un des ouvrages qui lui avaient valu le prix Nobel de littérature. En mars 1990, le gouvernement retirait des manuels scolaires un poème du Syrien Nizar Kabbani, racontant l'amour courtois platonique de deux enfants et jugé « immoral » par les islamistes. Enfin, en juillet 1990, le penseur libéral et anti-islamiste Farag Foda avait été placé en résidence surveillée à la suite d'une plainte du cheikh de l'Azhar contre son essai *Etre ou ne pas être*.

ALEXANDRE BUCCIANTI

(I) Traduction récemment éditée chez Sinbad

Laborieuses tractations à Matignon

Le décret sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics divise le gouvernement

La seconde réunion interministérielle consacrée au projet de décret sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics a eu lieu, vendredi 27 décembre, à l'hôtel Matignon. Contrairement à ce qui avait été prévu, elle n'a pas permis d'aboutir à la rédaction définitive d'un texte. Une prochaine réunion est annoncée dans les jours à venir. M^{me} Edith Cresson, premier ministre, conservant l'espoir de faire appliquer « avant le printemps » une réglementation dans ce domaine fort controversé.

Les premières versions du texte qui doit fixer les conditions d'application de l'article 16 de la loi Evin de lutte contre le tabagisme avaient été connues en octobre (le Monde du 6-7 octobre). Il s'agissait alors, expliquait-on au ministère de la santé, non pas de rédiger un texte de « prohibition », mais de prévoir une série de mesures visant à protéger les non-fumeurs dans tous les lieux « à usage collectif » : entreprises, restaurants, transports en commun, établissements publics, etc.

Crainte du patronat et des syndicats

La question est de savoir si le Conseil d'Etat acceptera ou non une telle disposition qui permet, d'une certaine façon, d'interpréter un décret. Peut-on laisser à un chef d'entreprise, notamment, le pouvoir d'apprécier la portée d'un texte aussi controversé? L'actuel projet de décret prévoit, d'autre part, la nécessité d'afficher clairement les zones où le fait de fumer

sera possible, et celles où il sera interdit.

Si, dans leurs grandes lignes, les mesures prévues ne semblent pas poser de problèmes, un évènement à Matignon l'existence de « deux ou trois interrogations » qu'elles correspondent pour l'essentiel aux oppositions exprimées par le ministère du travail.

Arguant des prises de position émanant notamment, assure-t-on du CNPF et de Force ouvrière, ou craint qu'une application rigoureuse des principes dictés par la santé publique nuise en définitive à la « paix sociale » dans les entreprises.

En toute hypothèse, la rédaction définitive devra être soumise au premier ministre. Avant de savoir dans quel sens tranchera M^{me} Cresson, on ne peut que remarquer la somme des précautions prises pour que rien ne filtre de ces réunions interministérielles.

JEAN-YVES NAU

En prélude à des négociations serrées

Les machines-outils taiwanaises et nipponnes pourront entrer plus facilement aux Etats-Unis

Les Etats-Unis ont décidé de remettre à plat l'ensemble de leurs relations commerciales avec le Japon. L'automobile, l'une des principales sources de déséquilibre des échanges extérieurs, fera, on le sait, l'objet de préférences particulières du président George Bush lors de son déplacement officiel de quatre jours à Tokyo prévu pour début janvier. Parallèlement, M^{me} Carla Hills, représentante pour le commerce du président Bush, a ouvert un second front, cette semaine, en estimant insuffisante l'ouverture du marché japonais aux semi-conducteurs étrangers, et notamment américains.

La renégociation partielle avec le Japon et Taiwan des accords d'importation de machines-outils, annoncée jeudi 26 décembre par un communiqué de la Maison Blanche, sonne, dans un tel contexte, comme une habile contrepartie. Les trois pays étaient convenus en 1986 de contrôler volontairement leurs échanges de

machines-outils pour des raisons de sécurité nationale. Les Etats-Unis ont l'intention de proposer à leurs partenaires la levée des restrictions s'appliquant à l'importation des machines les plus courantes, pour une durée de deux ans à compter du 31 décembre 1991, date d'expiration officielle des précédents accords.

Conférences à Sciences-Po sur « L'état de l'Union soviétique en 1992 ». - Sciences-Po Formation organise, du 13 janvier au 6 février 1992, à Paris, un cycle de huit conférences sur le devenir de l'ex-URSS. Destinées à un large public, ces conférences auront lieu les jeudis et les lundis de 18 h 30 à 20 h 30, et seront animées entre autres par André Fontaine et par M^{me} Hélène Carrère d'Encausse.

► Renseignements et inscriptions : 45-59-50-99.

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinq cents ans, la chute de Grenade..... 2

ÉTRANGER

Algérie : les réactions après le premier tour des élections législatives..... 3

Fragile démocratisation en Guinée..... 4

L'armée serbe accentue sa pression en Croatie..... 4

Turquie : le problème kurde crée des tensions au sein de la coalition gouvernementale..... 4

L'Ukraine revendique une partie de la flotte de la mer Noire..... 5

L'entourage de M. Eltsine..... 5

Cambridge : les acteurs politiques redéfinissent leur stratégie..... 6

POLITIQUE

M. Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Cannes, porte plainte pour diffamation..... 6

Livres politiques : « Si le sel s'effrite », par André Laurens..... 6

SOCIÉTÉ

Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour un double meurtre, Mohamed Chara demande la révision de son procès..... 10

La société Virgin Store condamnée à fermer le dimanche..... 10

La deuxième étape du raid-mission Paris-Syrie-Le Cap..... 10

Quand une équipe de TF1 mène l'enquête et découvre un cadavre 10

HEURES LOCALES

Le mur de l'Atlantique reprend du service • Barages rompt avec l'immobilisme • Une télécabine en Saint-Denis • Lorraine : le malade imagine de la sidérurgie..... 7 à 9

CULTURE

Les alexandrins de Nantier : Jean-Pierre Vincent accueille, au Théâtre des Américains, le Britannicus de Racine et une tragédie moderne, John and Mary..... 11

ÉCONOMIE

Les difficultés de La 5..... 13

La montée des risques bancaires handicape la reprise américaine 13

L'arrestation de M. Giencarlo Parretti..... 13

Revue des valeurs..... 14

Crédits, changes, grands marchés..... 15

Services

Abonnements..... 2

Carnet..... 16

Météorologie..... 16

Mots croisés..... 6

Télévision..... 16

Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Le Monde » daté 28 décembre 1991 a été tiré à 465 357 exemplaires.

Les réactions en France

□ M. Gérard Fuchs (PS) : une sensation « sans surprise ». - M. Gérard Fuchs, secrétaire national aux relations internationales du Parti socialiste, a estimé, vendredi 27 décembre, dans un communiqué, que la poussée du Front islamique du salut (FIS) au premier tour des élections législatives algériennes « sanctionne sans surprise trente ans de parti unique qui n'ont pas répondu aux attentes et aux nécessités du pays ». « Le bon résultat du Front des forces socialistes (FFS) évite heureusement une bipolarisation dangereuse », a ajouté M. Fuchs, qui a insisté sur le caractère « déterminant » du deuxième tour et souligné « le niveau de participation, y compris des femmes, et l'absence d'incidents de vote », qui « montrent que la démocratie peut fonctionner ».

□ M. Alain Juppé (RPR) : « le signal du rassemblement des forces démocratiques ». - M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a souligné, vendredi 27 décembre, sur Europe 1, que le succès du FIS soit « un électrochoc salutaire » et « le signal du rassemblement pour les forces démocratiques » algériennes, qui « ont abordé les élections dispersées ». Le secrétaire général du RPR a estimé que les résultats de ces élections « nous concernent, parce que c'est tout près de chez nous ». Il a également estimé que le discours du Front islamique du salut (FIS), notamment à propos des droits de la femme, « ne va pas dans le bon sens ». « Tout ce qui est fondamentalisme, c'est-à-dire, d'une certaine manière, extrémisme, m'inquiète », a-t-il conclu.

L'accident de l'avion de la SAS près de Stockholm

Le sang-froid d'un pilote

STOCKHOLM

de notre correspondant

« C'est un miracle », constatait le premier ministre suédois, M. Carl Bildt, sur les lieux de l'accident du Dana Viking de la compagnie SAS, qui a fait un atterrissage en catastrophe vendredi 27 décembre dans la nuit (le Monde du 28 décembre). L'avion avait décollé quelques minutes auparavant de l'aéroport international de Stockholm Arlanda, en route vers Varsovie, via Copenhague. 129 personnes étaient à bord, dont 8 membres d'équipage. Il y a eu 24 blessés, dont 2 grièvement, mais pas de mort : un bilan incroyable dû à beaucoup de chance, mais surtout au remarquable sang-froid du pilote, le commandant Stefan Rasmussen, un ancien de l'armée de l'air danoise.

L'appareil, un MD 81, en service depuis le mois d'avril, avait été, conformément à la procédure, dégivré au glycol avant le départ. Trois minutes après le décollage, le pilote indiquait à la tour de contrôle qu'il avait des problèmes « peut-être dus au givrage » avec les deux moteurs. Son copilote tentait sans succès de les relancer. « Je vois m'écrouler », dit le pilote, puis l'avion disparut des écrans radars. De 600 m, l'avion était tombé à 200 m d'altitude. Il n'y avait plus que quelques nuages, et il restait environ trente secondes au pilote pour calculer son point de chute. « Au sol, racontera-t-il lors d'une conférence de presse, je vois deux champs, un grand à 40-50° sur ma droite. Avec de la vitesse, je ne pouvais pas vivre sans perdre de

force portante. Mais, dans le petit champ, il y avait de grosses pierres, que j'avais peur de heurter. Je vois un petit bosquet et je me dis que je peux freiner l'avion sur le crête des arbres. J'ai fait un petit virage pour éviter les maisons, je suis passé sur les arbres, les ailes se sont détachées, et quand j'ai senti l'avion se poser, presque doucement, c'était comme Noël, c'est tout ! » Quelques points de suture à la tête et le cou dans une minerve, le commandant Rasmussen a ajouté : « Il y a peut-être un pilote sur un million qui peut prouver ce qu'il peut faire dans une telle situation. J'ai eu cette chance. »

A bord, tous les passagers étaient restés calmes et ceux qui étaient indemnes ont évacué sans problèmes l'appareil désolé en trois minutes, pour aller téléphoner de la première maison qu'ils ont pu trouver et demander des secours, éberlués d'être encore en vie après avoir juste réalisé qu'ils avaient frôlé la mort. « Une expérience un peu inhabituelle », déclarait l'un d'eux, décidé malgré tout à prendre le prochain avion pour Copenhague.

Quant à la cause de l'accident, on en reste, pour l'instant, aux hypothèses : étouffement des moteurs par de petits morceaux de glace qui se seraient détachés du bord inférieur des ailes - malgré le dégivrage - retour de flamme d'un réacteur ; retour pour l'instant n'est exclu. Les conclusions de la commission de contrôle devront être connues d'ici une semaine environ.

FRANÇOISE NIÉTO



Lancôme vous souhaite une très belle année 1992.

RADI



C
C

Roberto Mancini
le futur de l'équipe
italienne pour l'Europe

En a-t-il besoin ?
C'est la question
qui se pose à l'heure
de la sélection de
l'équipe nationale
pour l'Europe 1992.
Roberto Mancini
est un joueur de
talent, mais il est
encore jeune et
peu expérimenté.
Il faut donc se
demander si son
apport sera décisif
dans une compétition
aussi importante.
Les dirigeants de
la F.I.F. ont décidé
de le convoquer
pour l'essai.

27 Dec 1991